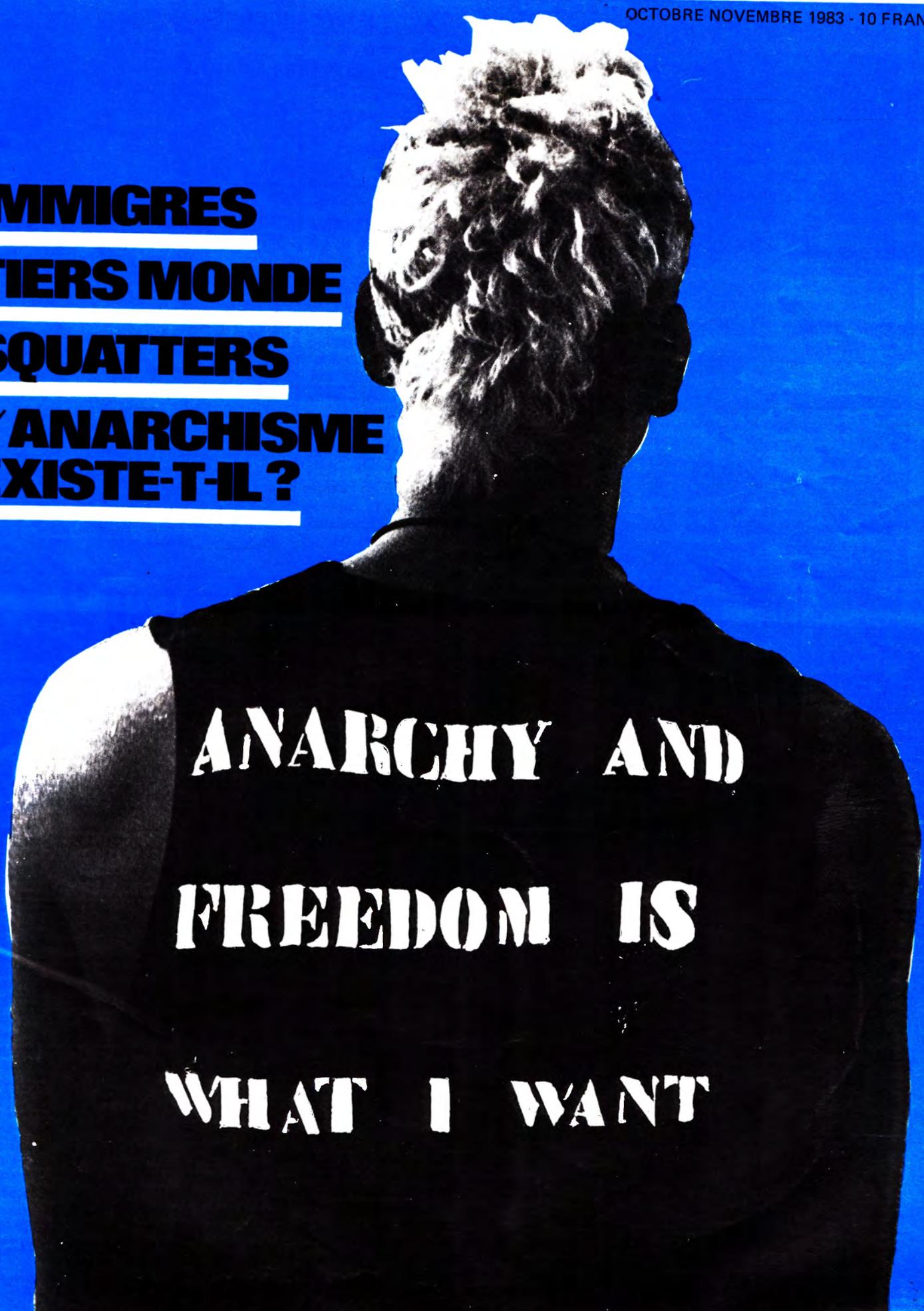


**IMMIGRES**

**TIERS MONDE**

**SQUATTERS**

**L'ANARCHISME  
EXISTE-T-IL?**



**ANARCHY AND  
FREEDOM IS  
WHAT I WANT**

I.R.L.  
journal d'expressions libertaires

Directeur de publication:  
Alain Thévenet  
Commission paritaire: 55270  
Imprimé par:  
Les Ateliers d'Impression Presse  
Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau  
69001 LYON

Rédaction et administration:  
IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc  
69001 LYON

IRL - Rédaction parisienne:  
c/o Max Nettlau  
15 rue Gracieuse, 75005 PARIS

Conception graphique et réalisation:  
Atelier de Création Libertaire

Abonnement:  
5 numéros (1 an) : 50 F  
10 numéros (2 ans) : 90 F  
Abonnement de soutien:  
10 numéros (2 ans) : 130 F et plus  
Diffusion militante:  
5 exemplaires pendant 5 numéros:  
200 F

Pour vos versements:  
IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTEZ: Le numéro qui figure en haut et à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que votre abonnement arrive à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

DECEMBRE 1973  
DECEMBRE 1983

**IRL A BIENTOT 10 ANS! VOUS QUI LE LISEZ DEPUIS LE DEBUT... OU DEPUIS PEU, NOUS AIMERIONS BIEN SAVOIR COMMENT VOUS VOYEZ IRL PENDANT LES 10 ANS QUI VONT SUIVRE. ECRIVEZ-NOUS POUR NOUS DIRE COMMENT VOUS NOUS TROUVEZ. INTERESSANT, N'EST-CE PAS?**



# Sommaire

Pages 3 et 4

LES IMMIGRES CIBLE DE LA DROITE - GAUCHE

Page 5

UNE RENCONTRE AVEC JEAN CARDONNEL

Pages 6, 7 et 8

GREENHAM: LA PASSION CONTRE LES ARMES

Pages 9 et 10

L'ANARCHISME EXISTE-T-IL ?

Pages 11 et 12

CORSE: LA LIBERTE PAS LA MORT!

Pages 13 à 24

DOSSIER TIERS MONDE ET ANARCHISME (DEUXIEME PARTIE)  
- LE POUVOIR DU «BLE», LE POUVOIR DE LA FAIM  
- DEBAT SUR LE TIERS MONDE  
- LE ROLE DES LIBERTAIRES DANS LA LUTTE CONTRE LA FAIM  
- LES IMMIGRES ET LES ELECTIONS (DEBAT A RADIO-LIBERTAIRE)

Pages 25 à 28

P.J. PROUDHON ET LA QUESTION RELIGIEUSE

Pages 28, 29 et 30

OCCUPANTS RENOVATEURS DU XIXème:  
UNE NOUVELLE RACE DE SQUATTERS

Pages 31 et 32

EST-INFOS

Pages 33, 34 et 35

LE SYNDICALISME EN TUNISIE

## IRL vous intéresse ?

Depuis plusieurs numéros, nous sentions une nette progression au niveau de l'audience d'IRL. Les chiffres sont là pour nous reconforter dans cette impression. Entre octobre 82 et juin 83 (numéros 47 à 50), les recettes se sont élevées à 30300 F et les dépenses à 26140 F, ce qui dégage un excédent de 4160 F. 109 personnes ont souscrit un abonnement durant cette période, 43 se sont réabonnées et un peu moins de 40 ont résilié leur abonnement (disons plutôt ont été «radiées» après de multiples relances qui sont restées sans réponse).

La diffusion sur Paris tourne autour de 120 exemplaires par numéro, sans compter meeting et autres manifestations. A Lyon, elle se stabilise aux alentours de 50 exemplaires à la librairie libertaire La Gryffe (nous avons atteint une pointe de 90 exemplaires pour le numéro 47) auxquels il faudrait ajouter les numéros distribués par les Messageries Lyonnaises; la complexité de leur paperasserie fait que, de ce côté-là, nous ne pouvons avancer de chiffres. Au niveau des autres villes, sur les presque 400 exemplaires envoyés aux points de diffusion, nous avons toujours les mêmes problèmes pour nous faire payer les numéros vendus.

Mais si l'année qui vient de s'écouler a pu nous reconforter dans notre travail, l'année prochaine sera décisive: ou nous continuons de sortir de la merde, ou nous y replongeons avec plus de vigueur! Rien qu'au niveau des abonnements et des réabonnements, principales sources de recettes, nous allons devoir faire beaucoup d'efforts pour garder la confiance de nos lecteurs. Par exemple, plus de 100 personnes vont terminer leur abonnement aux numéros 52 et 53. Tout le monde va-t-il se réabon-

ner? Va-t-on devoir envoyer moult relances pour cela?

Nous demandons donc aux lecteurs d'IRL de s'abonner, de se réabonner, de faire lire IRL autour d'eux, de nous envoyer des adresses de gens susceptibles d'être intéressés et auxquels nous ferons le service d'un spécimen. Tout ceci est vital pour qu'IRL puisse continuer. On est sur la bonne pente, faut juste nous pousser un peu!

A notre AG du 2 et 3 juillet, nous avons décidé de continuer IRL sur sa lancée en recherchant à toujours l'améliorer. Après le compte-rendu financier, nous avons fait le point de nos deux rédactions. Pour IRL-PARIS (7 personnes), l'année qui vient de s'écouler a marqué un net resserrement des liens au sein de l'équipe, principalement lors de la rédaction du dossier sur le tiers monde. Des débats publics ont suivi chaque parution d'IRL, ainsi que des émissions à Radio Libertaire (anarchisme dans les années 80, immigration...). IRL-LYON a eu plus de problèmes: les tâches techniques de fabrication trop importantes pour notre petite équipe (7 personnes) alliées au manque de «pêche» font que nous ne nous sommes pas investis suffisamment au niveau rédactionnel, nous déchargeant sur Paris et sur des gens extérieurs aux deux rédactions. De ce côté-là, nous sentons la nécessité de produire de gros efforts pour les numéros qui vont suivre. Et si des gens ont envie de travailler avec nous, qu'ils ne se gênent pas pour nous le faire savoir!

Nous avons aussi discuté d'un projet de fête pour les 10 ans d'IRL: débats, audiovisuel, spectacle... tout ceci est encore à élaborer.

Beaucoup de travail pour l'année qui arrive! ●

## LES IMMIGRES CIBLE DE LA DROITE - GAUCHE OU COMMENT LUTTER POUR UNE FRANCE FRANCAISE



**L**e programme commun anti-immigrés des grandes familles politiques est de plus en plus d'actualité. Il se précise et prend corps non seulement à travers les mesures prises par la mairie de Paris, mais aussi par un accord Mauroy-Chirac pour un « consensus national » sur l'immigration. En quelques mois, la xénophobie latente et douce apparaît au grand jour avec les attentats racistes de cet été, la victoire du front droite-extrême-droite à Dreux et l'alliance gauche-droite. En quoi la xénophobie de la société française nous interpelle et quel obstacle pose-t-elle au projet libertaire ?

### TOUFIK OUANNES, TU N'AVAS QUE NEUF PRINTEMPS

Certains de ceux qui n'ont pas pu partir en vacances cet été ont été tellement embêtés par le bruit et la chaleur qu'ils ont décidé de se défouler. Et comme il y a des « petits arabes » dans le quartier et des carabines qui rouillent, l'association est vite faite. En tout une vingtaine de personnes ont fait l'objet de crimes racistes entre juillet et août. Moussa Mezzogh, Ahmed Benkhidi, Salim Grine, Bonnah Lachmi y ont laissé leur peau. Proportionnellement au nombre de Français qui n'ont pas pu bénéficier des vacances cette année, ce chiffre, statistiquement parlant, est dérisoire. Voilà qui nous laisse optimiste s'il n'y avait pas Toufik Ouannes (9 ans), Salah Djenane (8 ans), Mohamed Rebahi (11 ans), Paolo et Laura Bennichou (10 ans). Ces enfants ont-ils choisi d'être des enfants d'immigrés ! Prendre comme cible des gamins, dont le seul crime est d'appartenir à une communauté, est une lâcheté, une bassesse... Calmons-nous et essayons de comprendre ces agissements. Ah ! J'ai trouvé : certes, on a affaire à des gamins, mais ils ne sont pas moins immigrés et, par conséquent, des concurrents potentiels des ouvriers français, des futurs voleurs, des délinquants en puissance et déjà des emmerdeurs par leurs pétards... Voilà des arguments pour le petit Hitler qui sommeille en chacun de nous. Ce Hitler est a-historique. Il ne connaît ni histoire coloniale et n'a pas envie d'entendre parler du pillage du tiers monde et de la désorganisation de son économie par la pénétration capitaliste. A vrai dire, il n'est pas complètement a-historique puisqu'il cherche à « rétablir une injustice et venger nos ancêtres foutus à la porte par les nationalistes des ex-colonies ». Dans cette logique vengeresse, la

société française a toutes les chances de s'enfermer sur elle-même et de gagner à sa cause une large frange de la population qui, traumatisée par la crise économique, approuve dans son for intérieur la politique répressive sur les immigrés tout en versant des larmes de crocodiles sur les victimes du racisme. Le nouveau dans cette situation est que les crimes racistes non seulement prennent de l'ampleur mais deviennent aussi bien l'œuvre de la police que celle des personnes dont les conditions sociales ne s'éloignent pas de beaucoup de celles des immigrés.

### « ILS NE SONT PAS VENUS AVEC UNE MYSTIQUE DE BÂTISSEURS DE CATHÉDRALES »

Les forces politiques vont sauter sur l'occasion pour renforcer des sentiments qui existent déjà ou qu'ils ont largement contribué à faire exister et pour institutionnaliser la xénophobie. Les mesures entreprises par Chirac au mois de juillet et appliquées avec rigueur vont dans ce sens. Un corps d'enquêteurs pour contrôler la situation des « étrangers » est aussitôt créé. En même temps, le Bureau d'aide sociale de Paris devient de plus en plus exigeant sur les conditions de séjour pour l'attribution des aides. Avant l'entrée aux hôpitaux, un contrôle de la situation juridique est exigé et les enfants d'immigrés sans papiers n'ont plus le droit de s'inscrire dans les crèches et les maternelles. Une autre mesure en matière de logement consiste à regrouper les immigrés par nationalité pour mieux faciliter leur repérage et ne pas les mélanger avec les Français.

Une démarche similaire, mais encore plus courageuse en matière de répression est proposée par P. Marchelli, président de la Confédération Générale des Cadres (CGC), qui espère purger la société française de ses immigrés « qui coûtent trop cher (environ 50 milliards de francs par an) en renvoyant chez eux tous ceux qui y séjournent depuis moins de 10 ans ». Parallèlement, Marchelli essaie de répondre à l'opinion qui met en valeur l'apport des immigrés à la France en disant « qu'ils ne sont pas venus avec une mystique de bâtisseurs de cathédrales ». Evidemment en matière économique comme en religion, c'est bien l'intention qui compte et pourquoi ne pas juger les considérations bassement matérielles de ces « étrangers » étrangers à la foi catholique ! Pour terminer sa croisade victorieusement, le président de la CGC propose de « réaliser des investissements dans les pays qui reprennent leurs immigrés... C'est mieux, dit-il, que de garder chez nous des usines obsolètes ». On contribue à sa façon au développement des pays sous-développés en im-

plantant des usines désuètes dans ces pays. Ce qui est à constater c'est que Defferre a approuvé cette déclaration « qui, selon lui, mérite qu'on y réfléchisse ». La vocation de la France ne serait-elle pas la formation des futurs cadres dynamiques des usines clé en main. Ainsi le progrès social sera réalisé et on évitera à ces nations de se casser la tête dans la recherche d'autres modèles de développement. Il ressort de ce national-socialisme une haine presque avouée aux autres peuples, un darwinisme économique qui trouve sa justification dans la supériorité technologique de l'Occident et la défense des intérêts des nationaux.

L'absence de connaissances scientifiques dans le tiers monde autorise une division du travail à leur détriment et une spécialisation de l'Occident dans les nouvelles techniques de fabrication qui ont très peu besoin de main d'œuvre. La robotisation est présentée comme la solution miracle au problème de l'immigration. Le secteur automobile a annoncé la couleur en promettant de licencier des milliers d'ouvriers. Si la liste de l'extrême-droite a pu recueillir à Dreux 16,7% des suffrages, c'est que la xénophobie en France est plus qu'une affaire de minorité agissante mais une réalité démocratiquement choisie par le matraquage des politiciens sur la crise économique dont la responsabilité incombe, selon eux, aux immigrés.

### DU NATIONAL-SOCIALISME AU SOCIO-NATIONALISME

L'Etat social-démocrate, paniqué par la défaite électorale des municipales, oublie très vite ses promesses et les grands principes humanistes qui alimentent ses discours, pour se lancer dans la compétition anti-immigrée. Il n'est plus question de déclarations ambiguës ménageant hypocritement les différents partis, mais des actes de répression au grand jour.

Les mesures prises au Conseil des ministres le 31 août et les déclarations qui s'ensuivent sont très significatives. Les régularisations des sans papiers sont définitivement terminées le 15 janvier 1982 et il « faut renvoyer les immigrés chez eux » déclare péremptoirement Mitterrand. Les rafles et les expulsions se sont multipliées. Les quartiers à forte proportion d'immigrés sont périodiquement assiégés pour repérer les « clandestins ». Comme dans chaque immigré se

cache un clandestin, tous les immigrés sont des personnes (pardon !) suspects. La dénonciation des voisins se multiplie et les « bons » citoyens français collaborent bien avec la police. Les procédures des Parquets sont accélérées pour « reconduire à la frontière » sans surcharger les prisons déjà pleines. Il ne faut plus attendre un éventuel procès en appel pour expulser. Les effectifs des contrôleurs spécialisés du travail sont triplés. Les certificats d'hébergement des « étrangers » sont supprimés mais pour être remplacés par un système plus draconien d'attestation d'accueil émanant de la personne chez qui le voyageur doit se rendre et qui doit être délivré à la fois par les autorités locales et les services consulaires.

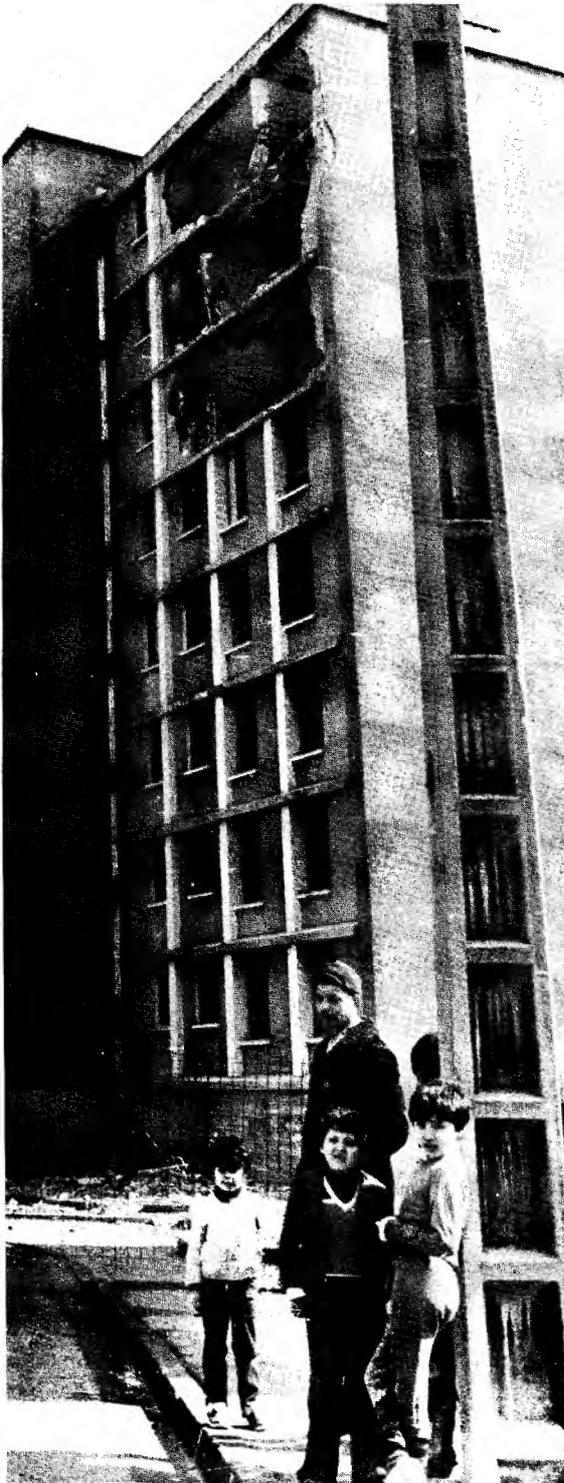


PHOTO CHRISTOPHE

Pour les Maghrébins, un système spécial appelé dyptique en accord avec les Etats des pays d'origine — qui collaborent volontiers avec le gouvernement français — est inventé pour mettre fin à leur séjour après trois mois. Il s'agit de deux cartes semblables, l'une laissée aux services de police des frontières, l'autre agrafée au passeport, sera rendue à la sortie. Ainsi, la marchandise trainarde sera, une fois le délai de trois mois écoulé, recherchée, jugée et expulsée. L'Etat français est très respectueux de l'article 13 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme : « Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir son domicile dans un Etat ».

Les mesures dites d'insertion des immigrés — qui prétendent rétablir l'équilibre en affirmant qu'il existe de « bons immigrés » opposés aux « mauvais » — sont tellement timides et vagues que même les revendications les plus réformistes des associations d'immigrés ne sont pas satisfaites. Ainsi la demande de la carte unique valable 10 ans renouvelable automatiquement est refusée et le même système continue à fonctionner (3 cartes de séjour plus 3 cartes de travail valables 1 an, 3 ans et 10 ans) avec seulement allègement des restrictions géographiques imposées aux travailleurs titulaires de la carte A (1 an) ou B (3 ans).

La destination de l'argent des immigrés, perçu directement de leur salaire, et géré par le Fonds d'Action Sociale (FAS) est souvent inconnue et celui-ci refuse de subventionner des actions entreprises par les associations qui se démarquent de la droite et de la gauche.

La loi Stoléru est refusée sous forme d'encouragement au retour au pays par la formation, en incluant des accords industriels pour chantier à l'étranger employant des travailleurs immigrés.

#### L' « OPERATION INSALUBRITE » INSALUBRE AU PROJET LIBERTAIRE

Les visées de l'Etat démocrate à travers ces mesures sont franchement machiavéliques : gagner un électorat de la droite libérale et diviser les immigrés. Pour le premier objectif, il s'agit de montrer — mesures et actes à l'appui — que le PS et le PC répriment aussi sauvagement les « non-citoyens » que la droite et l'extrême-droite et qu'ils sont prêts à reprendre à leur compte le bouc émissaire immigré très payant pour gagner les élections. Cette démonstration est d'autant plus urgente que l'extrême-gauche et les sympathisants d'une « gauche indépendante » perdent de jour en jour les illusions sur la prise du pouvoir par la satellisation autour du PS. Celui-ci préfère faire un glissement à droite et établir des ponts avec une Simone Veil ou un Bernard Stasi. Ce n'est pas sans raison que le *Matin* ouvre ses colonnes à ce dernier pour parler d'une société française multiraciale (*Matin* 1/9/83). On sait très bien ce qu'il met dans ce terme, des individus d'origine étrangère, sages,

disciplinés et qui savent faire de leur culture du folklore. D'autre part, le tapage de la presse sur la déclaration de S. Veil à propos de son refus du front électoral avec Le Pen et l'appel de Mauroy à Chirac pour signer un consensus national sur l'immigration (Libération 13/9/83) confirment le fait que le choix pour une société xénophobe, unificatrice (malgré la démagogie de l'interculturalité qui revient souvent dans la bouche d'une certaine droite et des socialo-communistes) est irrévocable et que les immigrés indépendants n'ont à compter que sur eux-mêmes et sur les forces qui combattent pour la réalisation de l'utopie d'un monde sans frontières, pour qui l'économique et son discours de crise sont bannis.

Dans l'état actuel et beaucoup plus qu'avant, les risques que les immigrés ne constituent pas un bloc homogène sont très grands. D'ailleurs, la droite et la gauche ont joué à fonds sur la dichotomie des « bons et des mauvais immigrés » pour diviser ces communautés. Sauf les Européens et les immigrés d'autres ethnies installées depuis longtemps en France et, pourquoi ne pas le dire, assimilées, sont considérées comme utiles et supportables. Les autres sont indésirables. Ils sont nombreux car il suffit de perdre son emploi ou ne pas pouvoir justifier de ressources suffisantes ou de logement adaptés pour se voir refuser le droit de renouveler la carte de séjour. « L'opération insalubrité », lancée par l'Etat et les mairies, vise leur repérage et leur expulsion. Elle se répand et certains quartiers rappellent les sinistres périodes du nazisme.

Certains français tuent des enfants et des jeunes issus de l'immigration. L'appareil policier et judiciaire juge et expulse en masse. La presse officielle étouffe. Les députés et bureaucrates de l'Etat approuvent et légifèrent des lois xénophobes. Et quelle est leur cible à tous ? Des réfugiés économiques qui fuient la famine et la faim en Asie et en Afrique ou des réfugiés politiques qui fuient la persécution et la mort à cause de leurs idées ou d'une vie devenue insupportable par la militarisation effrénée du tiers monde.

Les Africains pourraient réaliser qu'il faut se comporter de la même façon envers les Français d'Afrique (qui sont d'ailleurs plus nombreux que les Africains en France) et se lancer, à leur tour, dans des actes de discrimination raciale et de vengeance insensée. Les comportements xénophobes sont un argument de plus au nationalisme et à la consolidation des frontières. C'est tout le rêve libertaire de l'abolition des frontières, de la liberté de circulation, de l'égalité des droits de tous dans la différence, qui est en train de s'évanouir avec la répression des immigrés ; qui n'est en fait que la partie la plus facile à l'Etat dans sa politique d'assujettissement de toutes les minorités, qu'elles soient raciales, politiques ou culturelles.

nostalgie absolument incorrigible, ce peuple au milieu duquel j'aimerais terminer mes jours parce qu'il est caractérisé par une jeunesse foncière.

J'ai bourlingué pas mal, et à une époque de ma vie à laquelle je serais tenté de revenir, j'étais libertaire, mais quand j'ai vu les pays du Tiers Monde, je me suis dit qu'être libertaire c'est un luxe que l'on ne peut pas se payer dans des régions, des nations de misère dans lesquelles les premiers problèmes sont ceux de la nourriture et de la faim.

Aimer un peuple, ce n'est pas une question de crâne, un problème d'idéologie, cela ne se loge pas dans la sensibilité, c'est une question tripale : une communauté dans le partage d'un semblant de repas, par exemple. Dans la faim du corps, il y a plus que la faim du corps : il y a le besoin d'une convivialité, du partage de ce que l'on n'a pas ou de ce que l'on a très peu.

### ESPOIR ET ILLUSION

Parmi tous mes doutes, je garde, et c'est plus qu'un optimisme, c'est une espérance de fond, l'une des choses les plus dures et les plus excitantes : c'est de se consentir à la fuite de toutes ses illusions, pourvu que du même élan, se maintienne ou plutôt augmente, se renforce le potentiel d'espérance. Ce qui est très dramatique chez beaucoup de gens, c'est qu'ils ont bloqué leurs espérances avec leurs illusions, et, quand inévitablement ce que l'on appelle généralement la vie balaye les illusions, l'espérance disparaît, fiche le camp, s'évanouit avec elle.

On m'a souvent dit que j'étais utopiste, ça m'est égal ou plutôt, j'aime bien parce que ce qui me plaît d'avancer, c'est ceci : l'utopie a eu lieu, a toujours lieu dans l'ordre de l'atroce, ce que le cerveau le plus malade a de la peine à concevoir, à imaginer, il se trouve que cela existe en fait : les camps de concentration, les centres de torture, les millions d'enfants qui meurent de faim. Alors je me dis que si l'utopie, l'inconcevable a existé dans l'horreur, il faut de toute urgence que nous arrivions à le faire surgir dans la ligne de l'amitié, de la fraternité des rapports humains.

### L'AVENTURE HUMAINE

Je suis allé au Portugal aux beaux jours de la révolution des œillets, quand il y a eu une véritable tentative de transformation des rapports humains dans une atmosphère à la



Voici un extrait d'un dialogue à bâtons rompus avec Jean Cardonnel, sur les ondes de Radio Clapas à Montpellier.  
Patrice

### LIBERTAIRE PEUT-ETRE LIBÉRAL JAMAIS

Je veux bien être libertaire, mais je me refuse absolument à être un libéral parce que être un libéral en politique, c'est admettre le libéralisme économique, c'est à dire regarder les êtres humains comme des animaux compétitifs, et c'est à mon avis une illusion de nos démocraties de penser qu'il s'agit de la libre expression des opinions alors qu'il y a tant d'opinions qui ne sont que des intérêts camouflés.

J'ai souvent lancé à la figure de mes adversaires le triptyque de la sagesse bourgeoise

- 1- ma vie privée ne regarde personne.
- 2- les affaires sont les affaires.

3- ne faisons pas de politique, ce qui veut dire, en fait, n'en faisons pas une autre que celle des affaires.

C'est ce à quoi se heurte la gauche en France. J'aime appeler les socialistes et même quelquefois les communistes, le versant gauche de la montagne du capital parce que nous sommes toujours dans ce que j'exécra par dessus tout : une économie de marché, et même quand elle est planifiée, c'est toujours une économie de marché.

Nous n'avons pas été fichus depuis notre révolution de 1789 de trouver une réalité démocratique autre que la traduction du régime des rapports marchands. Je m'explique : quand je vais voter, j'entre d'abord dans un bâtiment au nom obscène qui s'appelle l'isoloir. Ça part de l'idée que je serais d'autant plus moi-même qu'isolé de ce qui constitue la trame de ma vie, c'est à dire mes relations, et puis dans une boîte, je dépose une liste de noms dont il peut m'arriver de connaître quelques uns, mais dont je ne connais pas la totalité, et c'est ce que l'on appelle ma voix. Et comme je suis passionné de parole, je constate que là, les voix sont muettes : non seulement, elles ne parlent pas, mais on les calcule on les compte. C'est pourquoi je dis que la démocratie est expressive des rapports marchands, elle est fondée sur l'arithmétique. Je n'ai pas de solution pour ma part.

### LA FAIM ET LE TIERS MONDE

A ma quarantaine, il y a un peu plus de 20 ans, j'ai eu mon coup de cœur de Tiers Monde c'était au Brésil, ce peuple dont je garde une

fois de fête, de lutte, de camaraderie, de fraternité. Ce qui me paraît le caractère passionnant de l'aventure humaine, ce sont les rencontres, c'est nouer et resserrer des liens, alors là je m'y perds dans ma vie : plus on les multiplie, moins on les resserre, plus on les resserre, moins on voit de gens. Quand pourra t'on se découvrir entre amis à l'infini et que ce soit en même temps des rapports de personne à personne et non pas des rapports d'engouffrement dans un collectif anonyme ?

Je me suis aperçu, vers mon adolescence, que je n'avais jamais eu un lien d'amitié avec des adultes parce que l'adulte, c'était une autre catégorie, c'était suivant un mot horrible « l'homme fait », l'homme tout fait, l'homme refait. Sur ce plan là, nous avons fait des progrès considérables ; je connais tellement de jeunes qui ne me font jamais sentir qu'il y a un si grand nombre d'années qui pourraient nous séparer. J'ai une amie qui est toute petite, qui a 8 ans. Nous avons eu tous les deux un repas merveilleux, et puis je lui ai dit : « tu vois, tu es ma grande sœur », elle m'a répondu : « et toi mon petit frère ». Ce que j'aime beaucoup, c'est le bouleversement des relations humaines.

Ce qui me passionne le plus, à l'heure actuelle, c'est le problème de l'éducation. Je me pose la question : comment n'être ni répressif ni permissif, comment transmettre sans inculquer ? Respecter l'autre, ce n'est pas le laisser à lui-même, c'est instaurer entre nous des rapports tels que nous puissions devenir ensemble des cocréateurs. Au fond, parler, ce que nous faisons en ce moment, c'est se livrer ; je ressens comme une insulte personnelle le fait que tant de gens ne puissent se livrer. Nous manquons, aujourd'hui, de lieux où l'on pourrait à partir de n'importe quoi, empoigner ensemble les questions essentielles sans préjuger du résultat auquel nous pourrions ensemble aboutir. Là j'en viens à un point capital : il y a une seule chose que je ne mets jamais en question, c'est l'exigence de la remise en question.

La poésie c'est le jaillissement, c'est l'effort impossible pour dire l'indicible, c'est à dire pour donner chair à l'irréalisable, ce que j'appelle l'inconcevable enfin conçu. La vraie poésie, c'est la mise au monde, c'est l'amitié. Il n'y a de relation profonde entre les êtres que de mutuelles mises au monde.

# La passion contre les armes

**J**e me souviens de ma rencontre avec une Japonaise à Londres, alors que j'attendais mon deuxième bébé. Elle m'a dit que les membres de sa famille étaient morts à Hiroshima. Elle disait que quand une femme était enceinte à Hiroshima, personne ne la félicitait mais que les gens attendaient en silence pendant

neuf mois jusqu'à la naissance de l'enfant pour voir s'il était bien normal ».

Au départ, une base de l'Armée de l'Air était implantée sur la commune de Greenham pendant la seconde guerre mondiale ; une partie des terrains de la commune était occupée par le ministère de la défense. Bien que ce lieu n'ait pas été utilisé pendant plusieurs années après la guerre, le terrain n'a jamais été rendu au canton et, en 1951, le minis-

tère de la défense l'a acquis contre la volonté des autorités locales. Plus tard, la base a été louée aux Américains. Actuellement ceux qui y travaillent sont américains mais ils sont protégés par la police britannique du ministère de la défense.

Le stationnement de 160 missiles nucléaires est prévu sur le site de Greenham avant fin 1983.

## L'HISTOIRE DU WOMEN'S PEACE CAMP

1981 -

- 28 août - 5 septembre

« Les femmes pour la vie sur la terre » marchent de Cardiff à Greenham Common.

- 5 septembre

4 femmes s'enchaînent à la grille de la porte principale et demandent un débat public à la télévision sur les missiles entre des femmes de la marche et un représentant du ministère de la défense. Le « Camp de la Paix des Femmes » est né.

- 21 décembre  
des femmes empêchent le travail de

## COMISO

### NOUS POUVONS EMPECHER LA CONSTRUCTION DE LA BASE

**S**amedi 23 juillet. « Nous pouvons empêcher la construction de la base ». Avec ce slogan en tête de cortège, 300 punx-anarchistes-libertaires parcourent les 8 kilomètres qui séparent la place de Comiso à la base militaire américaine en construction...

Nous sommes venus à l'appel des « Ligues autogérées » qui, depuis deux ans environ, on fait un long travail de propagande dans la région mais aussi dans d'autres villes d'Italie.

Pour essayer d'empêcher la construction de la base de missiles Cruise en occupant le site, elles avaient appelé à trois jours de mobilisation.

#### 22 - 23 - 24 JUILLET : TOUS A COMISO !

L'appel lancé à travers la presse anarchiste internationale a fait venir quelques 300 personnes d'Italie mais aussi quelques Anglais (dont deux membres du groupe punk CRASS) et des Français. Tous sont venus avec l'espoir de participer à une « véritable action ». Ainsi, au matin du 22 juillet, quelques dizaines de personnes se sont acheminées vers la base avec un grand enthousiasme ! Mais, sous un soleil très chaud, ce jour s'est écoulé tranquillement sans que des événements importants surviennent. Les « masses » à la maison ou à la mer, les flics trop nombreux à nous attendre, l'objectif d'occuper la base est devenu impossible.

Nous sommes rentrés à Comiso dans la « cage » (petit jardin public) que les punx venus en nombre avaient demandé à la municipalité pour que nous puissions planter nos tentes.

Des assemblées générales se sont suivies pour discuter de la suite à donner à notre mobilisation.

Deux propositions s'affrontèrent : continuer à préparer l'occupation (les « Ligues » espéraient encore une probable participation de camarades de base avec lesquels elle avait pu avoir des contacts auparavant) ou essayer de profiter de ce rassemblement pour organiser d'autres formes d'interventions les deux jours suivants. Cette dernière proposition me semblait plus praticable.

Après deux assemblées générales et des réunions de délégués de groupe, nous sommes tombés d'accord pour faire une manifestation qui irait de Comiso à la base, ceci afin de montrer notre détermination à poursuivre la lutte.

Pacifiquement, allègrement même, nous nous y sommes rendus et vers 21 heures, les flics ont chargé aveuglément (il faisait déjà nuit !) et ont arrêté quelques personnes qui seront relâchées une semaine plus tard...

#### UNE LEÇON POLITIQUE

Comiso a représenté, cet été, une tentative, de la part d'un groupe anarchiste (\*) de proposer une « action de masse » contre la construction d'une base militaire américaine. Je ne pense pas que cette tentative ait échoué mais plus simplement que son but s'est avéré impossible à tenir. Nous (ici comme à Comiso) ne pouvons pas imaginer être capable de « mobiliser les masses » uniquement avec des slogans, même lorsqu'on a fait beaucoup de contre-information. La distance entre les propositions anarchistes et les attitudes des gens est énorme. A Comiso, les « masses » nous regardaient comme des étrangers (des américains ? !!!) et personne n'a participé à l'action proposée par les « Ligues ».

De plus, les pacifistes sont eux aussi présents à Comiso ; eux aussi préparent des actions (cet été, par trois fois, ils ont barré la route pour empêcher la poursuite des travaux) ; eux aussi ont des blessés, des militants interpellés... Et ils continuent. Or, si pendant un temps, les « Ligues » ont eu des rapports avec les

pacifistes, le divorce a été prononcé cet été : opposées à la non-violence des pacifistes et à leurs liens ambigus avec le PCI qui soutient la lutte, les « Ligues » avaient donc décidé de faire cavalier seul. A mon avis, cette attitude puriste non seulement nous aliène les sympathies d'un certain nombre d'anti-autoritaires qui travaillent avec les pacifistes, mais aussi ne se montre pas toujours efficace en regard des objectifs que nous visons.

Cela a permis au mouvement libertaire et à sa presse d'ouvrir des débats sur ce qui s'est passé à Comiso cet été, comment se confronter aux positions des pacifistes actuellement, quelles sont nos propositions pour le futur et quelle est notre spécificité.

Après les événements de juillet, la commission antimilitariste de la FAI a organisé, le 2 octobre, une assemblée générale ouverte pour discuter de ces problèmes. 130 anarchistes étaient présents ; une moitié s'est prononcée contre le fait de participer à la manifestation pacifiste du 23 octobre à Rome ; l'autre était favorable à la participation. Le débat reste ouvert !

Au fait, et nous ? Participerons-nous à la manifestation du 23 octobre à Paris ?

● Mimmo, 7 octobre 1983

(\*) Finalement, les informations que nous avons publiées dans le numéro 48 d'IRL ; les Ligues « qui petit à petit, se forment et se sont déjà formées, composées d'étudiants et de travailleurs en général... » ne se sont pas avérées correspondre à la réalité.



errassement qui est une étape dans la réparation de l'arrivée des missiles, en s'asseyant devant les engins.

1982 -

- 20 janvier

La mairie de Newburg donne au camp un préavis de quinze jours pour évacuer l'endroit.

- 1er février

Comme stratégie contre cette évacuation, les femmes du Camp décident qu'elles l'occuperont seules en permanence, les hommes n'étant là que le jour.

- 21 mars

Célébration de l'équinoxe du printemps. Presque 10.000 personnes viennent à la base pour protester contre les missiles. Il y a eu un blocus de 24 h par 300 femmes et 34 arrestations.

- mai

La Haute Cour donne l'ordre d'évacuation. Les femmes bloquent la porte pendant deux semaines jusqu'à ce que le camp soit déménagé par la force. Il faudra 9 heures pour démolir le Camp complètement.

- 27 août

Premier ultimatum d'évacuation des lieux.

- 28 septembre

Deuxième évacuation. Le ministère des transports dépose des milliers de pierres sur le terrain pour empêcher le retour des femmes. Le Camp se réinstalle sur le premier emplacement de la commune.

- 3 octobre

Les femmes empêchent l'installation des analyses d'égouts en se couchant devant les machines et dans les tranchées jusqu'à ce qu'elles soient arrêtées et emmenées de force.

- 12 décembre

Plus de 30.000 femmes forment une haie de 14 kilomètres le long de la base et empêchent tout travail. Elles décorent la barrière avec les symboles de la vie.

- 13 décembre

Blocus de toutes les entrées. Des femmes entrent dans la base et plantent des cerces - neige.

1983 -

- 1er janvier

À l'aube, les femmes passent par-dessus la barrière et dansent sur les silos. 44 femmes sont arrêtées.

- 10 mars

Troisième ordre d'évacuation des lieux. Les femmes déménagent à nouveau le Camp et s'installent sur le terrain du ministère des transports.

- 4 - 8 juillet

Blocus à Greenham : plus de 6.000 femmes de toute la Grande Bretagne et des groupes de femmes d'Irlande, d'Europe, d'Asie, d'Amérique, de Nouvelle Zélande et du Zimbabwe.

## ANN

Une quarantaine d'entre nous s'est rassemblée à Cardiff le 26 août 1981, et la première chose qui nous a frappées, c'était notre diversité. De découvrir



simplement que cette grand-mère à l'air affecté, ce docteur souriant, cette écolière nerveuse, cette mère célibataire de 5 enfants, avaient pris la menace de notre avenir assez au sérieux pour répondre à l'appel à l'action venant d'un inconnu... nous a donné du courage.

## KERRI

Au début, le camp était mixte. Les femmes ont pris l'initiative avec la première marche et en s'enchaînant à la barrière. Les événements ont provoqué le développement d'une certaine hiérarchie et nous avons senti qu'il serait mieux que les femmes travaillent ensemble : « nous nous sentions plus fortes et meilleures ». Quelques hommes ont réagi violemment et agressivement. Ces hommes ( et quelques femmes ) sont partis...

Pendant le premier hiver, il n'y avait parfois que 4 ou 5 femmes qui vivaient au Camp.

Je n'ai pas bien compris avant d'y aller, que le camp avait d'abord été mixte, parce que les actions des femmes ont toujours été prépondérantes. Je pense que le camp fut une opportunité mais pas un sacrifice. Cela n'a jamais été un lieu pour faire des sacrifices. Je ne suis pas une martyre. J'étais contente et heureuse d'y être allée.

## UNE RAISON D'Y ALLER

### KERRI

En 18 mois, je suis allée plusieurs fois

au Camp et j'y ai habité presque neuf mois. Auparavant, j'avais connu des gens qui y avaient participé, et j'avais assisté à un meeting au cours duquel une femme nous avait demandé de les soutenir.

Je ne faisais rien avant d'aller au Camp. À l'école, j'ai fait des pétitions... sur la manière dont les professeurs nous traitaient. J'étais encore à l'école quand j'ai commencé à m'intéresser à la « CND » ( Campaign for Nuclear Disarmament ) et à la commune de Greenham. C'est bien excitant dans ce monde de dures réalités. C'est un caprice dans un sens... faire quelque chose qui me passionne...

## LE CAMP

### HILARY

Ce n'était pas seulement une opposition à la menace nucléaire, mais aussi la création d'une attitude positive face à la société qui produit les armes nucléaires et le complexe militaro-industriel. Il y a une compréhension du féminisme, de l'anti-sexisme, de l'anti-racisme, ce qui donne une ambiance très stimulante qui incite à rester.

### KERRI

Les actions se décident par les initiatives individuelles : une femme qui a une idée la propose aux autres ( le Camp est un endroit idéal pour propager des idées ) et si elles sont d'accord, elles en-

treprennent une action commune... sinon, la femme fait l'action elle-même toute seule... des femmes ont décidé qu'elles voulaient une fête des enfants sur la base pour le premier Mai... un trou est apparu dans la barrière, et elles sont entrées.

Les méthodes anti-hiérarchiques peuvent conduire au chaos... mais la seule voie pour faire quelque chose en d'en prendre la responsabilité personnellement. Je ne veux pas dire à l'une ou à l'autre de faire un truc et je ne veux pas

n'auront jamais à affronter. Nous pouvons croire en quelque chose, mais au bout de quinze jours, nous devons la reconsidérer.

#### JANE

A Greenham, on met en doute l'autorité de tout le monde et il se trouve

**'I just felt I could no longer stand in front of the children and talk about their future when I didn't believe in my own.'**

*Jayne, a teacher, Greenham Peace Camp*

que 75 % de ce que l'on a accepté toute sa vie n'est que foutaises.

#### LA LIBERTÉ

#### JANE

Une fois que tu atteints cette barrière tu sens s'éloigner 75 % de tes peurs parce que tu les affrontes directement.

#### KERRI

La désobéissance civile est quelque chose qui s'apprend. On doit être assez confiant pour faire ce que l'on croit et pour en supporter les conséquences.

La liberté est comme une drogue. On en a de plus en plus besoin. En allant sur le silo ...

Nous avons décidé de démolir la barrière en plein jour pour qu'ils puissent nous voir. Nous avons à peu près 15 paires de cisailles pour 50 ou 60 femmes. Quelques unes ont été prises sur le fait, en train de cisailer la barrière et d'autres ont été arrêtées alors qu'elles n'avaient rien fait. J'ai plaidé non coupable bien que j'ai avoué, car je ne me sentais ni coupable ni criminelle... Le fait de démolir la barrière en plein jour est une preuve de liberté... je vais faire quelque chose et c'est ma liberté... c'est le pied. C'est comme une drogue... Je me fous des conséquences.

On a l'impression que plus on cherche à obtenir la liberté, moins on l'obtient : une heure de liberté sur le silo, deux jours de prison à Newbury. Les conséquences sont plus dramatiques que le résultat obtenu, mais je ferais n'importe quoi pour cette liberté. Des femmes étaient contre le fait d'endommager la barrière. Certaines étaient très en colère. Elles pensaient que la violence est toujours une violence contre des peuples ou contre la propriété. Il vaut mieux exprimer sa colère en cisillant la barrière plutôt qu'en frappant un flic. La frustration pure pousse à frapper quelqu'un. C'est naïf de dire qu'il ne faut pas toucher à la propriété.

#### LES GENS DU COIN ET LES SOLDATS

#### SHARON

Ils nous appellent les prostituées, les putains, les merdes, les lesbiennes. Ce sont toutes des insultes sexuelles... Il semble qu'on menace leur virilité, nous sommes capables de nous passer d'eux.

#### KERRI

Les troupes américaines avaient reçu l'ordre de tirer sur les femmes qui entraient dans la base. Une rixe a eu lieu dans un pub local à cause de cela... les soldats britanniques leur ont dit qu'ils n'avaient pas le droit de tirer sur des femmes anglaises, et c'est ce qui a provoqué la bagarre. L'argument des américains était qu'on ne peut pas garantir que des terroristes ne vont pas s'habiller comme nous pour entreprendre des actions violentes... Des soldats nous ont aidées à entrer dans la base et ont protégé des femmes. Ceux-ci sont détachés de tout cela... ils ne savent pas pourquoi ils sont là... Quand ils sont à la barrière, il arrive qu'ils doivent rester à la même place jusqu'à 13 heures de suite ; toutes les 2 heures, on leur apporte à boire ; s'ils bougent, ils ont une amende.

Des gens du coin, je dirais que 75 % d'entre eux nous détestent. Il y a des groupes de «Nettoyez Newbury» qui essaient de brûler nos tentes...

#### JANE

...quelqu'un a jeté un grand bidon de paraffine. Nous avons couru comme des folles pour l'attraper avant que quelqu'un ait pu l'allumer. Ils nous ont dit qu'ils allaient incendier les tentes... Deux tentes ont été brûlées délibérément et on nous a volé de nombreuses affaires personnelles.

#### KERRI

On nous permet d'entrer dans 2 pubs à Newbury. Nous sommes interdites dans presque dix autres, seulement à cause de nos opinions politiques. Beaucoup d'efforts ont été faits pour entrer en contact avec les gens du coin et continuent encore. Par exemple, des femmes essayent d'aller à l'église... mais ce n'est pas facile.

Les gosses s'amuse vraiment en venant au camp, parce que personne ne les dispute. Il y a une école dans la base pour les gosses américains. Ils ont dit que nous étions des sorcières et que nous allions jeter des mauvais sorts sur eux... ce n'est pas très gentil.

Au début, les gens du coin ont cru que nous étions des intellectuels et des bourgeois... maintenant, ils pensent que nous sommes des romani-chels... nous sommes des parias. Ils ont peur parce que nous sommes différentes, que nous défions beaucoup de choses de leur vie.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANDY  
(JUILLET 83)

6

*Les années 80 ne sont pas terminées...*

*Depuis le numéro 47, IRL a publié un certain nombre de contributions au dossier «L'Anarchisme dans les années 80». En recevra-t-on encore d'autres ?*

*D'autre part, le mensuel libertaire belge BIL (ASBL, 2 rue de l'Inquisition, 1040 BRUXELLES) a publié une partie de notre dossier ainsi que des contributions originales souvent fort intéressantes.*

# L'anarchisme existe-t-il ?

« Si l'anarchisme qui constitue la vision la plus abstraite et la plus idéaliste de l'avenir a promis au monde un ordre où toute concentration du pouvoir serait exclue, il n'a pas su fournir dans sa théorie les éléments logiques de cet ordre ».

Cet écrit de Robert Michels antérieur à 1914 est-il encore pertinent en 1983 ?

Anarchisme des années 80 ? Ce pourrait être l'occasion de s'interroger sur l'anarchisme. Et si ses résultats présents, bien médiocres, étaient à l'image de son contenu intérieur ?

Avant de devenir réalité et pratique, l'anarchisme doit s'impliquer dans un combat d'idées. Ne paie-t-il pas actuellement cette incapacité, comme le dit R. Michels, à « fournir dans sa théorie les éléments logiques » lui permettant d'exclure le pouvoir ?

Mais il importe, en outre, que ces éléments logiques se construisent rigoureusement, comme un puzzle, autour de cet élément fondamental qu'est la négation du pouvoir. Or, cette rigueur n'a jamais présidé à l'élaboration de l'anarchisme et la négation du pouvoir, sans lien profond avec l'ensemble, sert finalement de sauce idéologique.

## POUR UNE SOCIÉTÉ INDIVISÉE

La pensée politique n'est grosse que de deux types de sociétés, l'une divisée,

l'autre non. Pas de juste milieu par conséquent. ( Clastres, La Boétie ).

Si le pouvoir peut apparaître selon des modalités différentes, il n'en demeure pas moins la constante d'une société divisée. Et « la suppression des dimensions humaines et des limites organiques constitue en réalité le principal orgueil d'une telle machine autoritaire ». ( L. Mumford )

On peut supposer que l'indivision sociale repose également sur cet élément constant : la négation du pouvoir.

Il semble donc inconséquent de bâtir une société indivisée sur ce qu'a mis en place des millénaires de pouvoir et notamment sur cet « héritage capitaliste ». Ce qui signifie qu'il ne peut y avoir absence de pouvoir sans que tous les éléments de la réalité sociale ne concourent à ce but. Est-ce que, dans l'anarchisme, comme mise en forme théorique d'une société indivisée, tout concourt à ce but ?

La négation du pouvoir doit répondre de ses propres valeurs et non de celles que le pouvoir a instituées.

## NÉGATIVITÉ DE L'ANARCHISME

Le pouvoir « est une négation de la réalité fondamentale que sont les individus, une négation intrinsèquement incapable d'être compensée par d'autres types de considérations ». ( Wieck )

Et l'anarchisme n'est-il pas constitué de ces « autres types de considérations »

La négativité de l'idée anarchiste n'a

jamais été poussée jusqu'à son terme extrême, alors que c'est seulement à ce degré zéro que la création d'une société sans pouvoir peut être envisagée.

## LES TENDANCES

Sous la forme de tendances, l'idée anarchiste s'est atrophiée et figée.

La négation du pouvoir, l'essentiel, a été rabattue sur le circonstanciel, (pratiques tactiques, utilitarisme, conjoncturel) et se trouve ainsi dénuée de toute radicalité. La synthèse et la plate-forme apparaissent à leur juste valeur : deux couvercles posés sur une même marmite vide.

Mais on ne peut revenir à un anarchisme originel qui n'a jamais existé. On peut, au moins, tenter de relever, dans un court écrit, ce qui gêne son élaboration.

## SOCIÉTÉ D'ABONDANCE

Le mythe de l'abondance, vision d'un homme aux besoins illimités, répond de la nécessité du développement économique, scientifique et technique. Par conséquent, l'opinion qui se forme sur ces matières n'est pas déterminée par la négation du pouvoir. N'introduit-on pas une contradiction et ce faisant, ne donne-t-on pas au pouvoir la possibilité de réinvestir la société ?

La conception d'un homme aux multiples besoins n'est elle pas la traduction « socialisée » de l'appétit de richesse et de puissance qui caractérise l'individu des diverses castes dominantes successives ? Peut-on bâtir une société égalitaire et libertaire en imprégnant chaque individu de cette idéologie de la domination où l'avoir prime l'être ?

## PROGRESSISME ET VISION HISTORIQUE

« Si bien que la marche vers le progrès qui se poursuit avec sûreté au long des siècles... »

Si l'on oublie un instant que l'homme s'est doté des moyens de détruire la planète et que nous nous acheminons vers un totalitarisme à visage humain cette vision historique de Max Nettlau est pertinente. Le progressisme a un avantage certain puisqu'il demande à l'avenir, par nature inconnu, de le justifier.

Anarchisme ou progressisme ? Si l'on n'y prend garde, le progressisme répondra finalement de tout l'anarchisme en désarmant toute pensée critique.

« L'idée, dit L. Mumford, que le progrès mécanique et scientifique garantissait des bienfaits parallèles dans l'ordre humain était déjà devenue en 1851... et elle est devenue aujourd'hui tout à fait insoutenable ».

## SCIENCE ET TECHNIQUE

Dans ce domaine, les anarchistes ont atteint les sommets de l'ambiguïté et de

la crédulité. Entre Bakounine considérant le gouvernement des savants comme « le plus écrasant despotisme » et E. Reclus assimilant cette « foi nouvelle... qui est en même temps la science », il y a place pour toutes les interprétations. Même si des doutes émergent, l'anarchisme demeure scientifique et techniciste.

La domination de l'homme par l'homme ne s'inscrit-elle pas dans une conception plus globale de la puissance qui cumule aujourd'hui dans la domination de la nature ? Et la science n'est-elle pas, selon l'avis autorisé de Descartes « cette méthode pratique... faisant ainsi de nous-mêmes les seigneurs et maîtres de la nature » ?

Si l'on concède que l'homme puisse user sagement de la puissance que la science et la technique lui confèrent sur la nature, il faudra concéder de même qu'il puisse user sagement de la domination sur l'homme.

S'il fallait un savoir particulier pour organiser la société selon cette forme que L. Mumford appelle « mégamachine » afin d'en extraire la puissance retenue par l'organisation sociale primitive, il faut ce savoir particulier qu'est la science pour extraire de la nature la puissance qu'elle recèle. La domination qui consiste en l'accumulation de la puissance relie ces deux savoirs.

Peut-être faut-il élargir la négation du pouvoir à la négation de la puissance

**ÉCONOMIE**

Si les hommes doivent se conformer aux « lois économiques », comme le dit Bakounine ( considérations philosophiques ) il convient de se demander d'où proviennent ces dites lois. Il n'y a de lois économiques que dans cette mesure où l'on accepte le primat de l'économique. De même des lois religieuses apparaîtraient avec le primat de la religion.

Les anarchistes n'ont jamais déduit leur « économie » de la négation du pouvoir, mais en partant du point de vue socialiste qui considère l'économie comme une entité sur laquelle la société doit modeler son existence. « Une société est constituée par une économie, un lien organique et une morale de comportement adaptée à cette économie ». (M. Joyeux ).

Il est douteux que, partant de la négation du pouvoir, on puisse trouver une solution économique à l'économie. Que l'on se réfère à la consommation ou à la production, on s'enferme dans une entité économique.

L'économie n'est plus considérée comme une fonction sociale comme une autre parce que le pouvoir l'a déformée en en faisant la base de la puissance. C'est à ce niveau que devrait commencer la pensée antiautoritaire. ( cf Réflexions anti-économiques - cf IRL N.49 )

**L'ANARCHISME AUJOURD'HUI**

L'anarchisme a eu des heures de gloire « porté » par les mouvements sociaux qui ont bouleversé l'Europe. On ne peut pas s'étonner qu'il soit absent du combat d'idées actuel. On peut dire grossièrement qu'il doit se libérer de ses considérations socialistes pour devenir un anarchisme intégral ou se débarrasser de la négation du pouvoir pour être un socialisme qui ne peut être qu'autoritaire.

Si l'anarchisme est de la responsabilité de tous, il importe que tous contribuent à son élaboration, en acceptant le débat. Est-il acceptable que son élaboration soit laissée au soin d'une élite pensante dont l'ascendant intellectuel pourrait servir d'assise à un pouvoir ?

Les appels réitérés à s'impliquer dans la pratique, qui sont d'ailleurs autant d'appels à se ranger sous la bannière de ceux qui prétendent détenir le « vrai anarchisme », viennent toujours détourner les individus de penser l'anarchisme. C'est le même culte de l'action qui a, en partie, pourri l'anarchisme espagnol.

Avant de révolutionner le monde, il convient d'abord de se révolutionner soi-même et soumettre l'anarchisme à la critique est le premier pas à faire vers la lucidité et la rigueur.

● Groupe Benevento D'Angers

**L'Anarchie**

Déferlant

Rompant les habitudes

- Historiques
- Sociales
- Familiales
- Arbitraires
- Réactionnaires
- Patriotiques
- Étatiques
- Établies
- Morbides
- Nationales
- Négatrices
- Apprises,

Rétablissant

Le Sexe

L'Amour

L'Espoir

Le Fun

Le Jeu

Le Mouvement

L'aveu

L'Honnêteté

L'Absolu

Le Rien

Le Tout

La Joie

**LA VIE ( Enfin ! )**

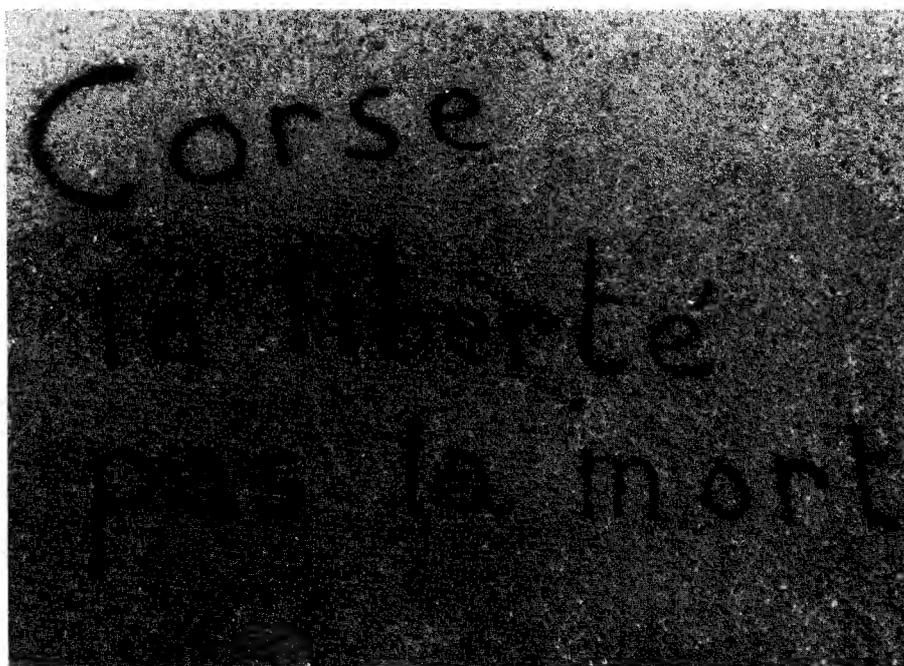
# La liberté pas la mort

— Vanina, tu collabores à *IRL* depuis plusieurs années. Tu viens de terminer un livre sur la Corse intitulé : *Corse : la liberté pas la mort* qui sort début octobre chez Acratie. Alors, raconte : pourquoi ce livre ?

— Pour plusieurs raisons. D'abord personnelles : je suis très attachée à ce pays et j'ai toujours été attentive à ce qui s'y passait. Quand j'étais au lycée, je n'avais qu'une envie : vivre en Corse. A cette époque, le mouvement autonomiste se développait dans l'île, il commençait à en rassembler les forces vives. Son dynamisme attirait tout particulièrement la jeunesse. Aléria a été un événement très important, exaltant pour les étudiants et les lycéens.

Quand la répression s'est abattue sur l'ARC d'Edmond Simeoni, j'ai participé aux actions pour obtenir la libération des emprisonnés ... Mais, dans le même temps, je ne me retrouvais pas dans ce que les autonomistes proposaient. Tout en partageant certaines de leurs critiques par rapport à la France, je n'adhérais pas à leur discours concernant l'avenir de l'île. Un jour, le décalage entre ce qu'ils défendaient et ce que je désirais a été trop grand, et j'ai abandonné l'idée d'aller vivre en Corse. Essentiellement parce que j'avais l'impression de ne rien pouvoir y faire, parce que je ne trouvais personne avec qui lutter : le mouvement corse n'est pas très politisé dans son ensemble, ou plus exactement il n'est pas proche des idées libertaires ... L'attitude que j'ai adoptée alors m'est apparue la seule possible. Sans réellement me satisfaire : ce n'est jamais la solution de laisser tomber, d'abandonner un terrain de lutte.

Je me suis donc arrêtée de militer sur la Corse pour m'engager dans des com-



bats auxquels j'adhérais davantage, sur le continent. Cependant, j'ai continué à suivre de près ce qui se passait dans l'île. Et puis, certains membres de ma famille ont fait des choix politiques différents des miens ; leur engagement dans la lutte nationaliste, la répression giscardienne qui s'est abattue sur les clandestins m'ont replongée dans le mouvement corse. Ils m'ont donné envie de réfléchir plus longuement à ses revendications, et surtout d'en parler.

En dehors de ces motivations personnelles, des raisons disons militantes m'ont également poussée à écrire. D'abord, le manque d'études libertaires approfondies sur les questions régionales. Les anarchistes adoptent face aux revendications des « minorités hexagonales » des positions qui dépendent avant tout

de leur sensibilité, de leur caractère : ils s'enthousiasment pour les luttes de libération nationale, ou ils les rejettent. Souvent, certains s'enthousiasment parce que les moyens utilisés par les groupes clandestins sont violents et spectaculaires, leurs actions « radicales », illégales ...

Au contraire, d'autres refusent de participer aux luttes de libération nationale parce qu'elles éloignent les populations d'un véritable changement social, révolutionnaire. Leur rejet, plus ou moins tripartite, de tout regroupement nationaliste frise parfois la caricature. Ils évacuent avec quelques slogans et formules à l'emporte-pièce des problèmes pourtant réels, parce que des « patriotes » se mobilisent dessus ... et l'exploitation

d'un peuple par un autre demeure. Pour parler de ces problèmes, sans jugement à priori et définitif, j'ai cherché à éviter l'enthousiasme délirant et le rejet absolu. A expliquer ce que pouvaient être la « question corse » et les aspirations des insulaires ...

Le nationalisme a des caractères spécifiques à chaque pays, parce que le problème breton diffère du problème basque ou corse. Conserver la même ligne « monolithique » face à des mouvements dont la composition sociale, les revendications, etc... varient, appliquer la même analyse et en présenter les mêmes conclusions quelle que soit la réalité observée ... me paraît à la fois « léger » et dangereux. Les anarchistes ne peuvent adhérer totalement à aucune lutte nationaliste, c'est sûr. Mais il est sûr aussi que certains rassemblements sont plus proches des idées libertaires que d'autres, que dans chacun d'entre eux, on peut trouver des éléments positifs qui gagneraient à être soutenus. Renvoyer dos à dos colonisateurs et colonisés sous prétexte qu'ils parlent tous deux « nationalisme » revient dans les faits à soutenir les premiers. Attendre pour prendre position que la lutte des classes change les rapports de production en Corse permet à coup sûr de se ménager une vieillesse peinarde ...

Réfléchir au problème corse devient extrêmement urgent, étant donné l'évolution actuelle de la situation. L'arrivée de la gauche au pouvoir a embrouillé les cartes, en Corse comme sur le continent. Avant, il était clair pour les insulaires que l'État giscardien était l'adversaire. La répression que celui-ci faisait subir aux clandestins soudait la population de l'île autour d'eux ; et, d'une façon générale, syndicats et partis de gauche appuyaient en France les victimes de cette répression, demandant qu'elle cesse ... Aujourd'hui, le gouvernement socialiste

poursuit la politique de ses prédécesseurs ( arrestations, légitimation du pouvoir clanique, visites présidentielles à grand renfort de flics et de « cadeaux » dispensés à la hâte, après des mois d'indifférence ...), mais il s'efforce de plus de « criminaliser » les clandestins. Et la gauche ne soutient plus ces derniers, tandis que les médias applaudissent Broussard, oubliant Mesrine ...

— A qui s'adresse ton livre ?

— La présentation de la culture corse le bilan économique et social et l'historique chronologique du mouvement corse depuis deux décennies ( c'est-à-dire la montée du régionalisme, puis la revendication autonomiste et la poussée indépendantiste, enfin la troisième voie tentée par certains insulaires avec les socialistes ...), qui constituent les deux premières parties du livre, visent plutôt un lecteur continental. Les Corses sont généralement assez bien informés sur toutes ces questions : ils trouveront dans ces pages, sans doute, surtout une confirmation de leurs connaissances, mais aussi pas mal de précisions. Par contre, la dernière partie les concerne davantage puisque j'y fais une analyse critique du discours nationaliste, des idées de « nation » et « culture » qui le sous-tendent. J'étudie les programmes proposés par les différents partis insulaires en 1982, pour l'élection de l'Assemblée corse, et les déclarations des indépendantistes avant les municipales de 1983. Enfin, je tente de voir dans quel sens les événements sont susceptibles d'évoluer, vers une « pacification socialiste », vers l'indépendance ...

Je m'adresse en fait plus particulièrement à deux milieux politiques : celui des libertaires et celui des nationalistes. (1) Comme je l'ai dit auparavant, j'ai cherché à donner au militant, au sympathisant libertaire un maximum d'informations, pour lui permettre d'apprécier une situation très complexe, qui ne lui

est pas toujours familière. Ceci afin d'éviter bien des erreurs grossières d'appréciation, d'interprétation des faits, comme une confusion entre combat anti-État français et combat antiétatique, lutte contre la Légion et lutte antimilitariste ...

D'autre part, Corse : la liberté pas la mort cherche à susciter une réflexion chez le militant, le sympathisant nationaliste ... pour qu'il évite de faire une analyse manichéenne de la situation actuelle, rejetant la responsabilité de tout sur la France, en oubliant celle de certains Corses. Pour qu'il ne tombe pas dans le piège d'une adhésion inconditionnelle à tout ce qui porte le « label » corse ( comme les clans, en qui certains voient les représentants de la tradition culturelle !). Pour qu'il dépasse une attitude de repli défensif par rapport à l'agression extérieure, afin d'impulser une dynamique culturelle, seul moyen pour un peuple de prouver son existence. Pour qu'il rejette certains aspects de la culture corse contraires à une démarche révolutionnaire ...

Dans la société insulaire, la répartition des rôles entre homme et femme est critiquable, par exemple. Le constater ne signifie pas qu'on valorise le mode de vie français, également contestable sur ce point. Les rapports traditionnels entre les sexes, en Corse comme dans d'autres sociétés paysannes méditerranéennes, correspondent à un mode de production et à une époque données ...

Il s'agit donc, si on veut opérer un changement révolutionnaire dans les relations sociales insulaires, non de reproduire le schéma des règles ancestrales, mais plutôt d'avoir une vision suffisamment critique de la culture corse pour en écarter les éléments réactionnaires. Démarche difficile à effectuer actuellement : la communauté corse a plutôt tendance à défendre en bloc son identité par rapport à l'agression extérieure ...

— As-tu conscience que ce livre va déplaire à beaucoup de monde ?

— Oui. Parler du nationalisme - même de façon critique - c'est pour de nombreux libertaires vouloir lui « redorer le blason », lui faire la part trop belle. D'ailleurs, certains ont condamné le livre ... avant de l'avoir lu, le jugeant trop nationaliste. Et de nombreux nationalistes vont sans doute faire de même, parce que certaines vérités ne sont pas bonnes à entendre, mais aussi parce que la libération de la femme, par exemple, s'inscrit à leurs yeux dans un discours pro-français, « étranger » à la Corse, et parce qu'une révolution libertaire ne fait pas partie de leurs préoccupations.

Propos recueillis par  
● Jacques Celchan

(1) ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Acratie - maison d'édition installée au Pays Basque - a été intéressée par la publication de ce livre. Il répond à nombre d'interrogations que se pose le mouvement basque sur le mouvement corse.

EDITIONS

VANINA  
CORSE : LA LIBERTÉ, PAS LA MORT  
PRIX : 55 F. \*

G. MARKOV  
L'ODYSSÉE D'UN PASSEPORT  
PRIX : 30 F. \*

N. CHOMSKY  
TEXTES POLITIQUES  
(Les intellectuels et l'Etat — Les guerres au Moyen-Orient)  
PRIX : 55 F. \*

Acratie  
Ass. Loi 1904

B.P.25. 40300 PEYREHORADE

\* OFFRE MILITANTE

\*\* OU BIEN LES TROIS POUR 100 FRANCS (PLUS PORT)

# TIERS MONDE ET ANARCHISME



## deuxième partie \*

# Le pouvoir du «blé» le pouvoir de la faim!

**L**a situation alimentaire du tiers monde a, par sa complexité, trompé de nombreux chercheurs et spécialistes. Ceci vient, d'une part, des préjugés de la majorité de ces chercheurs et des hypothèses formulées par eux ; d'autre part, et surtout, des contradictions même que présente cette situation.

Beaucoup veulent nous faire croire, pour des raisons diverses, que de toute façon, le Sud n'a pas les moyens de s'assurer une alimentation suffisante. Si cela est vrai actuellement, il n'en demeure pas moins que cette situation ne correspond pas à une fatalité. Quant aux explications avancées, elles sont de deux types :

- les hommes du tiers monde sont incapables physiquement et moralement

de produire. Je m'arrête là : ça sent déjà le racisme ;

- les conditions climatiques, la nature des sols et les modes de production archaïques ne permettent pas une accumulation du capital, empêchant ainsi toute croissance.

Mais, en réalité, qui nourrit qui ? Qui aide qui ? Est-ce le Nord qui aide et nourrit le Sud, ou l'inverse ? Étudions la situation plus en détail.

### L'AIDE ALIMENTAIRE

Soucieux d'écouler leur surproduction agricole, les États Unis établissaient en 1950 le programme d'aide alimentaire dit PL 480. Leur but était double :

- stabiliser les prix de leurs produits agricoles, ou les augmenter si possible ;
- conquérir de nouveaux marchés.

30 % de cette aide étaient remboursables. Les pays acheteurs pouvaient

payer en monnaies locales. Cette somme d'argent, qui ne pouvait servir en dehors des pays émetteurs, était gardée à la disposition des firmes américaines pour d'éventuelles installations dans ces pays.

Ainsi, une industrie d'aliments pour le bétail a été installée en Corée du Sud avec la monnaie locale. Le sénateur Mac Govern déclarait dans les années 1960 : « les écoliers japonais qui ont appris à aimer le lait et le pain américains, grâce aux programmes financés par le PL 480, ont, depuis, fait du Japon le meilleur acheteur en dollars de nos produits agricoles. » Il faut signaler aussi que cette aide - qui représentait au début du programme 20 % de toutes les exportations agricoles des États Unis, n'en représente actuellement que 2 %. 18 % servent ainsi à présent au commerce.

Pour la CEE, les programmes d'aide alimentaire ont commencé dans les années 1950. De 150.000 tonnes de céréales il y a quinze ans, l'aide est passée à un million de tonnes aujourd'hui. Le lait écrémé en poudre - qui en représente les 2/3 - est distribué à raison de 150.000 tonnes par an depuis 1976. On envoie aussi de l'huile, du beurre et du sucre.

### UN CADEAU EMPOISONNÉ

Les produits reçus au titre de l'aide alimentaire sont généralement revendus à des prix relativement faibles. Ils concurrencent ainsi les productions locales. Les paysans démunis sont alors forcés de se mettre en coopératives pour pro-

duire des aliments d'exportation en délaissant les cultures vivrières. Le pain jadis fabriqué dans des fours familiaux est désormais fait dans les villes et distribué ( pour la vente ) dans les campagnes par des camionnettes importées. Les jeunes ne pouvant s'installer sur place émigrent vers les cités, première étape avant leur exportation vers les pays développés où ils formeront la masse des sous-prolétaires.

En dehors de cette coupure provoquée entre la ville et la campagne dans les pays dits sous-développés, d'autres inconvénients de l'« aide alimentaire » sont à signaler :

- cette « aide » favorise la spéculation. On revend les produits reçus à ce titre pour acheter des armes, construire des palais ou des œuvres de prestige et couvrir les dépenses diverses des hommes au pouvoir... Un rapport de la Cour des comptes européenne de 1980 indique que dans un pays - non identifié - 7 millions de francs ont disparu ; que dans un autre pays, les fonds recueillis n'ont pas été consacrés au développement rural, comme prévu, mais à la construction d'un hôpital militaire...

- elle consolide le pouvoir des gouvernants. Les vivres étant revendus à la population, les sommes correspondantes peuvent constituer une partie importante du budget de l'état ; pour le Bangladesh, cette part est de l'ordre de 18 %.

- à long terme, cette aide devient une arme stratégique entre les mains des donateurs. Ses possibilités de riposte des pays « assistés », en cas de conflit, sont alors très limitées, les paysans ne produisant plus d'aliments permettant de faire face à un éventuel embargo.

- en dépit de cette « aide », aucun problème du tiers monde n'a trouvé de remède valable à sa situation. Actuellement, il meurt dans le tiers monde environ 15 millions d'enfants par an, de faim ou d'une maladie dont la faim a été la cause ou le vecteur déterminant.

François Mitterrand ne s'est pas trompé quand il a déclaré : « Aider le tiers monde, c'est s'aider soi-même. »

#### SURPRODUCTION AGRICOLE SOUS-PRODUCTION ALIMENTAIRE

Le tiers monde souffre, en réalité, beaucoup plus d'une mauvaise organisation interne, déterminée par la division internationale du travail, que d'un handicap naturel. Il n'est pas seulement producteur de denrées agricoles, il en est surtout exportateur. En effet, les paysans du tiers monde ont été incorporés dans le système économique mondial par les processus de colonisation et/ou de néo-colonisation, condamnés à consacrer leurs moyens - déjà limités - à des produits d'exportation rapportant des devises, et concentrés dans les villes ou sur les grandes plantations en rupture structurale avec le reste de la population. L'économie paysanne reste, quant à elle mal équipée et mal encadrée, bien que les paysans - souvent pour des raisons

idéologiques - ne soient pas dépossédés de leurs moyens de production.

Des centaines de familles démunies essaient désespérément d'échapper à la faim en prenant le chemin de l'exode. Elles viennent accroître la concentration déjà très forte des bidonvilles dissimulés dans les villes. Là, elles s'adonnent à tout ce qui peut leur permettre de vivre : la prostitution, le vol, le travail des enfants et plus rarement le travail des adultes.

On se trouve donc en présence d'un système bien cohérent et apparemment bien étudié. On réserve les meilleures terres pour les cultures d'exportation, les cultures vivrières se trouvent très réduites, les villes se peuplent sous l'effet de l'exode rural, la consommation urbaine augmente avec des taux qui dépassent toute tentative de planification, le besoin en devises devient de plus en plus fort et urgent, on appelle à l'aide et... on exporte. De ce fait, la pression extérieure se fait plus importante. En tentant d'éviter une explosion, la dépendance se trouve encore renforcée par une augmentation de l'importation des produits de base ( lait, blé... ) qu'on ne produit plus sur place.

Le système crée une situation aberrante. « Selon les statistiques de la FAO les pays « en voie de développement » sont les producteurs exclusifs de bananes, arachides, cacao, thé, café, jute et fibres apparentées, et caoutchouc naturel. Ils sont producteurs majoritaires ou importants de plusieurs autres produits : sucre, tabac, coton, etc... et arrivent en tête pour la production globale d'huiles végétales ». ( L'Arme alimentaire, Sophie Bessis ). En revanche, en ce qui concerne les denrées alimentaires ( céréales et protéines animales ), les pays développés arrivent en tête ( sauf bien sûr pour le riz, le mil-sorgho, les racines féculentes et les légumineuses dont la production des pays « en voie de dévelop-

pement » dépasse celle des pays développés ).

Quand on sait que les pays développés - qui représentent moins de 30 % de la population mondiale - consomment environ 50 % de la production totale de céréales, la situation apparaît encore plus paradoxale. 40 % du total des importations agricoles des Etats-Unis ( l'un des trois principaux importateurs de produits agricoles ) viennent des pays en voie de développement. Et en 1973, 36 des 40 pays les plus gravement touchés exportaient des denrées agricoles vers les Etats-Unis. ( Les Huit Mythes de la faim CERES, Rome, FAO, juillet-août 1977 )

La seule observation du commerce international actuel suffit donc à infirmer l'idée selon laquelle les pays sous-développés souffrent d'une pénurie de produits alimentaires.

Certains pays du Sud ont préféré suivre le schéma « socialiste ». Forts du Que faire ? de Lénine et de La discipline de fer de Staline, Algérie, Tanzanie, Pérou... ont essayé une industrialisation lourde. Leur échec est aussi lourd que leurs projets. Ces mêmes pays importent plus des trois quarts de leurs besoins alimentaires ou autres. Dans tous les cas, la paysannerie jamais consultée est restée hors des circuits de décision. Aucune action concertée entre les secteurs agricole et industriel n'a eu lieu. Le socialisme « sous-développés » est aussi catastrophique que le modèle Rostovien.

On voit donc que le problème du tiers monde est de nature structurelle. Son salut ne peut passer que par un total démantèlement de ses structures. Le tiers monde doit, pour s'assurer une évolution normale et cohérente avec son histoire, sortir de ce système aliénant et exploiteur. Il ne s'agit pas là d'un choix mais d'une nécessité absolue sans laquelle rien ne pourra se faire. Mais cette sortie du système ne peut être ni l'œuvre des régimes, quelle que soit leur couleur, ni celle de leurs alliés et protecteurs étrangers. Elle ne sera pas non plus l'œuvre des intellectuels ni celle du prolétariat ( un mot qui perd son sens dans la majorité de ces pays ). La solution ne peut être que paysanne dans sa conception et son accomplissement.

Oui, les paysans du tiers monde pourront changer le cours de l'histoire le jour où ils prendront le pouvoir ; non pas le pouvoir d'un Etat paysan, mais le pouvoir de maîtriser leurs ressources et de fabriquer leur propre pain.

Mais d'ici là, des urgences persistent : la faim, la mortalité infantile, l'analphabétisme et les épidémies... Devant cette situation conjoncturelle, on ne peut avoir, à mon avis, que des positions réformistes. Mais que doit-on faire au juste ? Sûrement pas se taire : une telle position n'est pas seulement de la lâcheté ni une trahison, c'est aussi un suicide collectif. La fin du tiers monde, c'est la fin de tout le monde.

(\*) Sources : Dossier du Canard Enchaîné N.6 Mars 1983.



PHOTO CHRISTOPHE

# Débat sur le tiers monde

**L**e 17 juin, le Centre de documentation anarchiste Max Nettlau de Paris a organisé un exposé-débat sur «Anarchisme et tiers monde». L'introduction reprenait une partie du dossier paru dans IRL n° 51, notamment «Anarchisme et tiers monde à travers l'histoire», article du grand-père Max.

Une définition du tiers monde n'est pas évidente, d'une part parce que le terme est employé par Sauvy dans une article sans prétention, en 1952, faisant référence à la révolution française : noblesse, bourgeoisie et tiers état, assimilés à pays capitalistes, pays marxistes-léninistes et le reste, le «tiers monde» (la fortune de cette expression tient à des théoriciens comme Fanon et des émigrés politiques en France) ; d'autre part parce que des critères économiques comme :

- dépendance par rapport aux multinationales des pays industrialisés,
- émigration économique,
- régime instable,

s'appliquent aussi bien à la Tunisie qu'au Portugal ou à la Grèce, et que la démographie galopante existe aussi dans les républiques d'influence musulmane d'URSS, à Porto-Rico et dans le sud de l'Italie, sans qu'on puisse assimiler ces régions au Salvador ou à l'Inde. A l'inverse, des pôles de développement existent dans les pays sous-développés ou du tiers monde.

Bref, si on limite le problème à celui des pays exploités et des pays exploités, on peut chercher à voir quelle fut l'attitude des anarchistes à ce sujet. Si Bakounine et Kropotkine ont eu des positions écrites et pratiques exemplaires encore aujourd'hui, si les anarchistes coréens et chinois ont versé leur sang et répandu la graine de la révolution dans leur pays, si au Mexique, en Colombie, au Brésil, en Argentine, les anarchistes ont impulsé au maximum la prise de conscience révolutionnaire de la lutte armée, on peut cependant constater que si dans quatre pays impérialistes industrialisés d'Europe - la France, la Grande Bretagne, l'Italie et l'Espagne - le mouvement anarchiste fut fortement implanté, leurs colonies ou zones d'influence (le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Afrique

noire, l'Afrique du Sud, les pays arabes, l'Asie, l'Australie) ont, par contre, ignoré la pratique anarchiste. Les rares exceptions confirment la règle (des individualistes en Inde, des individualités au Maroc et en Algérie, si on fait exception de militants européens de passage). Tout s'est passé comme si l'anarchisme était une théorie de combat et de libération pour travailleurs européens ignorant les conséquences de leur exploitation dans les colonies.

Actuellement, on peut classer les actions pratiques en faveur du tiers monde de quatre façons :

- une position «classique», défendue notamment par Malatesta : après s'être rendu en Bosnie pour participer au mouvement insurrectionnel contre les Turcs, il finit par recommander aux camarades de lutter d'abord contre les «Turcs» italiens, c'est-à-dire le capitalisme local.

Cette position est justifiée par le fait que c'est en affaiblissant le capitalisme là où on est que l'on peut aider le tiers monde exploité et pillé par les puissances capitalistes ;

- une position qui propose des actions précises, comme le refus des industries d'armement (action de la CFDT à un moment, voir le livre de l'abbé Jean Toulat «les grévistes de la guerre», Fayard, 1971), l'exigence de conditions de travail identiques dans les entreprises des multinationales, etc... ;

- une attitude volontaire : aller combattre sur place (et pas seulement avec l'amateurisme de Régis Debray) ;

- une attitude «charitable» parce que les aides officielles n'arrivent en fait presque jamais, et qu'il est possible de faire quelque chose de concret au nom des idées anarchistes...

Après cette entrée en matière, la discussion s'engage :

- On constate une mainmise idéologique marxiste-léniniste sur les étudiants du tiers monde. Notre mouvement est absent de la lutte tiers-mondiste et, vu

sa faiblesse endémique, on ne voit pas ce qu'il peut faire. Il y a cependant des tentatives de solidarité avec les immigrés. Parmi les libertaires au sens large, les situationnistes ont pris position dans un texte bilingue (arabe-français) sur la révolution algérienne, mais c'est à peu près tout.

- Dans le passé, l'Ukraine et l'Andalousie avaient les mêmes caractéristiques que le tiers monde aujourd'hui et les idées anarchistes y trouvaient écho.

Actuellement, les anarchistes vivent dans le luxe et sur des clichés politiques : il faut essayer de débloquer le mouvement par rapport au tiers monde.

- D'accord, mais qu'est-ce qu'on peut faire ? les catholiques font très bien la charité. Les groupes anarchistes ne voient pas bien ce qu'ils peuvent faire. Sur un plan politique, les actions individuelles sont plus importantes.

- Si on s'intéresse seulement au politique, on passe à côté d'un tas de trucs, comme les problèmes des immigrés : carte de séjour, de travail, logement, etc...

- Quel est le problème : étendre le mouvement libertaire ou aider le tiers monde ?

- Les deux sont liés. Le tiers monde ne peut échapper au sous-développement que par une alternative libertaire. Il faut une solidarité pratique, mais il y a tellement de problèmes qu'on ne sait plus que faire.

- Il ne faut pas confondre l'aide et le changement radical. La Pologne, malgré l'aide envoyée, en est toujours au même point. Au Nicaragua, il y avait des aspects intéressants, mais il ne reste plus rien. Et puis, où aider le tiers monde ? Ici le militantisme est évident, mais pour le tiers monde, on se demande où on doit se battre.

Faut-il attendre la révolution pour résoudre les problèmes ou tenter d'en résoudre en l'attendant ?

- Tu penses donc qu'il y a des problèmes résolubles ?

- Si un mec crève de faim devant moi, dois-je attendre la révolution ou faire quelque chose pour l'aider ?

- Entretenir quelqu'un pour soulager sa conscience est une position. On peut aussi le laisser crever pour accélérer la révolution.

- Il y a des structures sociales qui permettent à tous de manger chaque jour en France, mais pas en Ouganda, par exemple. Les gens sont conscients de cette réalité ici, mais ils se demandent ce qu'ils peuvent faire.

Concrètement, on peut aider des immigrés, soutenir dans le tiers monde des gens qui nous sont proches. Car l'ai-

ACTUELLEMENT, LES ANARCHISTES VIVENT  
DANS LE LUXE ET SUR DES CLICHES POLITIQUES

de officielle dont on parle est fausse (les réfugiés cambodgiens reçoivent un cinquième de ce qui est envoyé, et doivent payer des prix astronomiques pour l'avoir), et quand elle arrive, souvent elle crée des besoins artificiels (soja, pommes de terre en Asie, etc...).

— Malatesta a accepté l'action syndicale pour améliorer la condition ouvrière, pourquoi ne pas accepter des actions dans les mouvements de « charité » ? Si on est pour le réformisme ici, pourquoi pas dans le tiers monde ?

— Oui, pourquoi on s'intéresse à moi comme immigré ici, et pas à mon frère dans le tiers monde ?

— C'est une question de choix et de facilité. Et puis certains pensent : doit-on faire quelque chose pour le tiers monde ? qu'est ce qu'on peut faire, ici et là-bas ? D'autres disent : si on attend d'agir en groupe, on ne fera jamais rien. En outre, le soutien aux mouvements de libération en Europe a fini par décevoir (avec l'apparition de dégénérescences dans les pays soutenus). Il n'y a pas d'îlots libertaires possibles dans le monde...

— Je vais vous donner mon opinion de militant du tiers monde : à Saint-Domingue, la situation est difficile, mais la solidarité peut faire beaucoup de choses,

comme une campagne financière. Quant aux masses, elles ne peuvent pas comprendre ce qu'on veut si on ne fait pas des choses simples. Les paysans dominicains ne peuvent pas comprendre l'anti-étatisme s'il ne s'accompagne pas d'une lutte pour la terre. Faire comprendre aux paysans que leur libération est leur propre tâche est un travail d'éducation et un acquis politique. Aujourd'hui, le mouvement paysan est conscient du problème de l'Etat. Il n'y a pas de syndicalisme révolutionnaire, mais une prise de conscience des travailleurs les a conduits à briser la tendance démocrate-chrétienne qui dirigeait le mouvement ouvrier.

Les masses défendent la révolution cubaine, parce que la misère et la pauvreté sont très grandes à Saint-Domingue. Les masses sont conscientes que l'amélioration de la vie ne conduit pas nécessairement à la dictature.

Les forces majoritaires sont les groupes marxistes-léninistes. Nous défendons l'idée de l'unité, tout en luttant contre le marxisme-léninisme. Nous sommes arrivés à la conclusion que la lutte est nécessaire, aujourd'hui et demain, parce que les « révolutionnaires » sont en embryon une nouvelle classe dominante.

J'ai été un peu étonné par la question : que peut-on faire pour le tiers monde ? Par rapport au Nicaragua, il faut appuyer la révolution, pas le mouvement sandiniste. Il faut arriver à créer une solidarité internationale critique. De même pour le Salvador. A Saint-Domingue, notre groupe est solidaire du Nicaragua, en adoptant une position de soutien critique, car on ne peut pas être indifférent à la lutte armée contre l'impérialisme des Etats-Unis, contre la classe dominante. Nous critiquons au Nicaragua l'économie mixte, l'alliance internationale avec Cuba et l'URSS sur le dos de la Pologne. Si nous parlions dans l'abstrait, cela ne conduirait à rien. Il faut agir.

— Dans le tiers monde, les gens ne se posent pas de problèmes idéologiques, ils s'intéressent à leur quotidien : manger, travailler, lutter contre les pouvoirs. Je ne sais pas si une propagande idéologique est valable, parce qu'en Tunisie, je n'ai jamais vu un intellectuel qui ait faim.

— Je pense qu'ici il faut saboter au maximum la société française, la démilitariser : diminuer d'abord l'exportation des armes et ensuite la supprimer.

● (notes condensées par Ahmedov)

## LE ROLE DES LIBERTAIRES DANS LA LUTTE CONTRE LA FAIM

**C**et article a pour but de mettre en évidence le caractère intolérable et non évitable de la faim dans le monde, et de pousser les libertaires à réfléchir - afin d'agir par la suite - à ce niveau. Pour cela, certains aspects du texte sont délibérément durcis, afin d'ouvrir un large débat et aussi de faire prendre conscience de la gravité du fait. Critiquez et proposez, que cela ne reste pas sans réactions !

### I - ANALYSE DU PROBLEME DE LA FAIM DANS LE TIERS MONDE

On peut schématiser le problème de la faim dans le monde ainsi :

- le monde, il y a quelques siècles est à peu près également développé ;

- une avance dans certains domaines (navigation, organisation militaire) permet à l'Europe de l'Ouest de coloniser une grande partie du monde.

A partir de là :

- la révolution industrielle va se développer uniquement dans les pays colonisateurs qui vont en empêcher la diffusion vers les pays colonisés, alors qu'ils vont puiser dans ces pays tout un tas

d'apports scientifiques et économiques. Les premiers vont se servir - au moyen de la force militaire, de la soumission politique, religieuse et culturelle - des seconds comme d'une réserve à matières premières et à main-d'œuvre exportable (esclaves...). Ils vont casser les civilisations et donc les dynamismes de développement) de ces pays : la population indienne d'Amérique latine va passer de 80 millions à 10 millions en un siècle, les structures d'organisation du continent africain sont totalement brisées par l'exode massif de dizaines de millions d'esclaves. Plus tard, l'Asie du Sud-Est verra sa structure foncière originelle (beaucoup de petits propriétaires) défigurée (salariés agricoles).

- pendant une période intermédiaire, les premiers connaissent une croissance rapide et les seconds vont s'écrouler de plus en plus. A partir de 1900 - 1920 (par exemple pour l'Inde) va s'enchaîner le processus (qui n'existait pas auparavant) pauvreté - démographie galopante - pauvreté, aggravé (et oui !) par l'amélioration des soins et de l'hygiène. Ah, les bienfaits de la colonisation !

- pendant que les pays développés connaissent une mutation industrielle et technologique, les pays sous-développés leur sont de plus en plus soumis économiquement, alors que des mouvements de libération nationale percent.

- les indépendances nationales politiques ont lieu, mais les pays sous-développés sont tellement dépendants économiquement de l'Occident qu'il devient pour lui en fait plus rentable de n'avoir qu'une domination économique. L'Occident va servir de centre et le tiers monde de périphérie : c'est ce qu'on appelle la division internationale du travail. Le tiers monde (en même temps que fournisseur de matières premières et de denrées) est un réservoir de main-d'œuvre bon marché qui permet de faire de plus gros profits, soit par le biais de multinationales soit par le biais d'industries nationales qui servent en quelque sorte de sous-traitance. L'industrialisation relative du tiers monde va paradoxalement y aggraver le chômage (tissu artisanal et agricole déchiré) et la faim (les terres sont utilisées par les multinationales pour des cultures industrielles comme le coton, l'arachide, l'hévéa, le soja, au détriment des paysans, qui sont chassés vers les villes ou les bidonvilles ; les produits ne sont plus auto-consommés mais commercialisés et à des prix trop hauts là-bas). Plus l'agriculture est productive, moins les gens ont à manger ! Plus récemment, la « révolution verte » va encore augmenter les rendements, mais va obliger les paysans à s'endetter (engrais, pesticides, machinisme) - et les rendements allant décroissant et les prix industriels augmentant (alors que les prix agricoles stagnent ou baissent) - à vendre par la suite leurs terres pour devenir salariés des multinationales ou de quelques trusts locaux (cas de l'Asie du Sud-Est, de l'Amérique latine et aussi des pays



PHOTO R. KOHL

sous-développés « socialistes » !). On s'aperçoit alors que comme jamais auparavant, la pauvreté s'est aggravée : la proportion des affamés dans le monde, selon les chiffres officiels, est passée de 39 % en 1937 à 60 % aujourd'hui ! La faim empire et prend une odeur de

génocide. Car c'est de ça qu'il s'agit ici. On a tendance à se perdre dans des débats sur les perspectives ou les possibilités libertaires dans le tiers monde, on arrive souvent à la conclusion « qu'il n'y en a pas ». Alors les intellectuels dédaignent « ces pauvres paysans qui travail-

lent le Sahel de leurs pauvres sarcelles et qui ne pensent qu'à manger ». Mais le vrai problème est là : il s'incruste dans la peau et les tripes de centaines de millions d'êtres humains dont le cerveau est atteint à jamais par la malnutrition, qui pour un bout de pain vont oublier qu'ils

sont humains. Il s'incruste dans chaque journée qui voit la mort de 40.000 enfants, dans chaque année qui voit celle de 50 millions de femmes et d'hommes. Et c'est là que la lutte est aujourd'hui nécessaire : il faut arrêter le génocide ! Il faut mettre fin au massacre ! Si on passe à côté de ça pour peaufiner quelques détails théoriques, l'histoire en tiendra compte, et moi je serai dégoûté à jamais de ceux qui oseront se prétendre anarchistes.

## II - POURQUOI LES LIBERTAIRES DEVRAIENT ACCORDER UNE PLACE ESSENTIELLE A CE PROBLEME

- Tout simplement parce que c'est un problème essentiel. Ne pas le voir relève de l'inconscience ou de l'égoïsme peignard. Tout simplement parce que ce n'est pas la peine de lutter ailleurs si on ne lutte pas à ce niveau : il fallait se mobiliser pour sauver Puig Antich (1), il faut se mobiliser pour sauver les otages de la faim. L'un ne peut aller sans l'autre.

- Tout simplement parce que nos ennemis sont les mêmes, parce que nos luttes sont indissociables et qu'aucune victoire réelle ne verra le jour dans un seul des camps (c'est ce qu'a bien compris le CNSTP, syndicat des travailleurs-paysans).

- Tout simplement par solidarité humaine.

- Mais aussi parce que c'est là qu'on voit l'échec le plus total du monde actuel, incapable d'assurer la plus vitale des fonctions humaines : se nourrir. Qu'on ne me dise pas : « C'était comme ça avant ». Oui, avant il y avait des famines, mais c'était des phénomènes d'importance beaucoup plus faible. Aujourd'hui il ne s'agit pas de famines, il s'agit d'une « faim structurelle » non due au hasard, que l'on peut éviter, dont la continuation ou l'arrêt ne dépend que de la volonté humaine. Il ne s'agit plus de 100.000 morts mais de 50 millions par an !

- Mais aussi parce que c'est là que notre principale analyse (celle du refus de la société de consommation, avec sa production à tout prix et son gaspillage gigantesque et voulu, nécessaire) trouve sa justification. Parce que c'est là qu'on voit qu'une révolution, malgré son coût humain possible, est indispensable et urgente : le capitalisme privé ou d'Etat tue massivement (d'ici l'an 2000, un milliard d'êtres humains auront péri par la faim !) et « ne marche pas » (il n'y a pas eu d'augmentation globale du niveau de vie dans le monde, mais bien diminution). Il faut donc le tuer rapidement avant que la situation ne devienne inextricable (elle l'est déjà pour une bonne partie).

- Parce que c'est là qu'on démasque les Etats quels qu'ils soient : aucun d'entre eux, malgré les moyens fantastiques dont ils disposent, n'a apporté une réelle contribution contre la faim dans le tiers monde ...

Des raisons, je pourrais en donner des milliers. Des millions, autant que de victimes de la faim. Mais ce n'est pas la peine : ceux qui ne comprennent pas celles exposées plus haut n'en comprendront aucune autre, car je le dis et je l'affirme, ce serait alors soit de l'égoïsme, soit de la lâcheté, soit de l'aveuglement ! Je ne vais pas ménager quelques discutards professionnels parce que moi je souffre chaque jour, au plus profond de moi-même, du massacre quotidien auquel on assiste.

## III - COMMENT LUTTER A CE NIVEAU. QUELQUES IDÉES

Devant un problème aussi urgent et aussi terrible, toute avancée est par définition nécessaire et efficace. J'ai participé à de nombreuses microréalisations (centre de formation d'infirmiers en Amérique latine, aide financière à l'aménagement d'une région du Mali, avec une grande participation physique des habitants concernés) avec le CCFD (2) (eh oui ! excommuniez-moi, crucifiez moi si vous le voulez mais c'est comme ça) puisque, dans ma région au moins, c'était la seule structure dans laquelle la lutte était possible. Je participe aux micro-réalisations pour leur efficacité matérielle et globale, mais aussi parce qu'il n'y a rien de mieux que des luttes concrètes pour faire passer une information globale, « politique » sur le problème du sous-développement. Toutefois je m'en méfie, d'abord parce que c'est contrôlé par des cathos (mais avant de critiquer, il faudra agir nous-mêmes) et surtout parce qu'il y a un effet pervers : faire croire que nous faisons vivre le tiers monde alors que nous le faisons crever, laisser penser que l'action se situe en dehors du tiers monde alors qu'elle doit venir de là-bas et empêcher des luttes plus globales de se développer (celui qui donne 100 F va s'en tenir là et n'ira pas remettre en cause le système d'exploitation lui-même).

Il faut donc penser à mettre sur pied une structure de lutte parallèlement aux luttes des pays sous-développés, de soutien financier et aussi d'aide directe contre la faim, et d'information sur le sous-développement.

Tout d'abord, un détail qui a son importance : il faut éviter de partir sur des bases de discussion ou d'action incompréhensible pour la plupart des gens (vocabulaire ésotérique, articles ou journaux chiants...), ou autrement on ne fera que reproduire un mouvement petit-bourgeois, intellectuel et minoritaire, alors qu'on ne peut parvenir à nos fins que par un mouvement très, très large.

Ce qu'il faut développer comme idée et comme information, c'est en gros :

- expliquer les mécanismes du sous-développement, détruire les mythes de la fatalité, du climat, de la paresse, de la démographie galopante (même si elle a son rôle), expliquer la responsabilité de

l'Occident et de la bourgeoisie, dire que la faim n'est pas inévitable, et qu'il s'agit donc d'une question de volonté, de choix, d'être complices ou d'être humains.

- Dire que la solution globale viendra des pays sous-développés eux-mêmes, notamment dans le choix de leur futur auto-développement, mais que nous avons un rôle à jouer pour casser le mécanisme de l'exploitation et du pillage, pour exiger des « réparations » financières et techniques de la part des pays développés.

En conclusion, dans l'immédiat, il semble important de mettre sur pied une coordination regroupant des gens et des groupes libertaires mais aussi autres, tout en fixant une base claire et précise d'accords minimums. Au début, il faudrait fixer une plate-forme commune de nos dénonciations et de nos revendications. Celles-ci seront avant tout révolutionnaires parce que la seule solution réellement efficace est la révolution. Mais il ne faut pas perdre de vue que des solutions ponctuelles peuvent aussi être efficaces et peuvent être arrachées au capitalisme (il suffirait de détourner 2 % de la production céréalière mondiale pour supprimer la mort des 50 millions de personnes qui succombent annuellement).

Puis il faudra faire parvenir cette plate-forme à tous les groupes, journaux, radios susceptibles de participer à la coordination. Il faudra développer par le biais de cette coordination une information et une dénonciation précises du système de pillage du tiers monde, et surtout faire prendre conscience du caractère insupportable et urgent du problème à la masse des gens, envisager la préparation d'un « mois d'agitation », fait d'occupations de locaux, de manifs, de bombages, d'affichages, etc... afin de provoquer l'étincelle qui pourrait amener une sensibilisation de masse.

Ces quelques propositions peuvent être critiquées, modifiées, augmentées et améliorées. L'important est de les concrétiser et d'être enfin efficaces. L'ampleur et l'urgence du problème ne peut permettre des balbutiements abstraits d'intellectuels et nous ne pouvons pas ne pas les concrétiser.

Ce serait tellement chouette que cet appel (désespéré et plein d'espoir à la fois) ne reste pas sans suite.

Ce serait tellement dégueulasse sinon.

● Tchêche  
« Emancipations », BP 181  
64109 BAYONNE Cedex

(1) Militant antiautoritaire espagnol garrotté en 1974.

(2) Centre catholique contre la faim et pour le développement.

# Les immigrés et les élections

( débat sur Radio - Libertaire )

**L**e 7 février 1983 s'est tenue sur *Radio-Libertaire* une émission animée par Gérard, à laquelle participaient Abdel et Habib pour IRL - Paris. Elle avait pour thème principal *l'immigration et les municipales*, mais la syndicalisation des travailleurs immigrés, les différences culturelles et les luttes menées par les immigrés en France ont également été abordées ...

**Gérard :** la dernière campagne électorale s'est faite sur le dos des immigrés. Il a beaucoup été question du droit de vote... Qu'est-ce que vous en pensez ?

**Habib :** dans le N.50 d'IRL, j'essaye de montrer l'enjeu de la dernière campagne électorale (1). J'insiste sur le fait que tous les partis politiques y participant se sont mis d'accord sur ce que j'appelle le programme commun anti-immigré, intitulé « Sécurité et immigration ». La droite comme la gauche ont centré leur campagne là-dessus ... Pour nous, le problème ne se pose pas au niveau du droit de vote, mais par rapport aux notions d'immigrés et d'étrangers, et à la place de ceux-ci dans la communauté où ils vivent. C'est dans sa globalité que nous prenons le problème. Et c'est là-dessus que doit être mené le débat, parce qu'en tant que libertaires, notre position sur le vote est claire.

**Gérard :** il serait aussi absurde pour nous de réclamer le droit de vote pour les immigrés que de demander en tant qu'antimilitaristes l'accès au service militaire pour les femmes ...

**Habib :** absolument, je pense qu'on ne doit pas trop s'attarder sur ce point, parce que le vote n'est qu'un problème parmi d'autres qui se posent aux immigrés.

**Gérard :** on est bien d'accord là-dessus. Devinette : qui, dans le XXe arrondissement de Paris, a dit récemment que la politique consistant à regrouper

les immigrés dans certains quartiers y a créé un climat d'insécurité. Le Pen ? Bariani ? Chirac ? C'était le député PS. Tu peux effectivement parler d'un programme commun anti-immigré, tout particulièrement présent pendant les dernières municipales. En ce moment, tous les politiciens s'accordent à dénoncer l'immigration.

**Abdel :** La même politique est menée par la droite et la gauche. Ceux qui ont fait venir les immigrés les expulsent maintenant. Néanmoins, il existe un décalage au sein de la gauche entre le discours préélectoral et l'attitude adoptée entre les périodes électorales. Malgré certaines lois ( comme le droit d'association pour les immigrés ), on assiste aujourd'hui à des expulsions et à une répression accrue, que la gauche ne soutient pas quand il n'y a pas d'élections en vue. Mais dans les périodes électorales, un consensus s'établit entre la droite et la gauche sur trois grands points : l'insécurité, la délinquance, le chômage. Les immigrés servent alors de bouc émissaire

**Gérard :** La gauche tient aussi actuellement un discours sur la perte de productivité dans le secteur de l'automobile C'est elle qui a facilité le succès de Le Pen dans le XXème.

**Abdel :** Oui. Il n'y a qu'à lire la déclaration de Mauroy sur le mouvement de grève déclenché dans le secteur automobile et sur la prétendue « infiltration » des islamistes parmi les travail-

leurs immigrés : son discours frise le racisme.

**Gérard :** Simple rappel : Mitterrand était ministre de l'Intérieur pendant la guerre d'Algérie ... Quelle analyse faites-vous du discours selon lequel la présence des immigrés entraîne l'insécurité ?

**Habib :** Pour comprendre ce discours, il faut voir quelle est la réalité de l'immigration en France. Des chiffres montrent qu'il n'y a pas de différences significatives entre Français et immigrés en ce qui concerne la délinquance et la criminalité. L'insécurité n'est pas liée à l'émigration. Ce qui explique le gonflement des chiffres pour les immigrés, en ce qui concerne les contrôles et arrestations préventives, c'est l'attitude des flics par rapport à eux.

Des études réalisées par des sociologues et d'autres spécialistes montrent que la concentration géographique des immigrés ne s'explique pas par un sens de l'hospitalité très développé dans les municipalités communistes, comme le prétend le PCF, mais par la concentration des industries et des commerces et par le refus des Français, à juste raison, d'habiter certains endroits insalubres. Le refus des responsables locaux de faciliter l'intégration des « étrangers » crée la situation actuelle.

**Abdel :** Pour revenir aux élections, le Collectif de développement des droits civils des immigrés a organisé un vote



PHOTO CHRISTOPHE



PHOTO Y. GUELAUD

parallèle pendant les élections. Cette initiative vaut ce qu'elle vaut, mais l'affirmation que les immigrés devraient pouvoir formuler des choix politiques comme les Français est un acte progressiste. Ce type d'action rappelle que l'immigré n'est pas seulement une force de travail mais aussi un être qui a des droits politiques. Les immigrés vivent et travaillent en France, mais ils ne participent pas à la vie politique, même dans ses formes les plus classiques.

**Gérard :** Si on réclame le droit de vote pour les immigrés, il faut être logique jusqu'au bout et demander le droit de porter l'uniforme pendant un an !

**Abdel :** Les immigrés veulent être reconnus en tant qu'êtres humains, et non en tant que citoyens français appelés à faire le service militaire.

**Gérard :** Comme le disait Habib tout à l'heure, le problème se situe ailleurs. Il ne s'agit pas de se battre sur un plan légal pour ce que nous appelons une fumisterie et de perdre beaucoup de temps et d'énergie au détriment de la simple reconnaissance du droit d'exister en France en tant qu'être différent. Et puis pour qui voter ?

**Abdel :** Tu conviens que ceux qui vont être élus vont décider pour les immigrés ... Tu demandes pour qui voter ? Le droit de vote n'englobe-t-il pas aussi le droit d'être éligible ? A titre d'information, le Collectif a fait trois propositions : le vote parallèle, le vote sur des listes d'immigrés et la constitution d'une plate-forme revendicative large.

**Gérard :** Quand on connaît les éligibles et ce qu'ils deviennent une fois élus je ne crois pas que ça soit une exigence fondamentale.

**Abdel :** Je suis d'accord, mais il ne faut pas s'en tenir aux affirmations générales. L'analyse doit tenir compte des forces en présence et des situations historiques favorisant ou non les changements radicaux. Les immigrés vivent

dans des quartiers qu'ils n'ont pas le droit de gérer. Dans une situation non révolutionnaire et dans une société xénophobe, les luttes sur le plan légal ne sont pas nécessairement sans intérêt.

**Gérard**

**Gérard :** Est-ce que, toi ou le Collectif, vous croyez que les urnes vont résoudre les problèmes ?

**Abdel :** Je pense que les droits des immigrés passent par l'exercice des droits qui sont reconnus aux autres : il t'a fallu posséder le droit de voter en tant que français pour pouvoir le refuser. Le Collectif, quant à lui, n'est pas libertaire...

**Gérard :** Tu penses bien que ses membres ne vont pas refuser d'user du droit de vote s'ils l'obtiennent.

**Habib :** Bien que je ne me fasse pas d'illusions sur la démocratie bourgeoise je pense qu'on ne doit pas s'acharner à refuser aux autres tout ce qui ne correspond pas à nos idéaux. L'important, c'est plus le droit de pouvoir choisir que celui de voter.

**Gérard :** Tu ne crois pas qu'ainsi, on risque de perdre de vue les priorités du combat ?

**Habib :** Non, non, pas du tout. Je crois que c'est une question de principe. Il faut accepter les immigrés tels qu'ils sont et voir le problème dans sa globalité. En tant que libertaires, on n'a pas à diriger ou à canaliser leurs revendications.

**Gérard :** Je suis d'accord, c'est pourquoi il ne s'agit pas pour nous de nous opposer à quoi que ce soit, mais quand un collectif présente une plate-forme revendicative, on doit dire ce qu'on en pense.

**Habib :** D'accord, mais après, c'est aux immigrés d'agir, individuellement ou collectivement, selon leurs convenances et leurs idées politiques.

**Gérard :** C'est une question délicate : si nous sommes pour l'égalité entre l'homme et la femme, par exemple, il n'est pas question pour nous de soutenir les excités qui revendiquent le droit au service national pour les femmes.

**Abdel :** Pour mieux préciser mon point de vue, je dirais que lorsque j'ai reçu l'invitation à participer au vote symbolique, j'ai refusé de le faire en répondant que les droits politiques ne passent pas par les urnes et par la délégation de pouvoir. Ce qui ne m'empêche pas de respecter et d'évaluer à leur juste valeur des positions réformistes, mais pas moins progressistes dans une société malade de xénophobie et de racisme. Dans la situation actuelle, refuser aux immigrés un droit - même s'il ne signifie pas grand chose -, c'est les marginaliser encore davantage et renforcer leur état de spectateur face à des choix qui les concernent.

**Gérard :** Qu'est-ce que tu fais devant des gens qui revendiquent le droit de s'aliéner ?

**Abdel :** Je me demande pourquoi ils veulent s'aliéner. Peut-être parce qu'on ne leur propose rien qui puisse mettre

fin réellement à une vie insupportable, alors ils cherchent une petite place dans le système général d'aliénation.

**Gérard :** Et les absentéistes ?

**Habib :** L'absentéisme est une forme de vote.

**Gérard :** C'est dommage, ça tourne à la philosophie. Je ne pense pas que l'absentéisme soit une forme de vote... En dehors de ce problème, quels sont les terrains de combat que vous jugez valables ou importants ?

**Abdel :** D'abord, la participation syndicale des travailleurs immigrés. Ils sont massivement présents dans les syndicats officiels, et le mouvement dans l'automobile qui existe actuellement en est une illustration. Au niveau social, on se rappelle les luttes de Sonacotra contre la politique du logement. Sur le plan culturel, il y a celles qui visent à faire accepter les immigrés en France en tant qu'êtres différents. Une nouvelle perspective s'ouvre avec les luttes des minorités ethniques contre une France assimilationniste et uniraciale : le gouvernement actuel est en train d'encourager l'apprentissage des langues et des cultures d'origine dans l'intention de favoriser un retour massif des enfants dits de la « deuxième génération », vu que la proposition du « million » (Loi Stoléro d'encouragement au retour) n'a pas donné les résultats escomptés.

**Gérard :** Il est difficile de parler des immigrés sans aborder les questions étroitement imbriquées du retour au pays d'origine et des raisons qui expliquent pourquoi les immigrés quittent leur pays pour venir ici.

**Habib :** Depuis les années 60, la lutte des immigrés s'est développée face à la politique anti-immigrés et raciste des différents gouvernements. En 1975, le ministre de l'Intérieur proposait de renvoyer chez eux un million et demi d'immigrés en 5 ans. Entre 1975 et 1980, 800.000 immigrés ont été licenciés. Dans l'automobile, 60 % des emplois perdus concernent les immigrés : dans le bâtiment, 80 %. Cela a provoqué une réaction massive et homogène. Les luttes ont été plus ou moins récupérées par les partis politiques et les syndicats. Mais plus le racisme augmente, plus la lutte devient acharnée. Les dernières grèves en témoignent. Actuellement, on propose deux choix : le retour au pays d'origine ou l'assimilation dans certains cas. Tout en employant des travailleurs clandestins. Quand on connaît la société française, ses moyens de contrôle et l'importance de son arsenal policier, on admet difficilement que le gouvernement soit incapable de trouver les employeurs des immigrés clandestins. En 1975, il y aurait 800.000 clandestins en France. Pourquoi ? Parce qu'un immigré clandestin coûte beaucoup moins cher à l'employeur et à l'État qu'un travailleur en situation régulière. Un clandestin ne reçoit pas d'allocation, il n'est pas couvert par la Sécurité Sociale et son employeur ne paye pas d'impôts. Un clandestin ne peut pas mener de luttes ré-

vendicatives parce qu'il se fait jeter dehors à chaque fois qu'il ouvre sa gueule.

**Gérard :** Un phénomène nouveau, c'est celui des clandestins qui révèlent leur clandestinité et demandent des papiers leur permettant de sortir de cette situation.

**Abdel :** Oui ... Il faudrait reparler de la question que tu posais tout à l'heure, à savoir pourquoi il y a des immigrés en France et surtout ce qui les pousse à partir de chez eux ...

**Gérard :** Ce n'était pas vraiment une question : les raisons, je les connais. J'ai simplement dit qu'il est difficile de parler des immigrés en France ou ailleurs sans parler du problème fondamental de l'immigration, qui est celui du tiers monde.

**Abdel :** Les immigrés vivent en France dans une situation d'inégalité. Ils sont les victimes d'un processus historique de domination que le système capitaliste a engendré. Si nous sommes là, c'est parce que notre pays a été pillé et continue de l'être. Ce n'est pas gratuitement qu'on a quitté notre pays pour s'installer ailleurs.

Dans les pays du tiers monde, les gouvernements sont totalitaires, très répressifs, et les gens émigrent parfois aussi pour des raisons purement politiques, parce qu'ils y sont forcés. C'était le cas des Italiens lors de la Seconde Guerre mondiale ; c'est actuellement le cas de certains Maghrébins et Africains ...

**Gérard :** Est-ce qu'il existe un racisme interimmigrés ?

**Abdel :** Une concurrence existe, qui s'explique par la politique ambiguë et provocatrice du gouvernement. Tout en refoulant les Maghrébins et les Africains les autorités ont facilité l'arrivée de nouveaux immigrés espagnols, portugais, grecs et asiatiques. Alors, ceux qui ont été refoulés se sont demandés pourquoi il y avait une telle différence de traitement. Les nouveaux immigrés asiatiques sont les seuls à bénéficier de l'aide accordée par la mairie de Paris et d'autres organismes officiels pour lancer des petits commerces, alors que les autres immigrés n'ont jamais bénéficié de tels soutiens.

**Gérard :** Est-ce que les immigrés communiquent facilement entre eux ? Le fait d'être immigré soude-t-il les gens entre eux ? A priori, je ne le crois pas ...

**Abdel :** Dans n'importe quelle communauté, il y a des intérêts communs et des intérêts divergents, de classes. Il est donc normal qu'il y ait des clivages dans le milieu immigré. Mais en fait, ces clivages sont créés de toutes pièces par la volonté politique du pouvoir, qui se sert d'une communauté pour en combattre une autre, en fonction des situations qui se présentent. Par exemple, les lois qui réglementent l'immigration diffèrent en fonction des pays d'origine ou des races, selon des accords bilatéraux très différenciés. Cette diversité sert à diviser les immigrés.

**Gérard :** Est-ce qu'il y a un terrain de combat unique entre les différentes eth-

nies en France et peut-on les coordonner ?

**Abdel :** Les luttes communes se pratiquent dans des groupements tels que les Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (ASTI), qui tentent de développer d'autres types de rapports entre Français et communautés d'immigrés. Il y a aussi la Maison des travailleurs immigrés (MTI), les mutuelles et plusieurs collectifs d'immigrés.

**Gérard :** Quel est l'impact de ces associations dans le milieu immigré ? Est-ce que ce sont des groupuscules ou est-ce qu'elles regroupent beaucoup de monde ?

**Abdel :** Ça dépend des régions et de l'implantation de ces associations : certaines s'enracinent bien dans la population immigrée parce qu'elles essaient de travailler à partir des problèmes quotidiens ... En ce qui concerne les rapports entre la classe ouvrière française et les immigrés, je constate que la solidarité ouvrière l'emporte dans le travail sur les divisions.

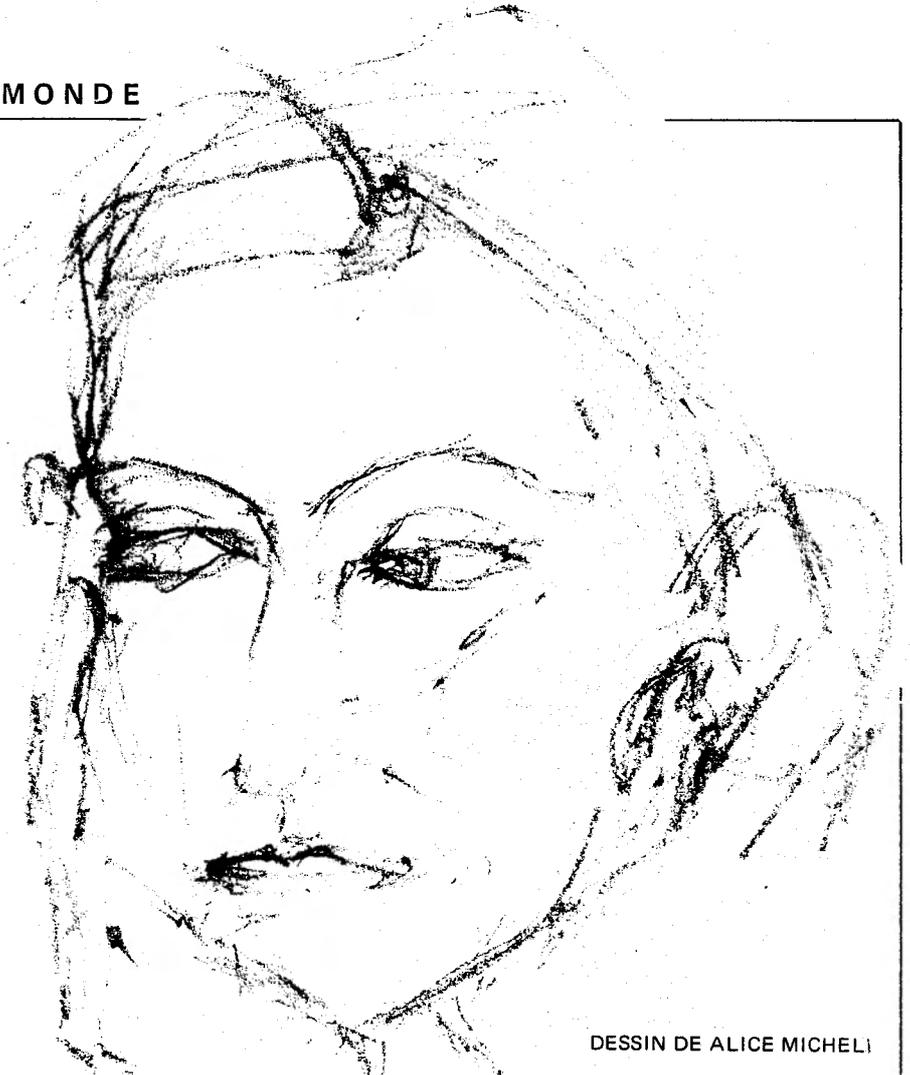
**Gérard :** Tu trouves que les syndicats représentés aux usines Renault et Citroën ont adopté une bonne position ?

**Abdel :** Les syndicats dépendent de la même façon la classe ouvrière française et les immigrés. La discrimination se situe plutôt à l'extérieur de l'usine, selon l'idée « classique » que tous ceux qui ne justifient pas leur présence en France par la vente de leur force de travail sont dangereux. Le clivage que l'on ressent dans les syndicats se situe donc au niveau des étrangers non insérés et des au-

tres travailleurs syndiqués.

**Habib :** Personnellement, je considère que la position des syndicats apparemment pro-immigrés n'est qu'une récupération politique. L'intérêt qu'accroissent les syndicats aux immigrés s'explique par le potentiel humain très important qu'ils représentent. FO, quant à lui a une position anti-immigrés.

**Abdel :** Je n'ai pas l'impression qu'il y a discrimination au niveau du droit au travail pour ceux qui travaillent déjà, quelle que soit leur nationalité. Les syndicats sont plutôt critiquables, à mon avis, au niveau de la non-reconnaissance des spécificités culturelles des travailleurs immigrés. Mais beaucoup de partis et même des organisations révolutionnaires sont malheureusement dans le même cas et sous-estiment le droit à la différence. Dans le mouvement libertaire lui-même, l'acceptation de l'autre comme être différent, non seulement en tant que libertaire, mais en tant que libertaire appartenant à une autre culture (arabe, berbère ou africain...) n'est pas toujours évidente. Un mouvement radical est un mouvement qui reconnaît le droit à la différence de tous et de chacun. Certaines positions officielles d'organisations avec lesquelles j'ai, par ailleurs, beaucoup d'affinités, comme la FA, montrent un blocage sur certains sujets. Par rapport au nationalisme, par exemple : elles ne voient en lui que la constitution de l'État. En dehors de Noir et Rouge et de quelques individus, il n'y a pas eu dans le mouvement liber-



DESSIN DE ALICE MICHELI

taire, de positions courageuses sur le colonialisme et la lutte de libération nationale en Algérie.

**Gérard :** A propos de « libération » nationale en Algérie et de prise de position courageuse, je reçois dans deux jours le Comité de refus du code de la femme en Algérie... Lorsqu'on parle de libération, il faut toujours mettre des guillemets. C'est pour ça que je suis prudent vis-à-vis des mouvements de libération nationale. Cela peut faire l'objet d'un long débat. Quand je parle du nationalisme, j'ajoute toujours « imbécile ». C'est un pléonasme, mais tout le monde n'en est pas conscient. Je pense que la spécificité et le respect des différentes cultures ne passent pas par le nationalisme, mais qu'au contraire, le nationalisme - qui a fait des millions et des millions de morts dans l'histoire - est l'obstacle principal à ce respect. C'est pour ça que nous préférons le combattre à la FA et avancer des propositions, dont on parle de temps en temps à Radio-Libertaire et qu'on peut résumer en un mot : le fédéralisme.

**Abdel :** Oui. Mais cette réponse n'est pas satisfaisante car, historiquement, les choses ne se sont pas passées comme on l'aurait voulu. Le monde a été divisé par le système impérialiste et on a assisté à l'agression de peuples par d'autres. Ces peuples agressés revendiquent leur libé-

ration. Dire que le nationalisme est néfaste parce qu'il débouche sur la constitution d'un État revient pratiquement à se situer dans le camp du colonisateur. Les anarchistes qui n'ont pas soutenu le mouvement de libération algérien ont soutenu concrètement le colonisateur français.

**Gérard :** Je t'arrête tout de suite, car je pense à des camarades de chez nous qui ont combattu le colonialisme français et qui ont été en taule pour ça, tout en refusant le FLN. Ne dis pas, s'il te plaît, que ces gens-là soutenaient le colonialisme français : ce serait une malhonnêteté.

**Abdel :** Il faut faire une distinction entre des positions courageuses prises par quelques individus et la position officielle d'une organisation qui, même si elle ne défend pas le colonisateur, s'abstient pour ne pas choisir entre deux nationalismes. Dans cette abstention, il y a une prise de position.

**Gérard :** N'est-il pas parfaitement hypocrite de dire, par exemple, en ce qui concerne l'Irlande : les Anglais dehors, après on verra ? Le « après, on verra », ce sont des armées de libération irlandaises qui défilent... le bras levé en chantant des chants nazis. Ce sont les libérateurs de l'Irlande. Comment peut-on ne pas être méfiants vis-à-vis de ces gens-là ?

**Abdel :** Il faut être méfiant, et il n'est pas question de dire : « Après on verra ». Ma position concernant le mouvement de libération en Palestine, par exemple, c'est un soutien sans hésitation. Mais je n'hésite pas non plus à dire que je suis contre la constitution d'un État pour défendre la cause palestinienne. Ma position est claire dès maintenant. Ce n'est pas « après on verra ».

**Gérard :** Je ne vois pas, alors, pourquoi on discute, si on est d'accord...

**Abdel :** J'ai pris cet exemple pour dire qu'il faut que, dans le mouvement libertaire, il y ait le respect de la différence. Je suis libertaire, mais ce n'est pas une raison pour que je nie mes appartenances culturelles...

**Gérard :** Mais ça n'est pas du nationalisme.

**Abdel :** Le colonialisme par les privilèges qu'il instaure et le pillage des autres qu'il engendre bafoue le respect de la différence. Je pense qu'il y a un nationalisme des dominés, qu'il faut soutenir de façon critique.

**Habib :** Je crois qu'on touche là quelque chose d'important. Je refuse quant à moi, le terme d'immigré, mais je n'en trouve pas d'autre pour le remplacer...

**Gérard :** Ce terme n'est pas gênant. En soi, il n'a rien de péjoratif : il signifie ceux qui sont venus chez nous...



**Habib :** Ce que je veux dire par là est que je ne sais pas dans quel sens doivent se diriger les luttes des «immigrés » D'abord faire reconnaître la liberté de déplacement des gens sans qu'il soit tenu compte de leur couleur ou de leur passeport, sans doute.

**Gérard :** L'abolition des frontières et donc de l'État...

**Habib :** Malheureusement pour nous, on n'en est pas là. En tant qu'immigré, je veux être libre de me déplacer où je veux, de choisir la communauté dans laquelle j'aimerais vivre. Autrement, je lutte pour que les hommes voient en moi, avant un immigré ayant un passeport tunisien, un être humain ayant le droit de choisir ce qu'il veut faire. Pour que ces objectifs ne soient pas de simples rêves ou de l'idéalisme, cela implique bien des étapes et des luttes fragmentaires.

**Gérard :** En effet. L'ennemi commun ce n'est pas l'immigré ou l'«étranger», comme dirait Camus, mais plutôt le patron, le politicien quel qu'il soit ...

**Habib :** Des gens comme le patron ou le politicien, mais aussi des attitudes comme l'égoïsme et la tendance au rejet de l'autre, qui s'expliquent par des raisons historiques et politiques.

**Gérard :** C'est vrai, avant les phénomènes d'immigration, des ghettos existaient déjà à Paris : les quartiers «bougnes», comme on disait, celui de la gare Montparnasse réservé aux Bretons... Faire accepter « l'étranger » est bien difficile.

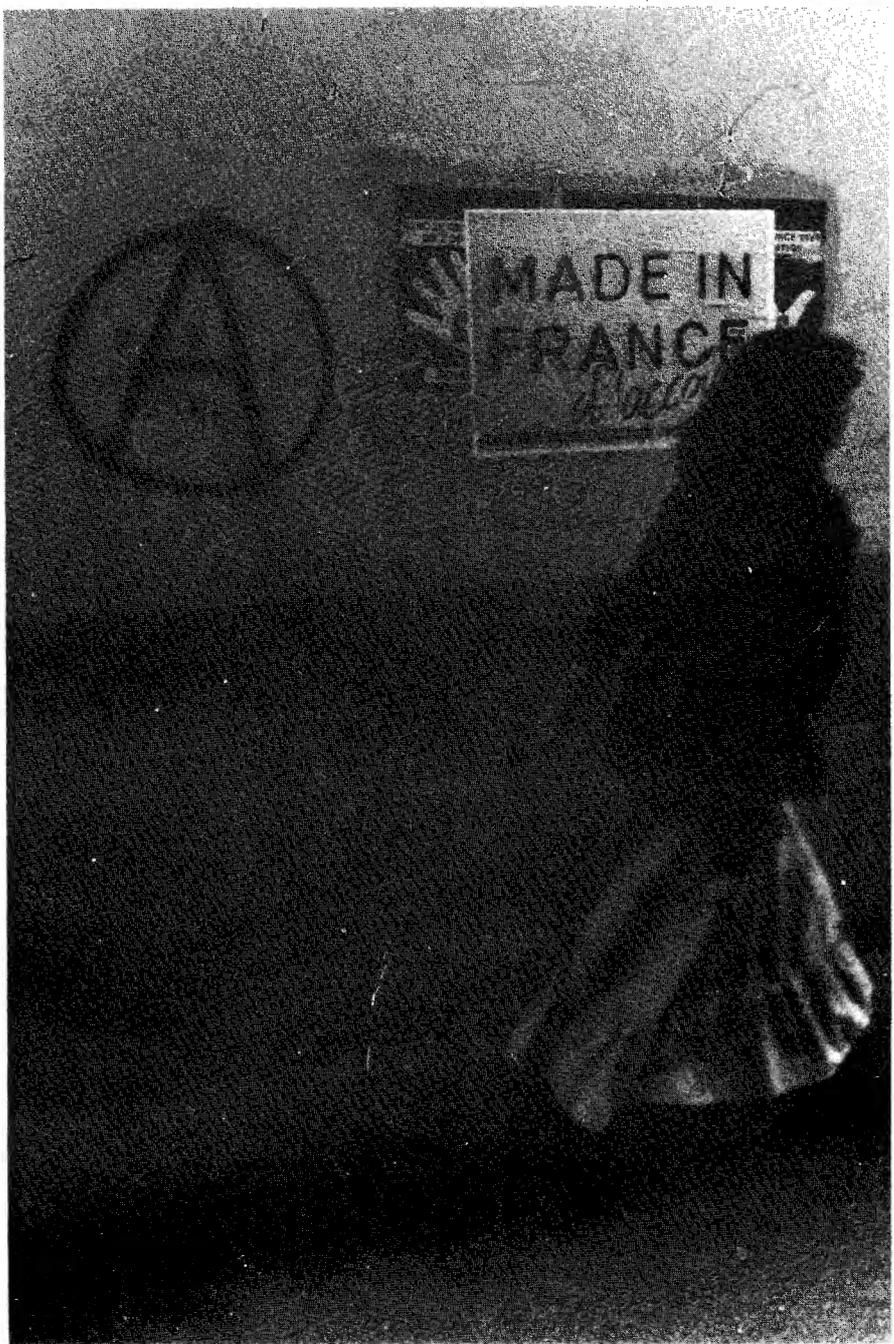


PHOTO MIMMO - IRL

(1) «Les élections municipales ou le programme commun contre les immigrés». Depuis un certain temps, IRL publie des articles concernant l'immigration et le tiers monde. Ainsi, en dehors du dossier en cours depuis le N° 51, dans le N° 48, Abdel parlait de l'expulsion des femmes immigrées; dans le N° 49, de l'exportation des armes des pays riches vers le tiers monde...

**ABONNEMENT**

\* \* \* \* \*  
 \* NOM: ..... \*  
 \* PRENOM: ..... \*  
 \* ADRESSE: ..... \*  
 \* ..... \*  
 \* CODE POSTAL: ..... \*  
 \* VILLE: ..... \*  
 \* ..... \*  
 \* ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN) : 50 F \*  
 \* ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS) : 90 F \*  
 \* ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS) : 130 F ET PLUS \*  
 \* ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT \*  
 \* 1 AN) : 200 F \*  
 \* (AJOUTER 10 F POUR L'ETRANGER) \*  
 \* LIBELLEZ VOS CHEQUES A: \*  
 \* IRL CCF 4 150 95 N LYON \*  
 \* IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON \*  
 \* \* \* \* \*



## UNE OPINION D'INDIEN LATINO-AMÉRICAIN

**L** / occidental ne cherche que son bonheur personnel (cette quête du bonheur personnel est aux Etats-Unis un droit constitutionnel), et dans ce but, il est indifférent au sort d'autrui. Il n'est pas important que les forts écrasent les faibles.

Il en résulte que toutes les sociétés occidentales sont individualistes (mêmes celles qui proclament qu'elles ont instauré une prétendue « société socialiste »). Elles sont toutes agressives (c'est par cette agressivité qu'elles se sont imposées dans une grande partie du monde, malgré leur infériorité). Mais comme pour les Occidentaux le bonheur provient de l'enrichissement et de l'accumulation des biens matériels, qui sont toujours limités, le fait est que l'enrichissement des uns signifie l'appauvrissement de la majorité; la prospérité des uns, l'humiliation des autres. (...)

« Nous les Indiens, par contre, nous recherchons d'abord le bonheur des autres (ce qui implique que nous sommes profondément socialistes dans la pratique courante). C'est-à-dire que l'Indien ressent de la satisfaction à servir ses frères, sa collectivité. Il en découle que, par nature, nous ne sommes pas agressifs puisque si des différends ou des désaccords surgissent, nous essayons qu'elles soient surmontées par le « Tinkuy », idéal d'équilibre, de concorde et de paix. (1)

« Pour nous, Indiens, la lutte de classes, l'implantation du socialisme occidental, les modes de production modernes et les économies de marché sont des voies erronées et des méthodes trop longues pour atteindre et concrétiser la vie communautaire de nos ancêtres. Nous avons une autre voie concrète, réelle et scientifique. Pour la comprendre, il faut penser autrement qu'à l'Occidental. Il faut voir, analyser et projeter les choses et les phénomènes de façon collectiviste, parce que par ordre de la nature et de l'univers, tout sur terre est collectif. Les hommes et toutes les autres espèces qui l'ont précédé, sont nés collectivistes, parce que la Terre et le cosmos sont collectivistes ».

« Pour vaincre totalement l'Occident il ne faut pas employer l'anti-esclavagisme ou l'anti-féodalisme ou l'anti-capitalisme ou l'anti-impérialisme, parce que cela veut dire « entrer dans le jeu » de la fausse science, de l'histoire falsifiée, de la « raison » mesquine du destin de l'espèce humaine.

Nous combattons l'Occident en démontrant que son histoire, ses lois, sa morale, sa science et sa technologie, sa philosophie et sa religion, sont opposées et contraires aux lois de la nature et de l'univers. Par exemple, le capitalisme crée son contraire, le socialisme marxiste léniniste, qui devient à son tour l'envers de la même médaille, une nouvelle partie d'un faux : un jeu dialectique subjectif ». (2)

« ... la technologie occidentale est une agression totale contre la liberté. Face à elle, il y a les technologies indiennes fondées sur l'éthique de notre comportement par rapport à l'environnement, et qui, donc, tendent à améliorer le cadre naturel et, par voie de conséquence, la situation même de l'homme sur la terre. Ainsi, la technologie indienne est toujours libertaire ». (3) (4)

## NOTES

- (1) Virgilio Roel Pineda & Lima, 1980.  
 (2) Guillermo Carnero Hoke Lima, 1979.  
 (3) L'emploi du mot « libertaire » est à nuancer du fait que le régime militaire de « gauche » s'est servi de ce terme depuis 1969 ; il reste que le sens de liberté est sans équivoque.  
 L'évocation collectiviste indienne correspond à une réalité, mais mis à part le problème de la persistance de cette conviction inégale suivant les pays (Bolivie, Pérou, etc...), il y a peut-être des aspects confus dans ce collectivisme. Si on relit l'appendice A d'« Étatisme et Anarchie » de Bakounine, on constate que trois facteurs sont révolutionnaires, en 1873 chez le peuple russe :
- a) la terre appartient à tous
  - b) la propriété est collective
  - c) le collectif, ou mir, est autonome.
- Cependant, il y a aussi trois traits négatifs :
- 1 - l'état patriarcal
  - 2 - l'absorption de l'individu par le mir
  - 3 - la confiance dans le tsar. »
- Dans quelle mesure ces limites n'existent-elles pas dans la vision indienne ? Le tsar pourrait être une hiérarchie religieuse confuse, comme actuellement « Sendero luminoso » au Pérou (guerrilla maoïste-religieuse, selon toute vraisemblance). (ndt. Martin)
- (4) Virgilio Roel Pineda. Ces textes sont de « Comunidad » n° 36.

## COURRIER TIERS-MONDE

**E**n attendant de lire votre dossier, voici quelques réflexions. Si vous abordez le problème de l'Afrique Noire, il serait extrêmement intéressant d'analyser en détail ce qui est en train de se passer dans certains pays. Le cas le plus récent est celui de la Haute-Volta.

Depuis quelques mois, un coup d'Etat militaire a mis en place un « Conseil du Salut du Peuple », qui est l'émergence de deux courants antagonistes. L'arrestation du premier ministre, le capitaine Thomas Sankara, marxiste et sympathisant lybien, par celui du « président », le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, fait que l'armée arbitre le conflit ».

Cette situation est typique de l'Afrique Noire. Elle pourrait servir de schéma pour la compréhension de ce qui se passe dans de nombreux pays africains. En effet, dans cette situation, nous retrouvons un certain nombre de constantes :

- corruption généralisée associée à une certaine désorganisation de la vie courante (due à un désintérêt total) ;
  - prédominance de l'armée, une des seules forces à peu près organisées de la société ;
  - aucune force sérieuse pour s'opposer à l'armée (syndicats, partis, ... ) ;
  - en ce qui concerne les schémas d'organisation sociale : deux pôles fortement antagonistes (avec peu de nuances). L'un « libéral » (capitalisme variable), l'autre marxiste orthodoxe (avec souvent des sympathies marquées pour Khadafi) ;
  - quelques expériences très intéressantes de « démocratie » directe et de coopération entre groupes sociaux différents (dans certains syndicats, entre paysans, avec l'appui de l'armée - exemple de Sankara en Haute-Volta) ;
- « A partir de là, on peut avoir une vision relativement correcte de la situation qui prévaut en Afrique Noire. Et à ce moment là seulement, nous pouvons envisager les possibilités que peut avoir un courant libertaire ; sans oublier, bien sûr, les différentes conséquences en découlant pour la situation future ».

● Massimo

DES TEXTES ANNONCES DANS LE NUMERO PRECEDENT N'ONT PAS PU PASSER FAUTE DE PLACE. IL S'AGIT DE « TIERS MONDE ET INFORMATIQUE » ET « LES MULTINATIONALES ET LE TIERS MONDE ». ILS PARAITRONT DANS LE NUMERO 53 D'IRL. COURANT ALTERNATIF (ORGANE DE L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE) A PUBLIE DANS SON NUMERO 28 UN DOSSIER SUR « LA FRANCE ET L'AFRIQUE ». POUR LE COMMANDER, ECRIRE A EGREGORE, BP 1213 REIMS CEDEX.

---

P.J. PROUDHON ET

# LA QUESTION RELIGIEUSE



P.J. Proudhon vers 1860 - Photo Nadar

**L**es éditions Beauchêne viennent enfin de faire paraître le «Proudhon» de Pierre Hauptmann : «PIERRE - JOSEPH PROUDHON, SA VIE ET SA PENSÉE» 1982 - 1140 pages. Écrit il y a une vingtaine d'années, ce gros livre offre, malgré ou à cause de ses limites, un grand intérêt pour tous ceux qui, du côté libertaire, s'intéressent aux idées et à la vie de Proudhon.

Les limites tout d'abord ; et en premier lieu, le poids et la longueur d'un énorme bouquin qui risque de faire fuir le lecteur, à tort (sauf pour le prix, élevé comme on s'en doute), car en sui-

vant pas à pas la vie de Proudhon, le livre d'Hauptmann est d'accès très facile.

Autre limite beaucoup plus sérieuse : bien qu'énorme, le livre s'arrête en 1849. Les éditeurs promettent de publier la suite si le premier tome se vend bien. En attendant, on n'a accès qu'à une partie de l'œuvre de Proudhon, non négligeable puisqu'on y trouve, outre le fameux mémoire « qu'est ce que la propriété ? » (1840), « De la création de l'ordre dans l'humanité, ou principe d'organisation politique » (1843) et les deux volumes du «Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère» (1846), (1) mais qui laisse échapper la meilleure part de la pensée révolutionnaire et sociologique de Proudhon (2).

Dernière limite, mais à double effet

cette fois : la personnalité et les attaches sociales et idéologiques de P. Hauptmann Prêtre, intellectuel au service de l'église catholique, envoyé explicitement par celle-ci pour digérer et désamorcer, si possible, l'anti-catholicisme virulent de Proudhon, Hauptmann peut à la fois déployer une érudition et un travail scrupuleux et, à la fois, manifester une incompréhension profonde du caractère libertaire de la pensée proudhonienne.

« Délire », « élucubrations », « utopie », etc ... telles sont les aménités les plus élaborées qui, sans autre forme de procès, lui servent à caractériser une pensée qu'il comprend suffisamment mal pour s'étonner que l'idée d'« ordre » puisse être aussi présente dans les écrits de quelqu'un qui se dit anarchiste (3).



Paradoxalement cependant, les œillères imposées par sa position et la volonté explicitement apologétique du révérend père Hauptmann, si elles contribuent mal à mettre à jour la pensée libertaire de Proudhon, offrent un intérêt particulier : exposer de façon exhaustive et minutieuse l'ensemble des textes, publics et privés, où Proudhon aborde le problème de Dieu.

Cette exhumation offre-t-elle un réel intérêt pour les anarchistes athées que nous sommes tous sensés être ? Ils sont trop nombreux et trop liés à l'ensemble des autres analyses de Proudhon pour ne pas avoir à faire, d'une manière ou d'une autre, avec le projet libertaire.

### PROUDHON CROYAIT-IL EN DIEU ?

Disons tout de suite que si Proudhon parle beaucoup de Dieu, c'est d'une façon assez particulière ; Hauptmann peut se réjouir de voir la place importante que Dieu occupe dans la pensée d'un des théoriciens de l'anarchisme mais aussi, il se ponce extrêmement déçu et choqué de voir quelle est cette place : celle du mal absolu, de l'ennemi à combattre implacablement. Pour Proudhon, « Dieu c'est le mal » et « s'il est un être qui, avant nous et plus que nous, ait mérité l'enfer, il faut bien (le nommer) c'est Dieu ». (4)

Pour reprendre après Bakounine le cri de Ferré « si Dieu existait, il faudrait s'en débarrasser », on pourrait dire, grosso modo, que pour Proudhon, Dieu existe et que la tâche, non hypothétique à laquelle il faut s'atteler, consiste bel et bien à s'en débarrasser.

Mais alors, comme le pense Hauptmann, Proudhon croyait-il en Dieu et doit-il se ranger parmi les nombreux blasphémateurs que l'église est habituée à combattre et, quand elle le peut, à brûler ? Oui et non, ou plutôt la question n'a pas beaucoup d'intérêt, sauf pour les athées militants ou les croyants convaincus, partenaires habituels d'un duo - duel que Proudhon récuse.

Comme on s'en rend mieux compte maintenant, en particulier grâce à M. Foucault, des questions comme « Proudhon ou Hauptmann croyaient-ils en Dieu ? » n'ont théoriquement que peu de sens (5), pas plus que la question de savoir si les dirigeants du PCF, les chefs d'entreprise et le pape croient « vraiment » les uns au socialisme, les autres aux bienfaits humains de l'industrie et le dernier à l'infaillibilité de sa parole. « Croyance » et « Incroyance » ne dépendent pas de positions métaphysiques fondamentales et éternelles qui s'affronteraient quelle que soit la forme des sociétés. Elles ne relèvent que des discours et des représentations qui existent et s'opposent à un moment donné, en fonction des différentes institutions chargées de produire et de légitimer la vérité et les vérités qui s'imposent ou cherchent à s'imposer à tous.

Lorsque Proudhon écrit « nous arrivons à la science malgré lui (Dieu), au

bien-être malgré lui, à la société malgré lui, chacun de nos progrès est une victoire dans laquelle nous écrasons la divinité » (6), fait-il œuvre de « croyant » blasphémateur comme l'affirme Hauptmann ou bien s'agit-il d'un texte que n'importe quel athée pourrait signer des deux mains ?

Lorsque Proudhon s'en prend à Dieu et lorsqu'il le dénonce et l'invective comme le mal absolu, ne se contente-t-il pas de combattre une représentation bien réelle, bien existante, dans la tête de millions de gens et à travers les puissantes et nombreuses institutions sociales qui se réclament d'elle ou qui l'utilisent ?

Aussi, le vrai problème qui se pose à nous n'est-il pas de savoir si Proudhon « croyait » ou ne « croyait » pas en Dieu, mais plutôt de comprendre pourquoi, dans sa lutte contre la religion, les églises et l'idée de Dieu, Proudhon refuse très explicitement d'utiliser l'argument rapide et sans bavure de l'athéisme l'argument selon lequel la discussion est inutile puisque « Dieu n'existe pas ». Pourquoi Proudhon refuse-t-il avec acharnement de se dire athée ? Pourquoi en s'en prenant directement à Dieu, se réclame-t-il de l'anti-théisme ?

### LES RACINES LIBERTAIRES DE L'ANTI-THÉISME DE PROUDHON

Sans prétendre trancher sur le fond, on peut, provisoirement, apporter deux éléments de réponse à ces questions.

Le premier est essentiel car il porte sur l'ensemble de la pensée de Proudhon et sur la façon dont s'y inscrit la question religieuse. Si Proudhon reconnaît toute l'importance théorique et pratique (on le lui reproche assez !) de l'économie dans le fonctionnement de la société et dans les conditions de sa transformation, il se refuse à considérer que les autres domaines de la réalité sociale, politique, juridique, religieuse, voire éthique, puissent être subordonnés à l'économie. Contrairement à Marx et à ses successeurs, Proudhon ne pense pas que l'économique soit déterminant, que ce soit en première ou en dernière instance.

Pour Proudhon, de la même façon que la bourgeoisie s'approprie la force collective économique de la société, ou que l'Etat s'approprie l'existence politique collective d'une société donnée pour la retourner contre elle, les églises et les religions s'approprient également l'ensemble des idéaux de la société pour, à travers les différentes institutions, prescriptions et symboles religieux, écraser celle-ci et tenter de la soumettre à un ordre immuablement et éternellement oppressif.

Contrairement à Marx pour qui droit politique et idéologie ne relèvent que du domaine de l'illusion (que la transformation économique suffira à dissiper), Proudhon pense que la lutte révolutionnaire, pour atteindre ses objectifs et ne pas se retourner contre ceux qu'elle prétend libérer, doit prendre très au sérieux et combattre avec le même acharnement

l'ensemble des formes de l'oppression, qui, dans tous les domaines de la réalité sociale, contribuent, chacune à leur façon, mais avec autant de force, à soumettre l'homme à l'autorité et à l'inégalité.

Dire que Dieu n'existe pas revient donc, pour Proudhon, sous son caractère d'affirmation métaphysique finalement secondaire, à négliger de façon radicale une entité qui, au même titre que l'Etat ou le capital, existe bel et bien dans le fonctionnement de la société, comme ennemi mortel de tous ceux qui sont épris de liberté, de justice et d'égalité.

L'argumentation et les positions de Proudhon revêtent une étonnante actualité lorsqu'on considère ce qui se passe autour de nous. Comment croire, comme c'était encore le cas au 19ème siècle en Europe, à l'extinction de l'idée de Dieu, à l'effacement progressif mais rapide de l'oppression religieuse ? Le renouveau religieux, sensible dans les sociétés dominées par les religions « révélées », l'islam, le judaïsme et le christianisme, de la Pologne à l'Iran (7) montre bien qu'il ne s'agit pas seulement d'un épiphénomène, d'une super-structure, mais bien d'un mécanisme social fondamental, présent au cœur même des sociétés et toujours susceptible de produire tous ses effets totalitaires et oppressifs. Nier son importance, refuser de combattre le phénomène religieux, passer des alliances avec les mouvements qui s'en réclament sous prétexte qu'ils sont « populaires » peut, tactiquement, sembler payant pour des organisations qui visent à conquérir cette autre « superstructure » (dont l'efficacité n'est plus à démontrer) qu'est l'Etat.

Mais ce mépris, intéressé, des réalités du phénomène religieux peut conduire, aussi, le plus souvent, à des déboires qui n'épargnent pas les plus malins, comme le parti communiste iranien ou les moudjahidines du Peuple dévorés par le phénomène khomeiniste.

Un second élément de réponse peut, sinon permettre de comprendre le refus qu'oppose Proudhon à l'athéisme de son époque, tout du moins en éclairer les raisons, là encore de façon très actuelle.

En prenant au sérieux la figure de Dieu, Proudhon ne se contente pas d'estimer à sa juste valeur la force de l'oppression liée au phénomène religieux. A travers elle, et sous son caractère de « transcendance » (8) très crûment affirmé, Proudhon déchiffre un rapport social essentiel à ses yeux : le rapport du pouvoir et de l'autorité. En niant l'existence de Dieu, en niant l'existence d'une transcendance, d'un « autre » tout puissant, en considérant qu'il s'agit d'une simple projection sans réalité des propres qualités de l'humanité, l'athéisme ne contribue-t-il pas à nier le mécanisme d'autorité à l'œuvre dans tous les aspects de la vie individuelle et sociale ?

Pour Proudhon, la réponse n'est guère douteuse. Chassées par la porte de la négation athée, la transcendance et l'extériorité qu'incarne si clairement la

figure de Dieu, ressurgissent inévitablement et immédiatement, mais de façon occulte cette fois, par la fenêtre d'un Ordre, d'un Pouvoir ou d'une Loi tout aussi externes et oppressifs mais protégés du masque de l'immanence.

En reprochant à Feuerbach de « diviner » l'homme et l'humanité par sa critique « athée » du phénomène religieux, en s'écriant « point de religion, pas plus celle de l'homme que celle d'un être surnaturel » (9) Proudhon, dans sa dialectique très particulière, prétend bien maintenir en permanence à distance un adversaire toujours à combattre et qui risque sans cesse, en s'évanouissant à nos yeux, de reflourir, paradoxalement hors d'atteinte, au cœur de l'homme et d'une société, apparemment, et apparemment seulement, laïcisée.

Là encore, l'actualité de cette critique de l'humanisme athée et plus généralement d'une forme d'athéisme présente dans des courants idéologiques aussi différents ou opposés que le marxisme, le maurassisme (10), le nazisme ou la psychanalyse, ne fait guère de doute. Les églises, les prêtres, les pasteurs, les immans et les rabbins à peine réduits à un chômage très relatif, d'autres prêtres et d'autres églises ont surgi, non plus au service d'un Dieu transcendant contre lequel on peut toujours se révolter, mais au service d'entités aussi « scientifiquement » réelles que la « révolution », la « logique de l'histoire », la « race », l'« ordre social naturel » ou la « loi constitutive de nos desirs », contre lesquelles il est tout aussi absurde de s'opposer qu'il serait vain de refuser notre être même.

Une dernière remarque, en guise de conclusion. Dans sa critique, sans doute très pertinente, de l'athéisme né en Europe au 19ème siècle, Proudhon met en œuvre une position théorique beaucoup plus discutable, ou tout du moins, âprement discutée, de façon plus ou moins explicite, dans l'ensemble des courants qui, de près ou de loin, se sont situés dans le mouvement libertaire.

Si Proudhon maintient avec acharnement, non pas, bien sûr, la nécessité de « croire » en Dieu mais ce qu'il appelle dans « les contradictions », « l'hypothèse de Dieu » n'est ce pas d'abord parce qu'il prétend maintenir en permanence et de façon très lisible, l'écart antagoniste entre autorité et liberté, pouvoir et révolte ? En soutenant à propos de la figure, encore une fois si explicite, de Dieu, la nécessité d'un « antagonisme éternel » entre lui et l'homme (11), en posant cet antagonisme comme indispensable à tout mouvement de révolte et, en fin de compte, au développement même d'un mouvement de type libertaire, Proudhon ne récuse pas seulement le déterminisme historique marxiste et la dialectique hégélienne « matérialisée » selon laquelle les antagonismes actuels ne seraient que la dernière étape exacerbée d'une préhistoire humaine devant nécessairement déboucher sur les verts paradis, harmonieux, immuables et éternels ( les attributs mêmes de la divinité )

du communisme enfin réalisé.

Ne récuse-t-il pas également une certaine forme du projet anarchiste où la lutte contre l'État et contre toute forme d'oppression devrait déboucher, au prix d'une révolution éventuellement longue-ment préparée, mais rapide et efficace, sur l'abolition définitive du pouvoir et de l'autorité ?

Dans cette démarche théorique, qui n'est pas sans rappeler, malgré de nombreuses et essentielles différences, ce que Foucault peut dire du pouvoir (12) il ne faudrait pas se presser de retrouver le vieux débat entre « réformistes » et « révolutionnaires ». Proudhon n'est pas « réformiste » dans la mesure justement où il rejette radicalement tout compromis et tout accommodement avec le pouvoir et l'autorité, où il fonde la lutte pour la « justice » et la « liberté » dans l'opposition radicale et exacerbée à toute forme de pouvoir.

Est-il « révolutionnaire » pour autant ? Non, apparemment, si du moins, par « révolution » on entend passage d'un ordre social dominé par les antagonismes, à un autre ordre social harmonieux, enfin réconcilié avec lui-même. Pour Proudhon, une telle conception offre le double inconvénient, majeur à ses yeux, d'être à la fois utopiste et autoritaire : utopiste puisqu'il s'oppose à tout ce que l'on peut connaître de la réalité du fonctionnement social ; autoritaire puisqu'il suppose et impose l'extinction et l'effacement du fondement même de l'action et de la pensée libertaire : la révolte, la lutte, le refus et l'opposition.

Daniel

#### Notes

(1) une édition vient de paraître récemment, suivie du texte de Marx « Misère de la philosophie », collection anarchiste, Paris 1983, 3 T. (2) en particulier « Idée générale de la révolution au 19ème siècle » (1851) - « De la justice dans la Révolution et dans l'Église » (1858) - « Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la révolution » (1863) - « De la capacité politique des classes ouvrières » ouvrage posthume de 1865.

(3) voir P. 350

(4) « Système des contradictions économiques » Tome 1 P.381 et suivantes. Nous suivons ici les éditions utilisées par Hauptmann. (5) sur ce problème, voir le livre de Paul Veyne « Les grecs ont-ils cru à leurs mythes ? » Seuil 1983.

(6) « Contradictions » Tome 1 P. 382.

(7) Mais aussi en Extrême Orient comme le montre l'exemple du Tibet où l'État chinois ne parvient pas à réduire l'influence « spirituelle » du Dalaï Lama en exil depuis plus de vingt ans ; ce qui n'empêche pas les dignitaires du régime de répéter comme le premier secrétaire du parti dans la région : « la religion, après une phase de développement, connaîtra une phase de déclin. Personne ne peut s'opposer à cette logique » (Le Monde du 13/8/83) Il n'y a que la foi qui sauve !

(8) terme qui désigne, en gros, dans la religion chrétienne l'altérité absolue de Dieu, son caractère irréductible à tout ce qui est humain.

(9) « Manuscrit Ewerbeck » inédit, cité par Hauptmann, P. 534.

(10) de Maurras, le grand théoricien royaliste français ( animateur de l'Action française )

(11) « Contradictions » Tome 1 P. 372.

(12) cf « La volonté de savoir » Paris 1976, plus particulièrement P. 121 et suivantes. Pour Foucault, l'opposition permanente entre « pouvoir » et « résistance au pouvoir » ne se cristallise que très exceptionnellement autour des grandes entités que sont l'État ou les classes sociales. Elle se déploie toujours de façon atomisée et changeante dans une multitude d'oppositions locales et minuscules, pouvant seulement faire série et constituer des ensembles plus larges toujours très conjoncturels. Cette analyse aurait dû depuis longtemps intéresser davantage les libertaires.

Michel AUVRAY

OBJECTEURS, INSOUMIS, DESERTEURS

Histoire des réfractaires en France

est le premier livre consacré à l'histoire des réfractaires des origines à nos jours.

440 pages

format 15,5 x 24 cm

95 Francs.

Editions STOCK



# UNE NOUVELLE RACE DE SQUATTERS

**I**ls squattent dans le XIX<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Ils s'appellent « occupants rénovateurs » (OR) et la presse les étiquette « alternatifs ». Ils répondent à quelques questions, notamment en ce qui concerne leur projet politique...

Le squatt, c'est avant tout une situation juridique : un squatter est un « occupant sans droit ni titre » aux yeux de la loi. De ce fait, des gens très divers sont squatters à Paris : les immigrés qui ne paient plus leur loyer depuis longtemps, des proxénètes qui vivent dans les hôtels de passe, des zonards, des autonomes... La police estime le nombre de squatters à 3 000 dans la capitale, mais 95% d'entre eux n'ont aucune démarche collective par rapport à leur situation et ils ne constituent absolument pas un mouvement. Nous sommes les seuls à réaliser un travail politique et social sur l'extérieur, dans des collectifs qui établissent entre eux des liens de solidarité. Les seuls à se défendre à tous les niveaux, juridique, politique et sur le terrain, en travaillant avec les médias et le voisinage...

Nous voulons proposer aux gens un autre moyen de vivre, nous revendiquons le droit au logement et nous nous battons pour défendre nos maisons. C'est pour cela qu'au départ nous avons choisi de ne pas avoir trop de contact avec ceux qui squattent sans projet politique, simplement pour avoir un toit sur la tête, et qui déménagent dès qu'ils sont expulsés pour aller s'installer ailleurs. Par contre, nous échangeons des informations avec des gens en province — à Aix, Montpellier, Grenoble — qui ont la même démarche que nous.

Nous ne sommes pas vraiment des alternatifs et, si nous nous laissons étiqueter ainsi, c'est avant tout dans un but tactique. Nous connaissons la politique et la publicité, alors nous mettons en avant les aspects de la lutte qui nous servent le mieux. C'est sûr, quinze ans après 68, on ne cherche pas à vivre les mêmes expériences que la génération d'après mai. On ne squatte pas le XIX<sup>e</sup> pour faire des crèches parallèles, par exemple. D'abord parce que beaucoup d'entre nous n'ont pas d'enfants. Par contre, nous prétons nos locaux à des associations qui ont un minimum d'accord politique avec nous et nous travaillons avec des gens partisans d'une écono-

mie sociale, comme les alternatifs allemands, sans cloisonnement entre eux et nous... Mais si certains d'entre nous s'occupent d'activités musicales ou théâtrales, d'ateliers d'enfants ou de mime, ce ne sont pas ces activités qui nous motivent principalement. L'étiquette d'alternatif correspond à notre situation de squatt et à notre démarche, donc seulement en partie à ce que nous sommes. En fait, si on se bagarrait dans une boîte, sur le terrain de la lutte de classes traditionnelle, on prendrait l'étiquette de syndicalistes radicaux, on aurait une démarche différente qui nous rapprocherait d'autres courants que les alternatifs...

Alternatifs, c'est pourtant la moins mauvaise définition qu'on puisse donner de nous, et la plus connue. Mais nous, on se dit plutôt « occupant rénovateur », traduction littérale du terme berlinois Instandbesetzhausern, qui désigne l'occupant d'une maison rénovée par lui. Nos maisons ont été pas mal rénovées (salle de bain et cuisine installées, mur monté, plancher et tuyauterie refaits...), car certaines étaient dans un état craignos.

On essaie de donner une autre image du squatt, pas celle d'un lieu où on s'installe parce qu'on ne veut pas travailler. Plutôt celle d'un endroit propre, agréable à vivre, qu'on a envie d'habiter sans être obligé de payer un loyer, pour y développer des activités associatives.

Hormis pour défendre les maisons, nous n'avons pas de démarche politique collective. Cependant, on peut quand même dire que la démarche des « OR 19 » est libertaire ou, du moins, anti-autoritaire (même si aucun de nous n'appartient à une organisation). Notre fonctionnement dans les maisons est collectif, non hiérarchisé, chacun prend en charge sa propre vie... Ce qui fait notre force, c'est notre détermination à nous battre sur des problèmes de la vie quotidienne. On est sûrement beaucoup plus efficace là-dessus que bon nombre de militants qui défendent souvent des causes extérieures à eux-mêmes et n'ont pas les moyens de s'en occuper réellement. Nous, on défend nos « acquis », un lieu de vie qu'on a en partie reconstruit et aménagé, pour lequel on a dépensé pas mal de temps et d'énergie, et aussi un mode de vie, le travail effectué pendant deux ans sur le quartier. La politique et la vie quotidienne s'em mêlent pour nous... alors on est très motivé, c'est sûr. Et c'est nécessaire

pour ce type de lutte.

Certains alternatifs berlinois se disent fatigués de se battre : ils aimeraient bien que la mairie lâche le morceau, qu'elle leur laisse leur baraque, pour entreprendre le boulot qui les intéresse. Certains d'entre nous préféreraient sans doute aussi que la situation se calme, pour s'occuper d'autres choses. Cependant, on est un certain nombre à se trouver bien dans cette situation mouvante. Cette année, personne n'a pris de vacances, mais en fait notre mode de vie nous permet d'être toujours en semi-vacances : on travaille soit à mi-temps, soit de temps en temps, avec le chômage, etc... Personne parmi nous ne bosse onze mois d'affilée et a besoin du douzième pour prendre un grand bol d'air. Notre rapport aux voyages, à la culture, aux sorties... est différent de celui des travailleurs à temps plein, aux horaires réguliers.

**Il faudrait faire un rapide historique, pour situer un peu votre mouvement...**

Des gens qui avaient parié que l'arrivée de la gauche au pouvoir permettrait la création de nouveaux espaces ont occupé la première maison en septembre 81, c'est-à-dire quelques mois après l'élection de Mitterand. Cette maison a été rénovée et habitée à partir de novembre. Puis ses occupants ont ouvert un CAFE (Centre d'animation et de fonction évolutive), lieu de rencontre non public, où ne vnaient que des copains et des copains de copains, en fait, mais d'où sont parties bien des idées de squatt. Une deuxième maison s'est ouverte deux ou trois mois après, rue de l'Ourcq, puis deux autres les deux mois qui ont suivi rue Léon Girault. Au bout de six mois, il y avait donc quatre maisons occupées dans le XIX<sup>e</sup>; une cinquième qui existait auparavant les a rejointes. Enfin, trois mois après, il y en a eu une sixième, rue de Crimée. L'ensemble présentait à peu près une cinquantaine de personnes dans l'arrondissement.

Un nouveau CAFE — public celui-ci, et situé en dehors des maisons d'habitation — a été ouvert le samedi soir pour prendre le relais de l'ancien... dont la police nous avait expulsés. On a fait autour de cette action illégale beaucoup de tapage, occupant des locaux appartenant à la Ville de Paris, au ministère du Logement... De ce fait, le pouvoir a hésité à s'attaquer aux maisons, ce qui nous a permis de passer l'hiver tranquillement.

Après, il y a eu l'épisode des élections municipales. On s'est présenté avec le groupe écolo du XIXe sur une liste alternative. Moyen de toucher les habitants de l'arrondissement sur les problèmes qui nous intéressaient. De nous faire connaître, de ne pas nous marginaliser. Expliquer aux gens ce que peuvent être des squatters n'est pas évident. Ils suscitent fréquemment des réactions de jalousie de la part des voisins locataires, parce qu'ils vivent dans des espaces plus grands qu'eux et que le fait de ne pas payer de loyer leur permet de travailler moins tout en vivant bien. Ça bloque pas mal les rapports avec le voisinage. Faire un travail politique sous l'étiquette « alternative », floue et relativement gentillette, nous a permis d'avoir une bonne image de marque, particulièrement auprès des élus socialistes : à partir du moment où on joue le jeu de la politique locale, où on prend en compte les problèmes de l'arrondissement, on n'est pas des marginaux, des révolutionnaires...

Nos occupations de maisons ont commencé alors qu'il y avait des attentats sur Paris, qu'Action directe possédait un squatt dans le 18ème arrondissement, et qu'une partie de la presse amalgamait terroristes et squatters, présentait ces derniers comme le vivier dans lequel les premiers venaient puiser leurs militants. Il était important pour nous de contredire cette propagande. Mais le faire sous forme de communiqué déclarant : « on n'a rien à voir avec... » n'aurait servi à rien puisque de toute façon, la presse ne l'aurait pas passé. Il valait mieux jouer le jeu des élections, sous l'étiquette alternative, avec tout ce que celle-ci peut avoir de confus et en même temps d'intéressant, c'est-à-dire se situer en dehors de la logique droite-gauche et mettre en avant des propositions concrètes, des revendications compréhensibles par beaucoup de gens... Il était bien précisé dans notre profession de foi qu'on était des squatters, mais ça ne nous a pas empêchés d'obtenir le score des écolos sur Paris.

#### Actuellement, où en est la situation ?

On vit depuis deux mois une période d'activisme forcené. Elle a commencé avec l'arrestation pour insoumission d'un copain occupant rénovateur, en juillet. On s'est battu pendant quinze jours pour le faire libérer. Nous, les squatters politisés mais « tranquilles », avec une bonne image de marque, nous nous sommes mis à demander la libération d'un insoumis et à revendiquer l'insoumission. C'est peut-être ce qui a entraîné l'expulsion d'une de nos maisons début août, au 182-184 rue de Crimée. L'institution militaire a eu peur, notre action l'a incitée à relâcher notre copain mais, dans le même temps, la police parisienne a investi le squatt où il habitait. Pour les 12 adultes qui se trouvaient à l'intérieur, il y avait dehors 600 CRS, un bulldozer antibarricades, 50 flics en civil les RG, la police judiciaire, la brigade des mineurs, peut-être même celle des stup. La bouche de métro était bloquée. Le grand jeu, quoi !

Pour d'autres informations sur les squatters du XIXème, reportez-vous à COURANT ALTERNATIF d'octobre.



PHOTO COURANT ALTERNATIF

Aussitôt après, on a riposté par diverses actions. Les copains qui étaient partis en vacances sont rentrés, et 3 jours après, on était presque au complet. Sur le plan judiciaire, étant donné l'illégalité de l'expulsion, trois actions sont en cours, et une quatrième va suivre : il y a une plainte contre le haut responsable des expulsions à la préfecture de police, avec constitution de partie civile (ce qui nous assure l'instruction de la plainte) ; une contre l'huissier pour faute professionnelle et attentat à la liberté ; et une contre la mairie de Paris demandant la réintégration des personnes expulsées (Chirac est convoqué le 13 septembre devant le tribunal d'instance du 19ème (1) On ne pense pas qu'il se déplacera mais son avocat sera là). La quatrième action, sur le plan administratif, vise à obtenir l'annulation de l'expulsion et des dommages et intérêts... On a répondu sur le terrain aussi, par des actions spectaculaires dans tout Paris : occupation d'un bureau de la Ville, de la Mairie du 19ème, opération Boat People sur le canal de l'Ourcq qui traverse le 19e, un jour de marché (on est monté sur une barge qui servait à réparer un pont, avec des banderoles disant qu'on n'avait pas de logement, etc... et, dans le même temps, des gens sur le marché à côté expliquaient notre action. Ça a duré 2 heures. On a eu droit à un important déploiement policier et à l'intervention de la brigade fluviale)... Enfin, on a contacté les médias, organisé des émissions avec certaines radios, on leur a filé des cassettes enregistrées pendant nos opérations : elles passaient à l'antenne presque en direct... On a travaillé avec des journalistes de la presse écrite, et envoyé des dossiers aux ministères du Logement de l'Environnement, de la Justice, à la préfecture... pour dénoncer la répression et l'absurdité de la situation actuelle en matière de logement. A chaque action, mais aussi pour des affichages, des bombages, 10 ou 15 personnes étaient interpellées, obligées de faire des heures de garde à vue... Ça a créé une drôle d'ambiance dans le 19e. On ne pouvait plus se promener sans être interpellés par les flics.

Comme action spectaculaire, on a eu l'idée de louer une chambre à l'hôtel

Hilton, pour y tenir une conférence de presse. Une nuit coûte 1.000 F dans cet hôtel. Des gens du quartier nous ont donné des sous... Mais, quand on s'est ramené à l'Hilton, les flics nous attendaient. Ils nous ont empêché d'entrer, nous ont rendu l'argent et nous ont dit qu'on n'avait rien à faire là, de dégager. C'est comme ça qu'on a tenu la conférence de presse sur le trottoir...

Ensuite, on a essayé d'organiser un camping le mardi et le samedi, rue de Crimée (où la maison du n.182-184 a été démolie immédiatement après l'expulsion). Au bout d'une heure, les flics sont intervenus et ont interpellé les gens qui se trouvaient là. Ils ont embarqué notre matériel, tentes et duvets. On a maintenu malgré tout le camping, mais toutes les fois que des gens se ramenaient pour diffuser des tracts, etc..., les flics les embarquaient...

Aujourd'hui, on s'attend plus ou moins à de nouvelles expulsions. Notre riposte sur le plan juridique a peut-être provoqué une accalmie, mais elle ne va pas durer. Aussi, on se tient sur la défensive, tout en poursuivant nos actions à différents niveaux. On montre à la préfecture qu'on est capable de répondre sur le terrain judiciaire, en utilisant toutes les failles du droit : on fait traîner les procédures, on joue des incompétences diverses, on attaque en justice aussi. Si la loi était appliquée, des fonctionnaires tels que l'huissier seraient sanctionnés, et certains dommages et intérêts réclamés par les associations expulsées illégalement pourraient être obtenus.

#### Quels sont vos projets ?

Défendre les maisons occupées et établir un rapport de forces avec les autorités judiciaires et politiques, parce que l'occupation « sans titre » de logements constitue à la fois notre force et notre faiblesse.

On a montré que si un squatt est toujours précaire, jamais éternel, il peut néanmoins durer plus de 3 mois et on peut y vivre bien. Dans nos habitations, il y a du matériel hifi, des télévisions, des machines à laver, tout ce qu'il faut pour vivre. Ce n'est pas du camping... On voudrait que d'autres maisons s'ouvrent et

que leurs occupants profitent du travail qu'on a réalisé. Il faudrait dépasser la méfiance manifestée souvent dans les milieux militants par rapport à la justice, pour s'en servir. Tant qu'on sera une poignée, on dépensera beaucoup d'énergie pour défendre nos maisons, mais le jour où on sera plus nombreux, on pourra développer d'autres activités.

On a entrepris en mai-juin un travail sur la réquisition des logements. Une loi dans le Code de la Construction et de l'habitation dit qu'en situation de crise du logement, le gouvernement — par l'intermédiaire des préfetures — peut réquisitionner des appartements vacants depuis dix mois pour les donner à des mal-logés. Nous sommes dans une période de crise du logement : tout le monde en est convaincu (**Que Choisir ?** a fait récemment encore une enquête là-dessus), sauf la préfeture. Pourtant, les rapports réalisés par le ministère du logement (comme le rapport Merlin) le disent clairement : d'un côté, il y a 170.000 logements vacants dans Paris (13 % du parc immobilier) ; de l'autre, 100.000 inscrits pour les HLM (et 30.000 prioritaires). En 1965, les logements vacants s'élevaient à 60.000 ; ils sont trois fois plus actuellement. On fait donc un travail de sensibilisation sur ce problème. L'information sur le 19e pas-

se relativement bien, grâce au journal **Quartier libre** (dont un OR 19 fait partie), à nos bonnes relations avec le groupe écologiste (qui nous soutient dans tous les coups durs, physiquement et financièrement), et à un appui du PSU local (ce qui pose quelques problèmes au PS). Enfin, on a reçu un sérieux coup de main de la part des imprimeurs d'Edit 71, pour l'ensemble des affiches (4.000) et tracts (plusieurs dizaines de milliers).

La situation du logement ne peut qu'entraîner la multiplication des occupations sans titre : il y a 3.000 squatters aujourd'hui, il y en avait peut-être deux fois moins il y a 2 ans... et il y en aura sûrement 2 fois plus dans 2 ans. Notre action pour obtenir l'application de la loi sur la réquisition est un travail de propagande visant à légitimer les occupations. On sait très bien que le gouvernement n'est pas prêt à lâcher le morceau, et il ne s'agit pas pour nous de reproduire Amsterdam ou Berlin. Mais n'y aurait-il qu'une trentaine de maisons — liées entre elles par des liens de solidarité — sur Paris, on pourrait mener avec efficacité une bagarre qui en vaud la peine. La dramatisation de la situation, du côté des responsables politiques, l'adoption d'une politique sécuritaire

contre les squatters montrent tout simplement que l'enjeu de la lutte sur le logement est énorme. Car en arrière-fond il y a les problèmes de revenus, les problèmes liés à la crise.

Le Parti socialiste prend peur, et ce n'est pas par hasard. Il se méfie d'une expérience auto-organisée qui lui échappe, mais aussi — et surtout — parce que l'on met le doigt sur ses contradictions et qu'on le dénonce pour ses incapacités.

#### ● Propos recueillis par Vanina

*Pour discuter avec les OR 19, obtenir des informations sur l'occupation « sans titre », plusieurs moyens :*

- le samedi soir, CAFE, 120 rue de Crimée.

- le jeudi soir de 18h à 20h, permanence logement, 38 rue de l'Ourcq (métro Crimée), tél : 203.70.34.

- en attendant le numéro 1 d'un journal actuellement en préparation, ceux qui désirent en savoir plus sur les squats peuvent consulter le dossier **Avis de recherche N.3, du squatter anar Georges Cochon en 1913 aux occupants rénovateurs du 19e, et lire Le Monde Libertaire du 22 septembre 1983.**

(1) Jugement en délibéré jusqu'au 4 octobre. Même si les OR 19 perdent, ils sont bien décidés à aller en Cassation.



#### NOUVELLES DE LA « GRANDE MUETTE »

« Insoumis depuis le 1er février 1983, j'ai enfin reçu des nouvelles de la « grande muette » : je passe en procès, à Paris, le 26 octobre 1983, sans avoir été conduit avant à une caserne, et sans que l'on m'ait présenté l'uniforme, que je me serais fait un plaisir de refuser ! Je pense que ce procès doit servir à tout le mouvement libertaire et antimilitariste, alors toutes les initiatives sont les bienvenues !  
Pouvez-vous annoncer le procès dans le prochain numéro d'IRL.

Amitié libertaire, Thierry . . .  
Thierry MARICOURT, c/o GAA, BP 7, 80330 LONGUEAU.

#### OBJECTION COLLECTIVE

« La réforme de la loi sur l'objection, votée ce printemps, n'a été qu'une pommade marquant la continuité de la politique militariste mieux accentuée. Le service civil est mieux intégré au service national, le décret de Brégnan est inclus dans la loi et la répression des réfractaires est accrue.  
Nous refusons de nous laisser enfermer dans une objection de « conscience » à caractère individuel ; c'est pourquoi l'objection collective propose une demande stéréotypée minimum et appelle tous les demandeurs à participer à l'envoi collectif (et massif ! ?) qui aura lieu à Paris le 10 décembre 1983.  
**Objection collective, c/o CEP BP 5006 St Jean 69245 LYON cedex 5.**

#### FETE ANTIMILITARISTE A LYON

Le 12 novembre 1983, à Lyon, les groupes antimilitaristes, pacifistes et la Coordination libertaire organisent une fête antimilitariste.  
A partir de 16 heures, au CCO, rue Courteline VILLEURBANNE.

#### MARCHE CONTRE LE RACISME

Une « marche pour l'égalité et contre le racisme » se déroulera du 15 octobre au 3 décembre de Marseille à Paris.  
**CIMADE-Lyon et SOS AVENIR MIN-GUETTES, 3 rue Diderot, 69001 LYON.**

#### « FREE THE FIVE DEFENSE GROUP »

Une série de procès sensationnels concernant cinq personnes s'est récemment ouverte à Vancouver. Plus d'une douzaine de chefs d'accusation sont portés contre eux, qui vont du vol de voitures à la conspiration visant à saboter la base de l'armée de l'Air de Cold Lake, en Alberta.  
L'arrestation de ces 5 personnes fait suite à une série d'attentats politiques qui, dans tout le Canada, visaient aussi bien une usine génératrice, sujette à controverse, qu'une usine où sont fabriqués les composants des Cruise, ainsi que d'autres usines du même type.

Les autorités n'ont aucun témoin indépendant contre les accusés mais disposent seulement de nombreux enregistrements magnétiques qu'elles utilisent pour tenter de prouver l'appartenance des cinq à un groupe d'anarchistes-terroristes appelé tantôt « Direct Action », tantôt « Winnin's Fire Brigade ».  
Pour obtenir d'autres informations, ou pour apporter un soutien, écrivez à « **Free the Five Defense Groupe** » Box 48296 Bentall Station VANCOUVER BC V7X1A1 CANADA.  
On peut écrire aussi aux cinq accusés (Julie Belmas, Gerry Harrah, Ann Hansen, Doug Stewart, Brent Taylor) à Oakalla Prison Drawer « 0 » BURNABY BC V5H.3N4 CANADA.

#### COMMUNIQUES

#### COORDINATION LIBERTAIRE ETUDIANTE

A l'initiative d'étudiants libertaires de divers horizons, une coordination libertaire s'est créée au niveau national. Plusieurs groupes existent déjà ainsi que des contacts dans nombreuses universités.  
Adresse provisoire : **Coordination libertaire étudiante, 145 rue Amelot 75011 PARIS.**

#### LE MOUVEMENT LIBERTAIRE DANS L'ALLIER AU DEBUT DU SIECLE

Une cassette d'environ une heure retrace l'histoire du mouvement libertaire dans l'allier au début du siècle : un témoignage vivant par des gens qui ont vécu cette période. La cassette coûte 50 F., port compris.  
**Association pour une Culture Libertaire BP 49 03400 YZEURE.**

#### EL HORIA

Le groupe de Rouen vient d'éditer un journal bilingue français-arabe « **El Horia** », destiné à toucher plus particulièrement les travailleurs immigrés. Initiative intéressante.  
**EL HORIA, 9 impasse des Pommiers 76800 ST ETIENNE DE ROUVRAY.**



**L** / Alternative et Iztok n'ont pas fait mention d'informations récentes sur l'opposition en Hongrie publiées dans Index on Censorship (février 83). Depuis 1977, sur l'exemple tchèque de la Charte et celui polonais du KOR, le samizdat hongrois s'est doté d'une infrastructure plus large, pour se développer encore plus à partir d'août 1980 et les événements de Pologne.

Indépendamment de périodiques clandestins, en décembre 1981, un sociologue dissident a créé une maison d'édition non légale appelée « AB », qui a publié des textes de Haraszti, le rapport des Nations Unies sur le soulèvement hongrois de 1956, un roman de György Konrad, des études sur les Hongrois en Roumanie, les minorités en Hongrie, etc

Parallèlement, le fils de Rajk (un des fusillés dans la campagne stalinienne des grandes purges dans les pays de l'Est en 1949) a organisé dans son appartement une « boutique du samizdat », dont il distribue ouvertement les textes.

Le pouvoir a bien sûr réagi en août 82 contre « AB » pour commerce non autorisé et contre Rajk en décembre 82 (le matériel saisi a rempli 1 car et 2 minicars de la police). Il semble que ce soit le signe d'un durcissement évident du régime, « la fin d'une illusion » (Haraszti). Mais tous les dissidents sont décidés à continuer leur opposition.

En Pologne, commelztok le démontre en publiant un document du Groupe Emmanuel Goldstein (l'ennemi public dans « 1984 » d'Orwell), les libertaires sont décidés, et il est urgent qu'ils reçoivent une aide matérielle, puisque Solidarnosc les censure (une fraction importante en tout cas, car il y a peut-être des exceptions).

Pour finir, voici deux tracts du groupe Fresnes-Antony de la Fédération Anarchiste (34 rue de Fresnes 92160 Antony) qui montrent quel travail il est possible de faire localement.

## LA BULGARIE - SON FOLKLORE ... SA DICTATURE

« Que l'avenir nous préserve des faveurs du despotisme ;  
mais qu'il nous sauve des conséquences désastreuses et abrutissantes  
du SOCIALISME AUTORITAIRE, DOCTRINAIRE ou d'ÉTAT »  
(M. Bakounine - 1868)

Le Maire d'Antony et les Amitiés Franco-Bulgares nous invitent à un spectacle de chants folkloriques. Il est évident que cette opération de propagande n'a pour but que de présenter la dictature marxiste sous un jour favorable ; malheureusement, la réalité est tout autre !

L'instauration de la République Démocratique Bulgare a vu le jour en 1944 grâce à un coup d'État militaire lors de l'invasion par l'Armée Rouge, et depuis, le mouvement social de ce pays, loin de connaître un essor favorable, a été totalement laminé. Et c'est toute la richesse de ce mouvement social influencé en grande partie par les militants anarchistes que l'on tente de rayer de la mémoire collective bulgare.

L'anarchisme bulgare, dès son apparition, fut social et révolutionnaire. Il prit rapidement de la Première Internationale et maintenant des liens étroits avec Bakounine. La propagande écrite se développa rapidement et aida à faire connaître les idées de Kropotkine, Malatesta, Faure, Rocker, etc... Le mouvement se proposait comme tâche immédiate l'organisation des travailleurs et la création des syndicats, les libertaires organisèrent dans les plus grandes villes. Ainsi, ils participèrent à l'organisation des syndicats enseignants et de l'Organisation Professionnelle des Paysans.

En plus de l'organisation spécifiquement anarchiste et des syndicats, les libertaires s'investirent également dans les coopératives de consommation, d'échange, de crédit et la gestion ouvrière et l'entraide. Elles furent d'excellentes écoles de solidarité et de mutualité, basées sur la gestion ouvrière et l'entraide. Bien sûr, l'éducation populaire et les mouvements de guérilla firent aussi partie de l'activité anarchiste dans la vie de la société bulgare. Aujourd'hui, le mouvement libertaire bulgare est étouffé mais certains militants d'alors continuent de se battre en dénonçant la tyrannie.

Lisez « Histoire du Mouvement Libertaire en Bulgarie » de G. Balkanski ; N. 16 - 17 de la collection « VOLONTÉ ANARCHISTE » du groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste.

GRUPE FRESNES - ANTONY DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE  
(diffusé en juin 1983)

## A L'OCCASION D'UN CENTENAIRE

En 1872, M. Bakounine disait déjà : « en réalité, le socialisme de Mr Marx serait pour le prolétariat un régime de casernes, où la masse uniformisée des travailleurs s'éveillerait, s'endormirait, travaillerait et vivrait au tambour ».

Aujourd'hui, nous ne pouvons que constater la lucidité et la clairvoyance de sa pensée. Partout où s'est instauré le marxisme, que ce soit en Russie, en Chine, à Cuba ou ailleurs, partout où s'est produit le même phénomène : un État omnipotent étrangle la classe ouvrière. Par conséquent, ce n'est pas le léninisme, le maoïsme, le stalinisme ou le trotskisme qui sont mauvais, mais bien leur racine commune qu'est le marxisme.

La classe ouvrière organisée est divisée en deux courants distincts et opposés depuis la célèbre querelle entre Marx et Bakounine au sein de la Première Internationale. Au centre du débat : le rôle et la nature de l'État et la tactique que devait employer l'Association Internationale des Travailleurs. Mais la scission du mouvement ouvrier trouve son origine avant l'affrontement Marx/Bakounine.

Trente ans plus tôt, P.-J. Proudhon s'était déjà heurté au dogmatisme marxiste : il avait compris et expliqué que « la plus désastreuse combinaison qui puisse se former serait celle qui réunirait le socialisme avec l'absolutisme, les tendances du peuple vers l'émancipation économique avec la dictature et la concentration de tous les pouvoirs politiques et sociaux dans l'État ». Leur rupture fut consommée lorsque Proudhon publia en 1846 son « système des contradictions économiques ou philosophie de la misère » auquel Marx répondra avec violence par « Misère de la philosophie ».

Les concepts classiques du marxisme que sont le matérialisme dialectique et historique - que leur auteur a lui-même qualifié de scientifique -, la nécessité de la période intermédiaire par la dictature du prolétariat et de l'État prolétarien, ont conduit aux régimes iniques que l'on sait et, dans le meilleur des cas, à l'impasse du parlementarisme. Le monde ouvrier doit se détourner de l'alternative : bourgeoisie ou marxisme, car c'est elle qui a condamné notre société à se débattre dans une série de crises et de pseudo-révolutions sans jamais pouvoir concilier ces aspirations fondamentales que sont l'égalité économique, la liberté et la justice.

GRUPE FRESNES - ANTONY DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

(\*) Notre groupe a édité ces 2 œuvres augmentées des annotations de Proudhon. Les 3 tomes : 150 F. Disponibles au local.

(tract diffusé le 1er mai et dans les boîtes aux lettres)



## LA PRAXIS CONTINUE

**L**es dissidents yougoslaves sont têtus : une partie de l'équipe rédactionnelle de « Praxis », revue universitaire critique, a fondé à Londres « Praxis International ». La précédente revue avait disparu, par suite du refus des ouvriers de l'imprimerie en autogestion de continuer à la composer : belle application autogestionnaire par « Outba » (police secrète du régime) interposée.

En 1975, le gouvernement, cette fois sans prétexte hypocrite, avait sanctionné 7 enseignants, tous membres de la rédaction, avec maintien de leur traitement (différence de taille avec les autres pays de l'Est). En 1980, la sanction a été confirmée, avec suppression du traitement, ce qui ne touche qu'une ou deux personnes, car les autres sont maintenant retraitées.

Bref, depuis 1981, Mihailo Marković, Svetozar Stoyanović, Ljubomir Tadić et Rudi Supek (non sanctionné en 1975) et une longue série d'intellectuels suédois, anglais, argentins, etc..., animent la nouvelle revue.

Parmi les numéros consultés, celui sur « Les droits de l'Homme » (Janvier 1982) est important. La revue est trilingue (anglais, français, allemand), ce qui est un problème. Supek dénonce le danger de la « partocratie » et de l'étatisme, et la nécessité de l'autogestion sur tous les plans.

Steven Lukes rappelle, citations à l'appui, le peu de respect de Marx et Engels pour la morale en soi, et en conclut que tant que la révolution n'est pas faite un marxiste ne peut « croire dans les droits de l'homme ».

Agnes Heller remarque que le marxisme a beaucoup souffert du dédain de Marx pour la morale. Mais Tadić souligne que « dans les ténèbres de la tyrannie stalinienne, Ernst Bloch a allumé le feu de la tradition libertaire du marxisme en démontrant que l'abolition de l'exploitation des hommes par d'autres hommes est impossible, parce que le bonheur humain ne peut être atteint

dans une société où on peut fouler au pied impunément la dignité de l'homme »

En Yougoslavie cette fois, la revue « Kultura » N.59 (1982) ouvre un dossier sur la « contre-culture » où on trouve un article de 1972 du provo et kabouter Roel Van Duyn, sous le titre de « Pour une nouvelle morale révolution-

naire », des interventions yougoslaves et anglo-saxonnes sur les communes et sur la révolution sexuelle, ainsi que le texte de Michael Lerner « L'anarchisme et la contre-culture américaine » de 1971.

La revue « Vidici » N.5 (1982), ouvre un dossier « Anarchisme et marxisme », sympathique et bien fait, de Milorad B. Pavlavić et Stanislava Zajović. Les présentateurs se plaignent de l'absence des « textes-clés de Michel Bakounine » en yougoslave, malgré l'édition de 1979 d'« Etatisme et Anarchie ». Cette publication correcte, qui donne aussi « Fédéralisme, socialisme et anti-théologisme » « Dieu et l'État », « La commune de Paris et la notion de l'État », « La politique de l'Internationale », tombe dans l'absurde en ajoutant « Le catéchisme révolutionnaire » sans même noter qu'il est de Netchaev, comme l'indique l'édition yougoslave de la biographie (bonne) de Bakounine par la soviétique Piroumovà (1975).

Selon « Vidici », les « textes clés » sont « Qu'est-ce que l'autorité » (sans source, mais qui correspond à l'Empire knouto-germanique) tome 8, Champ Libre, p. 102-106), « Écrits contre Marx » et la « Lettre à La Liberté » d'octobre 1972. Miodrag Tararević fait le point sur le débat Marx-Bakounine, et un article de Bookchin clot le dossier « Anarchisme et écologie ».

Sur l'URSS, lu « Ici Moscou » de Renata Lesnik, mal écrit, mal composé, trop long, mais avec quelques pages intéressantes sur les 400, ce qui fait chère la bonne page pour 85 F. Par contre, pour moitié moins, on peut s'abonner à « Série URSS » des « Problèmes Politiques et Sociaux », et en savoir à peu près autant que les pseudo spécialistes. Le numéro de juillet 83 est consacré aux nationalismes. Il est dommage que le climat de guerre civile latente (depuis une bonne vingtaine d'années au moins) entre les Arméniens et les Géorgiens n'ait pas été signalé, car il explique le jeu de Moscou (diviser...), qui souvent finit par de telles oppositions bureaucratiques entre les deux peuples, que même Moscou a du mal à faire appliquer ses désirs.

● M. Zemliak

## LETTRE DE YUGOSLAVIE

La situation est plutôt chaotique (économiquement, culturellement, politiquement), avec de grosses différences entre les républiques et entre les provinces. La répression est la plus forte au Kosovo, bien qu'atténuée par rapport à 1981 et 1982.

La Bosnie-Herzégovine vient après : par exemple, un jeune (28 ans) professeur de sociologie au lycée de Tuzla a été condamné à 5 ans de prison pour avoir déclaré que les sociétés occidentales fonctionnent mieux, que le système « multi-partis » est préférable au système du parti unique, qu'il n'y a pas de libertés civiles en Yougoslavie et enfin que le nationalisme - spécialement l'islamisme - prend une place primordiale dans la société et la politique. Il ajoutait que Ranković aurait été le seul homme à pouvoir sauver le pays ! (Chef de l'Oudba - le KGB local - et intime de Tito, Ranković fut limogé en 1966 et expulsé du Parti ; il est mort fin août 83 NDT). Ce qui frappe dans l'accusation, est qu'il est supposé avoir fait ces déclarations parmi ses amis, chez ses parents et dans leur résidence d'été, ainsi que dans le bar d'un hôtel, ce qui veut dire en privé. Il a été condamné suivant le célèbre article de loi si controversé, pour propagande hostile contre le pays, l'État l'autogestion et la Ligue.

En Slovénie, il faut signaler la parution régulière de « Novija Revija »,

revue indépendante publiée par des intellectuels et/ou des artistes non officiels. Le seul cas de répression récent dans les médias concerne la revue étudiante « Tribuna », qui a publié des opinions de citoyens sur la mort de Brejnev (N. de janvier 1983). Les 2 étudiants responsables de l'article étaient sur le point d'être poursuivis quand l'association yougoslave de sociologie s'est indignée. Cette association a d'ailleurs entamé une démarche en faveur du jeune sociologue bosniaque, ce qui prouve son attention aux violations contre les droits de l'homme et sa mobilisation pour empêcher les abus ».

« Belgrade est intéressante avec des initiatives de la base qui fleurissent un peu partout. En ce qui concerne Dogo, poète condamné à deux ans de prison pour ses vers dans lesquels procureurs et juges ont décelé des offenses à Tito, la Société Belgradoise des Écrivains a protesté énergiquement. L'emprisonnement a été retardé de quatre mois (car il était malade d'un ulcère). Finalement il a été incarcéré et le Club des Écrivains a organisé des soirées de protestation chaque lundi. En un mois ou deux, le

(Suite page 35)

# Le syndicalisme en Tunisie

**C**ontrairement à la plupart des pays du Tiers Monde, le syndicalisme tunisien a des racines profondes. Là où les organisations et partis politiques ont échoué dans leur tentative d'être les porte-parole des acteurs sociaux, il a pu mobiliser dans les périodes historiques mouvementées, une large masse de travailleurs. Sa popularité lui a valu la haine et le noyautage du colonisateur français par l'intermédiaire de la CGT, puis du Parti Destourien (P.S.D.) au pouvoir, et enfin des partis de l'opposition et des organisations léninistes, qui fidèles aux leçons de l'« entrisme dans les syndicats jaunes » tentent de rattraper le chemin perdu et de recruter sur les lieux de travail.

Ainsi, l'histoire du syndicalisme tunisien est celle de la soumission - absorption par les partis hégémoniques d'une part, et de la rupture - confrontation avec ces partis et surtout avec le P.S.D. d'autre part, en fonction de la situation politique, de la conjoncture socio-économique et des rapports de force entre la direction syndicale et la base. Avant d'entrer dans les détails, nous considérons que le syndicalisme tunisien a connu quatre périodes successives : le corporatisme, la participation comme aile avancée au mouvement anti-colonialiste, l'inféodation au P.S.D. et enfin la revendication de l'autonomie.

## LE SYNDICALISME COLONIAL

Dans une situation caractérisée par une colonisation de peuplement qui prend la forme de confiscation et d'achat des meilleures terres (la Société Marseillaise de Crédit détenait les domaines les plus fertiles d'Enfida et de Sidi Thabet) d'une part, et d'encouragement de la classe ouvrière française à l'émigration vers le protectorat d'autre part, par l'instauration des privilèges par rapport aux ouvriers tunisiens, apparaissait le premier syndicat en Tunisie appelé l'Union des travailleurs français créé en 1894 par Victor de Carnières. Dans son journal « la Tunisie française », celui-ci fixe au syndicat deux objectifs : l'encouragement de l'émigration d'ouvriers métropolitains, la défense et la protection de la main-d'œuvre française des ouvriers italiens.

Les propos colonialistes, nationalistes et racistes abondent dans ce journal. Ceux qui sont visés ne sont pas seulement les Tunisiens, mais aussi les Maltais et les Italiens.

« L'ennemi, dit-il, c'est l'Italien, le Sicilien, qui à demi-sauvage, n'ayant ni le besoin d'une existence matérielle meilleure, ni le sentiment de la dignité humaine ». Le syndicalisme, à côté du colonialisme, a donc pour rôle de prêcher la bonne parole à « ces sauvages » et de leur apprendre le « sens de la dignité humaine ». A cette histoire sombre, il y avait quelques événements heureux. En 1904, les ouvriers français, italiens et tunisiens ont célébré unitairement le 1er mai et ont entamé une grève générale de 15 jours, mais toujours sous la direction des français.

Avec la création en 1910 de la CGT française en Tunisie, la « conciliation » ouvrière continuait dans un sens inéga-

litaire. Nous avons affaire à un syndicat à trois étages : les ouvriers tunisiens au bas de l'échelle, les ouvriers italiens, maltais et polonais qui détenaient une position médiane et les ouvriers français qui constituaient l'aristocratie ouvrière puisque la loi de 1884 stipulait que « les postes de direction doivent être obligatoirement décernés à des ressortissants français ».

Jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, l'Union départementale CGT défendait des positions réformistes et colonialistes. En 1936, trois tendances existaient dans le syndicalisme colonial où une forte proportion d'ouvriers tunisiens était syndiquée mais où les postes de commandement reviennent aux Français :

1 - la tendance des syndicalistes communistes groupés derrière Benoît Frachon.



Femmes manifestant pour la première fois avec des syndicalistes (début du siècle).

2 - les indépendants vis-à-vis du PC qui s'expriment dans l'hebdomadaire « Syndicats ».

3 - la position social-démocrate et d'arbitrage de L. Jouhaux.

## LE SYNDICALISME TUNISIEN

Les privilèges dont bénéficient les ouvriers français par rapport aux tunisiens et le parti pris colonial de la CGT ont favorisé l'émergence d'un syndicalisme tunisien dans lequel la question nationale était au cœur des préoccupations et qui a subi une répression répétée de la part des autorités françaises.

### A - La CGTT

Les grèves des dockers et des cheminots après la Première guerre mondiale, l'insatisfaction des ouvriers tunisiens qui sentaient la discrimination de l'UD CGT amenaient Mohamed Ali (1) à constituer un syndicat autonome : la Confédération Générale des Travailleurs Tunisiens (CGTT) en 1924 dont l'objectif est de grouper tous les salariés sans considération de nationalité, ni de religion.

La CGT a très vite senti le danger et a accusé Mohamed Ali de sectarisme. A ce propos, celui-ci répondait : « les ouvriers européens qui nous accusent de refuser de nous lier à la famille prolétarienne n'ont qu'à venir se joindre à nous pour mettre à l'épreuve notre volonté de les considérer comme des frères dans le travail et dans l'objectif » (2). L'arrestation de Mohamed Ali, de Finidori et des syndicalistes autonomes n'a pas tardé et la CGTT a été dissoute.

Il faut rappeler que le fondateur de la CGTT n'était par un nationaliste chevronné, mais un réformiste soucieux de l'égalité de tous les travailleurs. Pour lui l'indépendance n'était pas une revendication essentielle dans l'action syndicale et la « révolte ne dispose pas de conditions de succès ». Sa répression exprimait à quel point le colonialisme est discriminatoire et à quel point l'UD CGT est compromise avec les autorités françaises.

Avec la reconnaissance du droit syndical aux Tunisiens en 1932 et la possibilité de prétendre aux postes de direction, Génanoui tentait en 1937 de faire revivre la CGTT en l'éloignant du terrain politique caractérisé à cette époque par une montée nationaliste sous la direction du Néo-Destour (actuellement P.S.D.). Celui-ci noyait la centrale syndicale et évinçait Génanoui qui fut remplacé par l'ancien premier ministre H. Nouira. Le 9 avril 1938, le Protectorat dissout la CGTT.

### B - L'U.G.T.T.

En 1944, les ouvriers tunisiens ont créé l'Union des syndicats libres du Sud. Encouragé par ce succès, F Hached (3) a créé l'Union des syndicats du Nord. Malgré les accusations de l'UD CGT de nazisme toute expression d'indépendance syndicale, le Congrès constitutif de

l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) a eu lieu le 20 Janvier 1946 pour rassembler les syndicats du Nord et du Sud.

30.000 travailleurs ont assisté à ce congrès. Des réformes politiques inspirées du Néo-Destour étaient proposées. Les luttes revendicatives deviennent inséparables des luttes nationales et le syndicat devient la force de frappe du nationalisme tunisien.

L'UGTT qui voyait ses rangs s'agrandir demandait l'adhésion à la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.) qui est sous la coupe des partis stalinien. Celle-ci exigeait une négociation avec l'Union Syndicale des Travailleurs Tunisiens (U.S.T.T.) (qui n'est en fait que l'UD CGT, mais l'UGTT a posé deux conditions qui expriment le renversement des rapports de force en faveur des nationalistes : seuls les tunisiens peuvent accéder à la direction du syndicat et l'organisation unique doit prendre le nom de l'UGTT.

F. Hached qui ne mâchait pas ses mots concernant le système colonial, disait en 1951 : « Notre UGTT réclame l'instruction pour tous, lutte pour l'anéantissement du chômage et revendique la suppression du régime actuel qui est un véritable défi à la démocratie » (4).

La faiblesse de l'USTT l'accule en 1956 à se dissoudre pour rejoindre l'UGTT.

### L'INDÉPENDANCE ET L'U.G.T.T.

Avec l'accession à l'autonomie interne de la Tunisie en 1956, l'UGTT oubliait sa critique sociale et incitait les ouvriers à se mettre au travail et à retrousser les manches.

La Commission Administrative issue du Vème Congrès de l'UGTT exprimait sa satisfaction après l'installation de Bourguiba au pouvoir et demandait « à tous de se mettre au travail pour le développement économique et social du pays ». Les dirigeants syndicaux issus de la petite bourgeoisie et proche des thèses nationales du Néo-Destour ne favorisaient pas un rôle dirigeant du syndicat et encore moins une évolution autonome. Le 8ème Congrès de l'UGTT en 1960 achève l'autonomie relative du syndicat unique et le transforme en organisation spécialisée au sein du parti Destourien (P.S.D.) et en une courroie de transmission des décisions gouvernementales.

La subordination totale du syndicat au parti au pouvoir est devenue impérative parce que d'une part l'Etat a hérité des propriétés des colons et a remplacé le patronat dans plusieurs secteurs, et d'autre part parce qu'au début de l'indépendance, l'UGTT a proposé une politique économique collectiviste qui s'opposait au libéralisme du gouvernement tunisien.

En effet, B Salah, le secrétaire général de la centrale syndicale en 1956 a suggéré le blocage des transferts de capitaux, la restriction à l'importation des produits de luxe, le contrôle étatique de

la distribution des crédits, la constitution de villages coopératifs et une implantation des industries lourdes. L'Etat sentait le danger des organisations de masse dans leur tentative de jouer un rôle politique et d'avoir un droit de regard sur les orientations générales de l'économie et essayait avec succès de réduire les travailleurs à une machine de production

Bourguiba disait en 1963 que : « le syndicalisme ne doit pas être partial et toujours donner raison au travailleur contre le patron. Il doit toujours exiger du travailleur de faire sa tâche avec vigilance et loyauté et de considérer la paresse comme un vol ».

Ben Salah fut remplacé par A. Tlili, qui lui-même, fut limogé en 1965 car il espérait avoir une petite marge de liberté au sein de cette grande dépendance. Des décisions draconiennes ont été prises contre les grèves qui ont par ce fait sensiblement diminué jusqu'en 1970. Le « Bureau de Conciliation » est obligatoirement saisi avant toute grève. Celle-ci n'est plus un droit, mais un recours exceptionnel. Ce ne sont plus les ouvriers qui doivent décider des modalités d'action, mais ce Bureau composé de partisans du pouvoir.

Toutes les grèves qui ne reçoivent pas l'accord du syndicat et du Bureau de conciliation sont considérées comme sauvages. Par ailleurs, l'article 13 du Code Pénal stipulait que les ouvriers qui s'abstiennent de travailler sont congédiés sans préavis et réquisitionnés. Ces lois sont encore en vigueur.

Dans le cadre de la « Paix Sociale » décrétée par l'Etat, les luttes sociales ne peuvent s'exprimer que dans les accords des Conventions collectives où le syndicat, le patronat et l'Etat se réunissent et fixent dans le secteur privé la réglementation du travail. Ces conventions ne sont appliquées qu'après l'agrément du Ministère du Travail.

Alors que l'article 8 de la Constitution tunisienne garantit sans restriction le droit syndical, le Code Pénal, les accords entre P.S.D. et la direction syndicale, et les conventions collectives rendent vide de sens toute expression syndicale.

A partir de 1970, les luttes sociales prennent un caractère spontané et les ouvriers ne passent plus par l'UGTT pour exiger l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. 80 % de ces luttes se sont produites en dehors du syndicat. (5)

La prise de conscience de la collaboration de la direction syndicale dans la répression des aspirations ouvrières et la découverte de la possibilité de se passer du syndicat pour décrocher des droits, radicalisent les luttes et obligent le syndicat soit à se dénoncer comme agent du pouvoir, soit à jouer le rôle de médiateur entre l'Etat et les ouvriers. C'est surtout le premier rôle qu'elle a joué au début en annonçant la dissolution en janvier 1975 du syndicat de l'enseignement secondaire et en condamnant les grèves de la Société Nationale de Transport ...



La première carte d'adhésion à la CGTT

## LES IMPLICATIONS DES ÉVÉNEMENTS DE JANVIER 1978

L'adoption d'une politique ouvertement répressive par la direction syndicale a créé un hiatus profond entre une base hostile au pouvoir en place et une direction qui a en même temps des responsabilités gouvernementales et qui est

membre du P.S.D. Cette coupure n'est plus tolérable et les ouvriers ne se reconnaissent plus dans un syndicat inféodé. La majorité des membres du Bureau Exécutif ( B.E. ) de l'UGTT tentent de gagner la confiance de la base et d'éviter une radicalisation du mouvement social en acceptant de défendre l'augmentation de 30 % du SMIG.

Le gouvernement tunisien refuse et une crise ouverte éclate en 1977 entre le P.S.D. et le B.E. qui décide de se retirer du Parti. L'UGTT sous la pression des travailleurs décrète la Grève générale pour la première fois après l'indépendance.

Le 26 janvier 1978 était une journée d'insurrection où les ouvriers se sont alliés aux étudiants et aux classes démunies. Des milliers de syndicalistes sont emprisonnés et une centaine de personnes, selon les chiffres officiels, ont trouvé la mort lors des affrontements avec la police et l'armée qui ont tiré sur les foules. Les membres de la direction syndicale sont condamnés à des peines allant de 2 à 10 ans de prison ferme.

En février 1978, les inconditionnels du P.S.D. ont monté un Congrès extraordinaire pour se constituer en une nouvelle direction fantoche de l'UGTT. La plupart des syndicalistes ont rejeté cette parodie et boycotté le congrès. Cette situation a duré jusqu'en 1980, date à laquelle l'Etat a proposé une Commission Nationale Syndicale ( C.N.S. ) composée à moitié de fantoches et à moitié de syndicalistes emprisonnés. Les plus modérés ont accepté le compromis et ont été de ce fait amnistiés pour préparer un nouveau congrès extraordinaire en 1981.

L'actuelle direction de l'UGTT est composée de membres élus lors de ce congrès de Gafsa. La manœuvre de l'Etat consiste à récupérer le B.E. de l'UGTT et d'éviter une coupure définitive entre celui-ci et le P.S.D.

Pour tester la nouvelle direction syndicale et s'assurer de sa soumission relative, le pouvoir en place a proposé des élections législatives anticipées où le P.S.D. et l'UGTT se constituent en Front National contre les listes des socio-démocrates, des « communistes » ...

Malgré le refus de la base syndicale, la Commission Administrative de l'UGTT a accepté de se présenter aux élections sous la même bannière que le parti au pouvoir.

La situation actuelle est moins explosive que pendant la période 1978-80. La participation de la direction syndicale aux manœuvres de l'Etat ( CNS et Front National ) a réduit le mécontentement et transposé les oppositions : alors qu'entre 1978-80, l'opposition était entre le PSD et le syndicat dans sa totalité, l'acceptation de la résolution de la crise et le rapprochement entre la direction syndicale et l'Etat ont transposé les luttes au niveau du syndicat. La base syndicale composée de plus en plus de travailleurs jeunes, combattifs et même politisés, revendique plus clairement son autonomie vis-à-vis des partis et voit d'un mauvais œil l'inféodation du B.E. de l'UGTT. Les staliniens, les socio-démocrates et les autres organisations politiques ont compris que le syndicat est d'un enjeu vital. Ils sont entrés massivement à l'UGTT et réclament l'autonomie du syndicat vis-à-vis du P.S.D. mais non de leurs partis respectifs.

L'autonomie totale vis-à-vis de tous les partis politiques peut constituer une démarche fascinante pour les ouvriers politisés ou non qui ne se reconnaissent pas dans l'action partisane et une piste pour la pénétration des idées libertaires au sein de la classe ouvrière tunisienne.

L'anarcho-syndicalisme a plus de chances de réussite dans un pays à tradition syndicale que le conseilisme ou le fédéralisme.

● ABDEL

## LETTRE DE YOUGOSLAVIE

(suite de la page 32)

nombre de personnes à y prendre la parole est monté jusqu'à plus de 200 (écrivains, artistes, scientifiques,...) et le nombre de participants à plusieurs centaines de personnes. En mai, l'ulcère s'est aggravé et les autorités ont libéré Dogo pour qu'il se soigne chez lui. Les soirées ont continué quelques semaines puis se sont arrêtées, attendant l'évolution de la situation ». (...)

« Il y a une tendance parmi l'opposition socialiste à réclamer un retour en arrière, vers le parlementarisme comme remède à l'étatisme actuel. L'argumentation est celle-ci : seul le cadre démocratique peut fournir un changement significatif et irréversible. Les technocrates et une fraction des politiciens ne sont pas insensibles à ces sirènes. La ra-

tionalité de la production, le marché, la consommation sont aussi des thèmes attirants pour des gens qui travaillent 42 heures par semaine pour 100 à 150 dollars en moyenne. Les issues envisagées sont donc le retour à la société de consommation, ou du moins la sortie de la pauvreté qui s'accroît terriblement (pour la majorité) et le retour aux libertés civiles et au pluralisme politique (pour la minorité « intellectuelle »).

Tous les groupes sociaux, y compris dominants, s'accordent, pour des raisons diverses, sur ce retour en arrière, ne discutant que de son ampleur et de ses formes. Ceci signifie que la minorité en faveur d'un socialisme libertaire s'affaiblit. Même les rencontres sociologiques ou philosophiques donnent lieu à des appels davantage pour la démocratie que pour l'autogestion ». (...)

« Nous travaillons les uns et les autres pour un monde meilleur ( pas une

France, une Yougoslavie ou une Europe meilleure ), dans des conditions socio-historiques différentes, ce qui n'est pas le résultat d'un choix, d'où la nécessité d'une relation égalitaire où la recherche d'une émancipation, ici comme là-bas, se renforce mutuellement. Il ne s'agit pas de considérer les pays de l'Est comme une aberration historique et les pays occidentaux comme les leaders du monde ( comme Marx l'aurait dit ). Ce serait une illusion qui viendrait d'une fascination imposée par la société du spectacle ».

« Je ne suis pas contre la collaboration entre la gauche de l'Est et de l'Ouest mais seulement soupçonneux à l'égard de la « dissidentalisation » de l'opposition à l'Est et la « prodissidence » de la gauche extra-parlementaire à l'Ouest. Cela réduit nos forces des deux côtés ».

● Sandanski (juillet) trad. de Loison

# LE PROGRÈS

RADIO - LIBERTAIRE REEMET SUR 89.5 MHz - SOUTIEN: 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

LA MAISON  
DE LA PETITE  
ANNONCE

LA MAISON  
DE LA PETITE  
ANNONCE

LE POUVOIR N'AIME PAS  
LES RADIOS LIBRES  
SOUTIEN à RADIO  
LIBERTAIRE

